



RAPPORT
DU COMMISSAIRE GENERAL
DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX
DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES DE PALESTINE
DANS LE PROCHE-ORIENT
1er juillet 1963 - 30 juin 1964

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 13 (A/5813)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU COMMISSAIRE GENERAL
DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX
DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES DE PALESTINE
DANS LE PROCHE-ORIENT

1er juillet 1963 - 30 juin 1964

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 13 (A/5813)



NATIONS UNIES

New York, 1964

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Lettre d'envoi	iv
Lettre du Président de la Commission consultative auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.....	v
Sigles	vi
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE. — RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE L'OFFICE DU 1 ^{er} JUILLET 1963 AU 30 JUIN 1964.....	10
DEUXIÈME PARTIE. — BUDGET POUR L'ANNÉE CIVILE 1965	20

ANNEXES

I. — Tableaux	
1 à 4. — Statistiques relatives aux réfugiés immatriculés.....	25
5 à 9. — Services des secours.....	29
10 à 14. — Services de santé.....	30
15 à 21. — Services d'enseignement général et professionnel.....	34
22 à 23. — Autres formes d'assistance fournies aux réfugiés.....	39
24 à 27. — Questions financières	40
28. — Personnel de l'Office.....	45
II. — <i>Graphiques</i>	
A. — Réfugiés immatriculés, rationnaires et résidant dans les camps.	46
B. — Réfugiés bénéficiaires de l'assistance médicale.....	46
C. — Effectif total des enfants réfugiés fréquentant l'école.....	46
D. — Diplômés des écoles professionnelles.....	46
III. — Carte indiquant approximativement la répartition géographique et la densité de la population réfugiée immatriculée auprès de l'Office	

(hors-texte à la fin du volume)

LETTRE D'ENVOI

Le 28 août 1964

Monsieur le Président,

Conformément à la demande énoncée au paragraphe 21 de la résolution 302 (IV) du 8 décembre 1948 et au paragraphe 8 de la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport annuel ci-joint relatif à l'activité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient durant la période du 1er juillet 1963 au 30 juin 1964.

Seize années ont passé depuis que les réfugiés ont dû quitter leurs foyers en Palestine. Voici 14 ans que l'Office a été créé pour assurer directement l'exécution de programmes de secours et de travaux en faveur des réfugiés et pour participer à l'élaboration des mesures qui devront être adoptées avant que ne prenne fin l'assistance internationale destinée à la réalisation de ces projets de secours et de travaux. Le mandat actuel de l'Office se terminera au milieu de l'année prochaine: durant sa présente session, l'Assemblée générale voudra sans doute examiner et trancher la question de savoir si la communauté internationale doit continuer d'assister les réfugiés de Palestine et, dans l'affirmative, de quelle manière il conviendrait à l'avenir de fournir cette assistance.

En vue de faciliter à l'Assemblée l'étude de ces questions, je me suis efforcé dans l'introduction de mon rapport de donner un exposé général des conditions dans lesquelles vivent aujourd'hui les réfugiés, de prévoir l'avenir qui les attend si la situation actuelle se maintient sans aucun progrès dans la voie d'un règlement du problème, d'exposer brièvement le rôle actuellement rempli par l'UNRWA et de suggérer les changements qui pourraient être apportés en vue de mieux adapter les services de l'Office (si son mandat est renouvelé) aux besoins actuels véritables de la communauté réfugiée.

Comme de coutume, l'introduction contient aussi un bref exposé de la position financière de l'Office, son budget pour l'année qui vient et le programme qu'il se propose d'appliquer durant la même période. Pour plus de commodité, le budget et le programme d'activité sont présentés comme couvrant les 12 mois de l'année 1965, bien que le mandat actuel de l'Office se termine le 30 juin. Si l'on a besoin d'une évaluation portant sur le premier semestre seulement (c'est-à-dire sur la période qui prendra fin avec le mandat actuel de l'Office), on peut obtenir des chiffres raisonnablement exacts en divisant simplement par deux le montant total du budget et les chiffres relatifs à ses différentes rubriques.

La première partie du rapport contient un exposé des travaux de l'Office pendant la période de 12 mois se terminant le 30 juin 1964 et, dans la deuxième partie, je présente le budget de l'année 1965. On trouvera en annexe des tableaux statistiques relatifs aux différents services de l'Office.

La Commission consultative de l'UNRWA a étudié le rapport et son président m'a adressé une lettre dont vous trouverez copie ci-joint. Si, au cours du travail de rédaction, j'ai bénéficié des observations et conseils des membres de la Commission consultative, cela ne signifie pas que le rapport reflète nécessairement les vues de cette commission ou que les gouvernements qui y sont représentés approuvent toutes les opinions que j'ai exprimées.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Commissaire général,
(Signé) Laurence MICHELMORE

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Organisation des Nations Unies,
New York.

**LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE AUPRES
DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

Le 27 août 1964

Monsieur le Commissaire général,

Lors de sa séance du 27 août 1964, la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a soigneusement étudié le rapport annuel que vous vous préparez à soumettre à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à sa dix-neuvième session.

Les membres de la Commission consultative voient dans ce rapport une preuve du fait que l'Office continue de se dévouer entièrement à sa tâche et sait utiliser judicieusement et efficacement les ressources dont il dispose. De l'avis de la Commission consultative, votre rapport constitue un exposé fidèle de l'activité de l'Office durant la période allant du 1er juillet 1963 au 30 juin 1964. Il présente de façon convaincante et réaliste les difficiles problèmes qui vont se poser à l'Office. Comme par le passé, les membres de la Commission ont réservé la position de leurs gouvernements respectifs au sujet d'un certain nombre de questions.

La Commission continue d'estimer que la communauté internationale doit considérer avec la plus bienveillante attention les besoins de la population réfugiée. A son avis, votre rapport aura cette année une importance accrue du fait que l'Assemblée générale sera à nouveau saisie de la question de l'avenir de l'UNRWA et du bien-être des réfugiés en général.

Mes collègues partagent les vues que je viens d'exprimer et ils se joignent à moi pour vous remercier des efforts que vous avez déployés dans l'élaboration du présent rapport.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission consultative,
(Signé) Shahap GÜRLER

M. Laurence Michelmores,
Commissaire général,
Office de secours et de travaux
des Nations Unies,
Beyrouth.

SIGLES

FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies.
HCR	Haut Commissariat pour les réfugiés.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

INTRODUCTION

1. La première année du mandat actuel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, fixé à deux ans, a pris fin le 30 juin 1964¹. Au cours de ces 12 mois, aucun progrès visible n'a été fait dans la voie d'un règlement du problème des réfugiés de Palestine. Une année de plus s'est écoulée sans que soient appliquées les dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale, qui est ainsi conçu :

"L'Assemblée générale

"...

"Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce

¹ On trouvera un historique de l'Office et un exposé détaillé de sa mission et de ses travaux jusqu'au 1^{er} juillet 1963 dans les rapports annuels et autres documents de l'ONU énumérés ci-après :

A. — Rapport définitif de la Mission économique d'études des Nations Unies pour le Moyen-Orient (28 décembre 1949) [A/AC.25/6, 1^{re} et 2^e parties].

B. — Rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés de Palestine: *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Commission politique spéciale, Annexes*, vol. II, p. 14 (A/1060).

C. — Proposition en vue de la continuation de l'assistance des Nations Unies aux réfugiés de Palestine: document présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de sa quatorzième session (A/4121).

D. — Rapport du Directeur de l'Office et rapports spéciaux du Directeur et de la Commission consultative à l'Assemblée générale :

a) *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément n° 19 (A/1451/Rev.1)*;

b) *Ibid.*, sixième session, *Suppléments n°s 16 et 16A (A/1905 et Add.1)*;

c) *Ibid.*, septième session, *Suppléments n°s 13 et 13A (A/2171 et Add.1)*;

d) *Ibid.*, huitième session, *Suppléments n°s 12 et 12A (A/2470 et Add.1)*;

e) *Ibid.*, neuvième session, *Suppléments n°s 17 et 17A (A/2717 et Add.1)*;

f) *Ibid.*, dixième session, *Suppléments n°s 15 et 15A (A/2978 et Add.1)*;

g) *Ibid.*, onzième session, *Supplément n° 14 et 14A (A/3212 et Add.1)*;

h) *Ibid.*, douzième session, *Supplément n° 14 (A/3686 et A/3735)*;

i) *Ibid.*, treizième session, *Supplément n° 14 (A/3931 et A/3948)*;

j) *Ibid.*, quatorzième session, *Supplément n° 14 (A/4213)*;

k) *Ibid.*, quinzième session, *Supplément n° 14 (A/4478)*;

l) *Ibid.*, seizième session, *Supplément n° 14 (A/4861)*;

m) *Ibid.*, dix-septième session, *Supplément n° 14 (A/5214)*;

n) *Ibid.*, dix-huitième session, *Supplément n° 13 (A/5513)*.

E. — Résolutions de l'Assemblée générale: 194 (III) du 11 décembre 1948; 212 (III) du 19 novembre 1948; 302 (IV) du 8 décembre 1949; 393 (V) du 2 décembre 1950; 513 (VI) du 26 janvier 1952; 614 (VII) du 6 novembre 1952; 720 (VIII) du 27 novembre 1953; 818 (IX) du 4 décembre 1954; 916 (X) du 3 décembre 1955; 1018 (XI) du 28 février 1957; 1191 (XII) du 12 décembre 1957; 1315 (XIII) du 12 décembre 1958; 1456 (XIV) du 9 décembre 1959; 1604 (XV) du 21 avril 1961; 1725 (XVI) du 20 décembre 1961; 1856 (XVII) du 20 décembre 1962; 1912 (XVIII) du 3 décembre 1963.

dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables;

"Donne pour instructions à la Commission de conciliation de faciliter le rapatriement, la réinstallation et le relèvement économique et social des réfugiés, ainsi que le paiement des indemnités, et de se tenir en liaison étroite avec le Directeur de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine, et, par l'intermédiaire de celui-ci, avec les organes et institutions appropriés de l'Organisation des Nations Unies."

C'est en décembre 1948 que l'Assemblée générale a adopté cette résolution pour la première fois et elle en a réaffirmé les termes à chacune de ses 15 sessions suivantes.

2. Rien de ce qui s'est passé pendant l'année n'indique que les sentiments des populations directement intéressées à la question des réfugiés de Palestine aient en quoi que ce soit perdu de leur intensité ou que la question elle-même devienne moins ardue ou mette moins en danger la paix et la stabilité du Moyen-Orient. Cependant, les réfugiés eux-mêmes continuent de vivre dans un climat d'espoirs déçus, de frustration et d'amertume. Depuis le jour lointain où ils ont commencé à devoir compter sur la charité internationale, ils mènent une existence de misère et de privations. Bien qu'indispensables, les secours fournis par l'Office ne sont qu'un strict minimum imposé par des limitations budgétaires sur lesquelles l'Office n'a aucune action. Les rations alimentaires sont maigres et monotones et suffiraient difficilement à une personne dont elles seraient pendant longtemps la seule subsistance. D'une façon générale, la structure et les normes des services de l'Office ont été établis compte tenu, en premier lieu, de la notion de secours temporaires d'urgence qui inspirait l'organisation de l'assistance internationale aux réfugiés pendant la période qui a immédiatement suivi leur exode de Palestine, et, par la suite, du caractère limité des ressources dont l'Office dispose effectivement chaque année. Il ne faudrait donc pas présumer que l'assistance fournie aujourd'hui répond à tous les besoins réels, tant individuels que collectifs, des réfugiés même dans le domaine restreint que constitue l'action entreprise par l'UNRWA en leur faveur. Depuis sa fondation, l'Office doit faire face à une pénurie chronique de fonds et par conséquent à des choix difficiles lorsqu'il s'agit de déterminer laquelle des diverses utilisations possibles de ses ressources si limitées servira le mieux l'intérêt des réfugiés. Inévitablement, il y a de nombreux services et de nombreuses formes d'assistance qui auraient été fort utiles aux réfugiés mais que l'Office, faute de fonds, est incapable de fournir. Et, parmi les services qu'il fournit effectivement, nombreux sont ceux qu'il est forcé, pour des raisons d'ordre financier, de maintenir au niveau minimum, alors que l'intérêt des réfugiés, d'une part, les normes habituellement adoptées, d'autre part, auraient justifié un niveau beaucoup plus élevé. À mesure que le temps passe, les problèmes que posent les difficultés financières chroniques de l'Office et les choix ardues qu'il doit faire pour établir un ordre de priorité entre

les divers services qu'il dispense aux réfugiés se sont aggravés en raison de l'accroissement de la population réfugiée et de l'augmentation régulière des coûts qui ne s'accompagne pas d'une augmentation correspondante des recettes.

3. Au cours de l'exercice étudié, durant lequel M. John H. Davis s'est démis de ses fonctions et a été remplacé par le Commissaire général actuel, l'Office a maintenu sa ligne de conduite et ses programmes d'activité tels qu'ils avaient été précédemment établis et que les avait définis le Commissaire général dans son rapport relatif à la période 1962-1963 (A/5513, cf. notamment les paragraphes 12 à 28 et 39). Pour l'année qui reste à courir de son présent mandat, c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1964 au 30 juin 1965, l'Office se propose de poursuivre son activité dans le même sens que précédemment, compte tenu des changements que pourront imposer les limitations budgétaires.

4. Comme il avait été prévu, l'Office s'est efforcé, ainsi qu'on le développera plus loin, d'améliorer son programme d'enseignement professionnel et de formation des maîtres, d'étendre et d'améliorer son système d'enseignement général afin de mieux répondre aux besoins croissants des enfants réfugiés, d'assurer les services de santé en donnant une importance accrue aux mesures de protection et de prévention, surtout pour les enfants, de continuer à distribuer des rations et à assurer un logement à ceux auxquels ils sont nécessaires, tout en recherchant de nouveaux moyens de veiller à ce que ces secours soient fournis à ceux-là seuls qui en ont besoin.

5. Malgré l'appel que l'Assemblée générale a lancé à sa dernière session en vue d'obtenir des fonds supplémentaires², le niveau des contributions financières n'a guère varié, demeurant sensiblement au-dessous du montant nécessaire pour mettre en application les propositions du budget 1964. Un vigoureux effort a été déployé et se poursuit actuellement en vue de réduire les dépenses administratives, surtout les frais de personnel. Bien que ces économies aient diminué l'écart entre les recettes et les dépenses, il a fallu réduire certaines activités et utiliser pour les dépenses courantes des crédits provenant d'exercices précédents et qui avaient été reportés.

6. Etant donné surtout l'accroissement régulier des dépenses nécessaires à la formation générale et technique d'une population scolaire de plus en plus nombreuse, la question budgétaire, qui était déjà grave, va devenir encore plus critique. A moins que les contributions ne soient augmentées dans des proportions que rien ne permet d'espérer actuellement, il sera nécessaire d'établir un ordre de priorité permettant de maintenir les dépenses en rapport avec les recettes afin de pouvoir répondre autant que possible aux besoins les plus essentiels de la population.

SITUATION ET BESOINS DES RÉFUGIÉS

7. Durant ses premiers mois de fonctions, le Commissaire général actuel a été impressionné par le sort des réfugiés, décrit de façon si frappante dans les rapports de ses prédécesseurs, et par le fait qu'ils ont absolument besoin d'une assistance du genre de celle que la communauté internationale leur fournit actuellement par l'intermédiaire de l'Office.

8. On peut résumer comme suit l'essentiel des observations qui ont été formulées dans les rapports annuels les plus récents et dans des déclarations faites à la

même époque par le Commissaire général alors en fonction, M. John H. Davis, quant à la situation économique et sociale des réfugiés:

a) Un grand nombre de réfugiés adultes de sexe masculin (ceux qui pourraient être des soutiens de famille) ne sont pas seulement en chômage, ils sont aussi pratiquement inemployables.

b) La raison n'en est pas qu'ils ne veulent pas travailler ou que les gouvernements des pays d'accueil les empêchent d'accepter un emploi et de subvenir ainsi à leurs besoins, mais que les chances de trouver un emploi dans les pays d'accueil sont réduites (à Gaza tout particulièrement) et que les emplois qui existent supposent ordinairement des connaissances que la plupart des réfugiés n'ont pas.

c) Une minorité de réfugiés adultes de sexe masculin, qui lors de l'exode de Palestine avaient un métier manuel ou autre, se sont réinstallés rapidement et n'ont jamais été à la charge de l'Office.

d) Les autres (qui représentent les quatre cinquièmes environ du nombre total des réfugiés adultes de sexe masculin) étaient pour la plupart des agriculteurs et des manœuvres; dans les pays où ils avaient cherché asile, la demande de main-d'œuvre de ce genre était très faible, ces pays souffrant déjà d'une pléthore de cultivateurs et de travailleurs sans spécialité et ayant donc le plus grand mal à offrir des moyens d'existence à leurs propres populations, attendu leur rapide accroissement démographique.

e) Quant à ceux qui sont arrivés à l'âge adulte depuis leur départ de Palestine, ils ont grandi en tant que réfugiés, privés de tout contact avec la terre et les occupations traditionnelles de leurs pères. Ainsi, il ne leur a pas été permis d'acquérir les techniques et l'habitude du travail qui se transmettent de père en fils. En outre, ils n'ont eu pour la plupart aucune possibilité d'apprendre un autre métier ou de se préparer vraiment à gagner leur vie. Un grand nombre d'entre eux, parvenus à l'âge d'homme, sont donc allés grossir les rangs déjà serrés des chômeurs pratiquement inemployables.

f) Les efforts tentés précédemment pour réaliser de grands projets de reclassement et de réinstallation n'ont pas été couronnés de succès. Si l'on en croit l'expérience acquise par l'Office, des projets de ce genre sont inacceptables pour les réfugiés, les gouvernements des pays d'accueil et l'opinion arabe en général; aux difficultés politiques et psychologiques s'ajoutent de graves obstacles d'ordre économique, social, financier et technique. Ceci a amené le Commissaire général précédent à conclure que les grands projets de développement du Moyen-Orient devraient se poursuivre indépendamment de l'UNRWA et sans qu'ils soient liés directement au reclassement des réfugiés.

g) Ce que l'Office peut et doit faire, c'est aider les réfugiés de la jeune génération à acquérir l'instruction et la formation professionnelle dont ils auront besoin pour mener une vie utile et productive, où qu'ils soient appelés à s'installer par la suite: l'Office s'y efforce au mieux de ses capacités et de ses ressources.

h) Enfin, pour ce qui est du problème que posent les réfugiés adultes, l'ancien Commissaire général indiquait qu'il pourrait se produire à l'avenir, comme il s'est produit déjà sur le plan économique et social, une certaine résorption des réfugiés dans les pays arabes du Moyen-Orient. Mais il ajoutait que l'on aurait tort de présumer que cette résorption suffirait à elle seule à

² Résolution 1912 (XVIII) de l'Assemblée générale, par. 5.

régler les questions politiques fondamentales qui sont à la base du problème des réfugiés.

9. Depuis son entrée en fonctions en janvier dernier, le Commissaire général a vu et entendu au sujet de ce problème bien des choses qui confirment le diagnostic, résumé ci-dessus, des derniers exposés et rapports annuels. Il lui semble que, malgré les divergences d'opinion qui peuvent exister au sujet de certains aspects du problème, nul ne doit mettre en doute le fait qu'une grande partie de la communauté réfugiée vit encore aujourd'hui dans une extrême pauvreté, dans des conditions souvent affligeantes et parfois effroyables. Malgré les efforts soutenus de l'Office, des gouvernements des pays d'accueil et d'organismes qui leur apportent leur collaboration, il y a des familles qui vivent encore dans des locaux qui ne devraient pas être habités par des êtres humains: certaines dans des caves humides, d'autres dans des maisons locatives qui menacent ruine, d'autres encore entassées dans des cabanes ou des baraques. On s'est efforcé et on s'efforce encore de soulager les plus terribles misères, mais les conditions d'existence de milliers de familles demeurent un sujet de grave préoccupation. Presque tous les camps de l'UNRWA sont surpeuplés à l'extrême, cinq personnes ou même davantage habitant dans une seule petite pièce. Il faudrait des routes et des chemins convenables: on enfonce dans la boue en hiver, dans la poussière en été. Il est rare qu'il existe des égouts ou un système de drainage suffisant pour les grandes pluies. L'approvisionnement en eau, organisé sur une base collective, est souvent insuffisant, surtout pendant les mois d'été. Dans l'ensemble, cependant, les résidents des camps, qui représentent les deux cinquièmes environ du total des réfugiés secourus, sont sans doute mieux logés et bénéficient de plus de services que les autres, qui se sont installés en dehors des camps, dans des logements de fortune. On comprend que ceux qui appartiennent à cette dernière catégorie, étant moins bien partagés, fassent constamment pression sur l'Office pour l'amener à agrandir ses camps et à construire de nouveaux abris.

10. Le Commissaire général ne doute pas que de nombreux réfugiés appartenant à cette catégorie aient vraiment besoin des secours dispensés par l'Office; on ne saurait les leur retirer sans les exposer à d'extrêmes privations, voire à la famine. Si les réfugiés de cette catégorie doivent compter sur l'aide d'autrui, ce n'est pas qu'ils ne veuillent pas travailler, mais simplement qu'il n'y a pas de travail à leur donner. Quant à l'attitude des gouvernements arabes au sujet de l'emploi de la main-d'œuvre réfugiée, le Commissaire général a pu voir, à bien des signes, que les autorités des pays d'accueil font preuve de bonne volonté et d'humanité dans cette question, même si, en permettant aux réfugiés de trouver un emploi et de subvenir à leurs besoins, ils provoquent une réduction du marché du travail au détriment de la population locale.

11. La seconde grande conclusion que le Commissaire général a tirée jusqu'ici de son enquête personnelle sur la situation actuelle des réfugiés est qu'avec le temps, parmi ceux qui sont encore assistés, les besoins n'ont cessé de se différencier en nature et en intensité. A côté de nombreuses familles qui sont vraiment dans le besoin et même dans la misère, il y en a d'autres qui sont maintenant relativement à l'aise et qui, tant que leur situation actuelle se maintiendra, devraient pouvoir subvenir à leurs besoins, sans plus recevoir l'aide de la communauté internationale. Entre le grand nombre de ceux qui sont vraiment nécessiteux

et le contingent moins important mais encore appréciable de ceux qui ont réussi à rétablir leur situation, il existe une importante catégorie intermédiaire de réfugiés qui ont déjà fait quelques pas dans la dure voie de l'indépendance économique mais ne peuvent pas encore être considérés comme capables de subvenir entièrement à leurs besoins. Nombre de ceux qui ne trouvent à s'employer qu'à l'occasion et de façon intermittente reçoivent un salaire de 1 ou 1,25 dollar par jour. Il est possible que les réfugiés de cette catégorie ne soient pas menacés de famine ou d'extrêmes privations au cas où ils se verraient retirer leurs rations, mais la modeste assistance que celles-ci représentent pour eux (moins de 0,04 dollar des Etats-Unis par réfugié et par jour) constitue, sans aucun doute, un appoint non négligeable dans l'âpre lutte qu'ils mènent pour rétablir leur situation. Leur retirer brutalement et sans distinction les rations pourrait fort bien avoir pour effet de freiner leurs progrès et de retarder le moment où ils pourront être considérés comme capables à nouveau de gagner leur vie.

12. Il est difficile d'obtenir des renseignements sûrs au sujet de la situation économique des familles réfugiées et toute indication concernant l'importance de ces trois catégories actuellement bénéficiaires de rations ne peut être pour le moment que conjecturale. Les membres du personnel de l'Office qui sont au courant de ces questions s'accordent à penser, semble-t-il, que la première catégorie (celle qui comprend les personnes dans la misère ou presque dans la misère) représente peut-être actuellement de 40 à 50 p. 100 de la population réfugiée, la catégorie intermédiaire (les personnes qui pourvoient en partie à leur subsistance mais ont encore besoin de l'aide de l'Office) de 30 à 40 p. 100, et la troisième catégorie (ceux qui semblent avoir rétabli leur situation de façon stable) de 10 à 20 p. 100. Les gouvernements des pays d'accueil ont formulé des réserves tant sur ces chiffres hypothétiques que sur l'opportunité de les faire figurer dans le rapport. Ils ont cependant reconnu la nécessité de réunir des données de fait qui permettraient de parvenir à des estimations plus sûres, et ils se sont déclarés prêts à collaborer à la conduite d'une enquête dont le but serait d'établir une échelle des besoins ainsi que de différencier les catégories de réfugiés d'après leur situation économique.

13. Le Commissaire général tient à souligner que des évaluations conjecturales de ce genre doivent être traitées avec prudence et réserve en attendant une enquête approfondie sur les besoins actuels des réfugiés, enquête qui jusqu'ici n'a pas été possible. En outre, il convient de souligner le fait que les progrès que les réfugiés peuvent avoir réalisés dans la voie de l'indépendance économique dépendent du développement régulier dans ce domaine des pays d'accueil et du monde arabe dans son ensemble. Un progrès économique soutenu dans les pays d'accueil devrait améliorer quelque peu la situation de la communauté réfugiée, mais, s'il se produisait une régression dans l'un quelconque de ces pays ou dans l'ensemble de la région, elle serait la première à s'en ressentir et plus fortement que la population autochtone, parce que les réfugiés de Palestine, comme les autres réfugiés dans le monde, sont plus vulnérables à une réduction de la demande sur le marché du travail.

14. Avec le temps, les besoins des familles réfugiées secourues ont varié non seulement en intensité, comme il fallait s'y attendre, mais aussi en nature, ce qui amène à différencier l'assistance dispensée aux uns et

aux autres. Telle famille en mesure de pourvoir à sa nourriture peut encore être incapable de s'assurer un logement décent; à telle autre, capable de se nourrir et de se loger, peut-être faut-il encore fournir une assistance médicale. Les services de santé publique et l'instruction gratuite sont nécessaires, pratiquement, à toute la population réfugiée. Des personnes qui se trouvent dans une situation particulièrement difficile ou qui souffrent d'une infirmité requièrent une aide spéciale quand bien même les autres membres de la famille seraient en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

15. Un exposé de la situation actuelle des réfugiés de Palestine ne serait pas complet sans une description de leur état d'esprit et de leur attitude. Le Commissaire général, qui se rend parfaitement compte qu'il ne s'est familiarisé que depuis peu avec les réfugiés et leur problème, est pleinement conscient du danger qu'il y aurait à tirer des généralisations de contacts personnels limités avec la communauté réfugiée. Cependant, ce qu'il a vu et entendu depuis qu'il assume ses nouvelles fonctions confirme le point de vue exposé dans les rapports annuels précédents selon lequel, dans l'ensemble, les réfugiés continuent à s'en tenir fermement à la notion et à l'idéal que représente pour eux le retour dans leurs foyers, ainsi que la nécessité d'appliquer les dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale³. Les réfugiés ont aussi formulé le souhait qu'il leur soit possible de recevoir une compensation pour la perte qu'ils ont subie, sans préjudice de leur demande de rapatriement ou de tous autres droits politiques mentionnés dans la résolution précitée. Ils ont peut-être des façons divergentes de concevoir la manière d'appliquer les dispositions de ce paragraphe 11, mais ce qui ne fait pas de doute c'est que leur désir de retourner dans leurs foyers est profond et général. Ils expriment l'amertume que leur cause leur long exil et le fait que la communauté internationale, d'année en année, ne parvient pas à appliquer les dispositions de la résolution qu'elle a si souvent réaffirmée. Ils s'estiment trahis, et leur ressentiment vise non seulement ceux qu'ils considèrent comme les principaux responsables de leur déracinement, mais aussi le concert des nations, auquel ils imputent le partage et la perte de leur patrie — à leurs yeux un crime contre le droit des gens.

16. Une autre remarque s'impose au sujet de l'attitude de l'ensemble des réfugiés. Ils ne se considèrent nullement comme des réfugiés au sens où l'on entend cette expression quand on parle de personnes ayant quitté leur pays et rompu avec le passé pour se faire une vie nouvelle dans un autre milieu et dans un autre pays. Les réfugiés de Palestine se voient bien plutôt comme des pupilles à titre temporaire de la communauté internationale, qu'ils tiennent pour responsable du bouleversement qui les a forcés à s'expatrier et qui a donc le devoir de les mettre à même de réintégrer leurs foyers et, entre-temps, de pourvoir à leur entretien et aux services sociaux nécessaires.

PERSPECTIVES D'AVENIR POUR LA COMMUNAUTÉ RÉFUGIÉE

17. Il semble au Commissaire général qu'il y aurait intérêt à considérer l'avenir qui attend les réfugiés de Palestine, si la question du rapatriement reste dans l'impasse actuelle. Sans chercher à prophétiser dans le détail, il présente trois observations de caractère général:

³ Voir plus haut par. 1.

a) Un fort contingent de réfugiés continuera indéfiniment de vivre dans la pauvreté, en comptant sur la charité d'autrui. Sur l'importance numérique de ce groupe, le "noyau résiduel", on ne peut faire que des conjectures, mais même dans plusieurs années (à supposer que le problème des réfugiés reste sans solution) il comprendra encore, semble-t-il, la grande majorité des réfugiés vivant actuellement sur le territoire de Gaza, une forte proportion de ceux qui sont en Jordanie et bon nombre de ceux qui résident dans les autres pays d'accueil. Si l'on juge intolérable que tant d'êtres humains doivent passer leur vie dans un état de dépendance perpétuelle et que leurs semblables soient appelés à supporter indéfiniment la charge de leur entretien, souvenons-nous que c'est là, semble-t-il, une partie du prix d'un problème qui demeure sans solution. Rappelons-nous en outre que, si pénible que soit la charge ainsi imposée aux autres, le fardeau le plus cruellement lourd est bien celui que supportent les réfugiés eux-mêmes.

b) Les autres réfugiés, ceux qui ne font pas partie du "noyau résiduel", continueront probablement à développer leur aptitude à subvenir à leurs besoins, à un rythme qui sera fonction: a) du développement de l'économie et du marché de l'emploi dans la région; b) de la mesure dans laquelle les réfugiés seront employables, et ceci dépendra pour beaucoup de l'instruction et de la formation professionnelle qui leur auront été dispensées. Tant que leur indépendance économique ne reposera pas sur des bases solides, ces réfugiés (et aussi ceux qui font partie du "noyau résiduel") continueront à avoir besoin d'une assistance du genre de celle que leur apporte l'Office.

c) Il est à craindre que l'amertume et le ressentiment persistent chez les réfugiés contre ceux qu'ils tiennent pour responsables du drame qui s'est abattu sur eux, et d'une manière générale contre la communauté internationale, qui n'a pas été capable d'y porter remède, que cet état d'esprit gagne l'ensemble du monde arabe et s'y enracine de plus en plus profondément, à mesure que se poursuivra la diaspora des Palestiniens et que l'espoir d'un règlement de la question des réfugiés et des problèmes connexes, loin de grandir, s'estompe avec le temps.

RÔLE ACTUEL DE L'UNRWA

18. Les divers services fournis actuellement par l'Office sont décrits de façon assez détaillée dans la première partie du rapport. Dans l'ensemble, ces services correspondent encore aux diverses catégories d'assistance fournies aux réfugiés de Palestine dans les conditions chaotiques qui régnaient lorsqu'ils durent quitter leurs foyers. Naturellement, il s'est produit au cours de ces 16 années des changements d'orientation et une évolution importante dans certains services. Les plus remarquables de ces transformations ont été depuis quelques années l'extension des services sanitaires essentiels et le grand développement donné à l'instruction et à la formation professionnelle. Dans le domaine des secours, cependant, les services ont encore le caractère de mesures d'urgence répondant à un problème d'indigence collective plutôt qu'à des cas de misère individuelle.

19. Il est certain que les services de l'UNRWA laissent beaucoup à désirer et fort possible qu'il existe des moyens de les mieux adapter aux besoins actuels des réfugiés, mais le Commissaire général estime hors de doute que dans l'ensemble l'Office accomplit une tâche indispensable. Il lui semble aussi que cette tâche

est assumée avec compétence. Et, même pour ce qui est de l'efficacité et de la gestion économique de ses services et de la compétence et du dévouement de ses agents, l'Office n'a aucune raison, à son avis, de craindre la comparaison avec d'autres organisations dont les fonctions correspondent aux siennes dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement ou des secours.

20. Il est exact qu'il existe certains abus dans le système des secours de l'Office. On en a beaucoup parlé, peut-être même les a-t-on parfois exagérés. Certes, toute complaisance à cet égard serait hors de propos, mais, s'ils ont persisté jusqu'ici, ce n'est pas faute d'effort de la part de l'Office pour les éliminer. La vanité de cet effort à la date où nous rédigeons n'est pas due à une carence technique, mais à la crainte de fâcheuses répercussions qu'il pourrait avoir sur la stabilité des pays d'accueil s'il était poursuivi énergiquement, ces répercussions l'emportant sur l'avantage que représenterait une distribution plus efficace et plus équitable des secours. Même dans ces conditions, il convient de ne pas faire d'erreur sur l'importance de ces abus. Ceux qui sont vraiment répréhensibles ne portent que sur une faible proportion de l'ensemble des opérations de l'Office et ne devraient certainement pas être considérés comme viciant au total la valeur de son œuvre tant en ce qui concerne le bien-être des réfugiés et la stabilité de la région que la justification de sa mission et la nécessité d'en poursuivre l'exécution. Enfin, il est peut-être bon de rappeler que l'Office n'est pas seul à se heurter à des problèmes de ce genre; à des degrés divers, ces derniers sont communs à toutes les organisations chargées de distribuer des secours à une population importante.

21. Au cœur du problème, il y a le fait que les réfugiés, pour la plupart, considèrent les rations de l'UNRWA non pas simplement comme une assistance de la communauté internationale à laquelle ils ont droit tant que leur problème reste sans solution, mais aussi comme une reconnaissance de leur situation et de leur statut tandis qu'ils attendent le rapatriement ou l'indemnisation prévus par l'Assemblée générale dans sa résolution 194 (III). Les gouvernements des pays d'accueil admettent généralement la nécessité de continuer à réviser les listes de rationnaires et appuient en principe l'effort de l'Office, étant entendu que les rations qui sont supprimées aux personnes ne réunissant pas les conditions requises devraient être distribuées aux nombreux enfants qui figurent sur les listes d'attente mais qui jusqu'ici n'ont pas reçu de rations, l'Office s'étant estimé obligé de fixer un plafond au nombre des bénéficiaires afin de maintenir ses dépenses au titre des rations dans la limite de ses ressources financières.⁴ Mais en même temps ces gouvernements le pressent sans relâche de venir en aide à de "nouvelles catégories de requérants" (habitants des villages frontière, habitants non réfugiés du territoire de Gaza et certains Bédouins); il s'agirait au total (sans tenir compte de l'importance de leurs besoins, question qui n'a pas encore été étudiée) de plus de 325 000 personnes — des Arabes de Palestine qui ont perdu tout ou partie de leurs moyens de subsistance à la suite des événements qui ont fait surgir le problème des réfugiés.⁵ L'Assemblée générale n'a pas jugé bon de confier à l'UNRWA

le soin de leur faire parvenir des secours; en revanche, elle a prié instamment les organisations privées et les gouvernements de leur venir en aide⁶, et certains contribuables de l'Office, qui comptent parmi les plus importants, se sont opposés catégoriquement à l'affectation de fonds à cette fin. Particulièrement critique aujourd'hui est la situation de la tribu des Bédouins Azazma en Jordanie et dans la péninsule du Sinaï.

22. Dans les rapports annuels de ces dernières années, les prévisions budgétaires de l'Office étaient présentées en deux parties: a) les secours et b) l'enseignement général et professionnel. Le terme de "secours" utilisé pour désigner toutes les activités autres que l'enseignement général et professionnel ne correspond plus exactement aux tâches effectivement remplies ni à l'importance relative des secours proprement dits dans la gamme des activités de l'Office. Ces secours comprennent les rations, l'alimentation d'appoint (et notamment le programme de distribution de lait), le logement, l'habillement et l'assistance fournie individuellement à ceux qui sont dans une situation particulièrement pénible. En fait, les dépenses effectuées à ces divers titres ne dépassent guère la moitié du total des dépenses inscrites au budget dit "des secours". Les autres chapitres de ce budget sont constitués par les services de santé (qui comprennent la médecine curative et préventive et l'assainissement), les services sociaux et de placement et les dépenses communes de l'Office (transport et entreposage, services administratifs intérieurs, information, etc.). Le caractère illogique de l'actuelle division en deux parties dans la présentation du budget se trouve illustré par le fait qu'une grande partie des dépenses communes au titre de l'enseignement général et professionnel figure dans les dépenses communes inscrites dans la partie "secours". Cette année on a tenté de présenter les prévisions relatives au prochain exercice financier sous une forme plus rationnelle en les divisant en trois parties (secours, santé, enseignement général et professionnel) et en répartissant les dépenses communes entre ces trois parties. Il en ressort que les dépenses prévues se répartissent à peu près comme suit: secours — 45 p. 100; santé — 13 p. 100; enseignement général et professionnel — 42 p. 100. L'Office estime que cette ventilation traduit de façon bien plus exacte non seulement l'affectation de ses ressources, mais aussi la nature et l'importance relative des tâches effectivement accomplies. L'adoption de cette nouvelle présentation du budget n'implique aucune modification de la portée des responsabilités confiées à l'Office dans le domaine des opérations.

23. On notera que l'UNRWA consacre maintenant plus de la moitié de son budget à des services bénéficiant aux collectivités locales ou à l'ensemble de la population réfugiée. Nombre d'entre eux ont dans une certaine mesure le caractère d'un programme d'assistance technique. En fait, dans les domaines spécialisés que sont la formation des maîtres et l'enseignement professionnel, l'Office est maintenant devenu l'un des organismes les plus importants dans le Moyen-Orient tant pour l'assistance technique que pour l'acheminement de l'aide aux pays étrangers. Quel que soit le sort futur des réfugiés de Palestine et où qu'ils soient appelés à vivre par la suite, ils auront besoin de services d'enseignement et de santé similaires à ceux que l'Office leur assure aujourd'hui. Ces services répondent à un besoin permanent. Naturellement il reste encore à

⁴ On trouvera au tableau 3 de l'annexe I le nombre des rations effectuées sur les listes de rationnaires au cours de ces 14 dernières années.

⁵ Leur cas a été exposé en 1955 dans le rapport spécial du Directeur concernant les secours à de nouvelles catégories de requérants (*Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément n° 15A* [A/2978/Add.1]).

⁶ Résolution 916 (X) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1955.

décider de la façon dont ils pourront être assurés après la fin du mandat de l'Office, au milieu de l'année 1965.

24. La distinction ainsi établie dans les activités de l'Office entre les "services d'intérêt public" et les "secours" ne doit pas dissimuler le fait que ces derniers répondent et correspondent à des besoins qui portent certainement sur une longue durée. Le Commissaire général insistait plus haut sur l'ampleur des besoins réels de la population réfugiée et sur les tristes perspectives qui s'offrent au fort contingent de ceux qui sont destinés à trainer le reste de leur existence à la charge de leurs semblables; quelque sujettes à controverse que soient l'ampleur des besoins actuels ou l'importance numérique de ce contingent, il apparaît donc clairement que faute d'un règlement du problème il faudra, pendant de nombreuses années à venir, d'une façon ou d'une autre, en puisant à telle source ou à telle autre, continuer à assurer des secours à un grand nombre de réfugiés.

LE RÔLE FUTUR DE L'OFFICE

25. Envisageant l'avenir, le Commissaire général se propose d'examiner la question du rôle futur de l'Office à partir de l'hypothèse d'une prorogation du mandat de l'UNRWA pour une nouvelle période après le 30 juin 1965. Il est sûr qu'on n'interprétera pas sa pensée comme préjugant la décision de l'Assemblée générale. Il estime inutile — et d'ailleurs tel n'est pas son rôle — d'entamer une discussion sur les possibilités d'action autres que celles du renouvellement du mandat de l'Office. Il croit devoir laisser à l'Assemblée le soin d'étudier cet aspect de la question si elle le désire et se bornera à examiner les tâches que l'Office devra exécuter si son mandat est prorogé.

26. Il ne voit aucune raison de proposer un changement brusque et radical dans la structure des services de l'Office. Comme il l'a déjà indiqué, les tâches actuellement assumées par l'UNRWA sont à la fois utiles et nécessaires et il convient de ne pas perdre de vue que l'assistance fournie par l'Office depuis 14 ans fait maintenant partie du mode de vie des réfugiés dans les pays d'accueil.

27. Il semble qu'à l'avenir il conviendrait de n'appliquer le terme "secours" qu'aux services d'assistance proprement dits, à savoir les rations, l'alimentation d'appoint, le logement, l'habillement et l'aide individuelle aux personnes particulièrement nécessiteuses, et que l'administration de ces services, dans la limite des fonds disponibles, devrait être plus souple afin que l'aide fournie corresponde de façon plus exacte aux besoins établis des particuliers et des familles. Dans le passé, l'Office avait tendance à centrer ses recherches sur la tâche négative et souvent décevante qui consiste à essayer de déterminer, pour les radier ensuite de ses listes de rationnaires, les personnes qui ne devraient plus y figurer. A l'avenir, il lui faudrait accorder au moins autant d'attention à la détermination de ces cas spéciaux et des personnes véritablement nécessiteuses. Le concours des gouvernements des pays d'accueil et des institutions bénévoles lui serait particulièrement précieux dans l'accomplissement de cette tâche incontestablement humanitaire. L'Office devrait être prêt à élever le niveau des secours individuels qu'il accorde dans les cas de détresse prouvée, lorsqu'il apparaît inadéquat. Cette plus grande souplesse dans l'accomplissement de ses fonctions sur le plan des secours peut aussi entraîner une augmentation des fonds consacrés tant à l'alimentation d'appoint qu'à l'assistance individuelle, quand bien même l'Office devrait en même temps faire

face à la nécessité de réduire progressivement le total des dépenses consacrées aux secours.

28. Dans le rapport de l'année dernière⁷, le Commissaire général alors en exercice, M. John H. Davis, indiquait que l'Office "s'efforcera d'augmenter la proportion de ses ressources qu'il consacre à l'enseignement en mettant fin — le cas échéant par l'adoption de nouveaux principes d'action et de nouvelles méthodes — à l'attribution de secours à des personnes qui n'en ont pas vraiment besoin". Dans sa déclaration à la Conférence d'annonces de contributions⁸, M. Davis exposait que, si l'Office ne trouvait pas dans un accroissement des contributions les fonds supplémentaires dont il a besoin pour faire face au coût croissant de l'enseignement général et professionnel, il n'aurait d'autre choix que d'abaisser le niveau de ses services. Il ajoutait qu'en ce qui concerne les secours la seule véritable possibilité s'offrant à cet égard consistait à réduire les dépenses y afférentes — le coût des rations en particulier — par la rectification des listes de rationnaires. A défaut de cette solution, il prévoyait que l'Office serait amené à réduire ses services d'enseignement, mesure dont les conséquences, selon lui, seraient tragiques. Il concluait donc que l'Office, s'il était à court de ressources, devrait s'efforcer de toutes les façons possibles de rectifier ses rôles avant de réduire son programme d'enseignement.

29. Le nouveau Commissaire général prévoit qu'en 1965 il sera impossible à l'Office d'échapper à l'alternative que M. Davis laissait présager l'année dernière dans sa déclaration à la Conférence d'annonces de contributions. En 1964, alors qu'il se familiarisait avec la tâche de l'Office et en particulier avec le problème des listes de rationnaires, il a tenté de maintenir le déficit prévu pour les activités de l'année dans des limites raisonnables en pratiquant une rigoureuse économie et en remettant à une date ultérieure l'ouverture de crédits supplémentaires destinés à la construction de logements. Ces mesures ont eu, inévitablement, un effet défavorable sur le niveau des services que l'Office met à la disposition des réfugiés. L'Office a l'intention de s'en tenir en 1965 à cette politique, tout en espérant pouvoir remettre en train son programme de construction d'abris, qui est de la plus grande importance pour les réfugiés. Cependant, l'effet des mesures d'économie ne peut pas aller au-delà du maintien des dépenses de l'Office à leur niveau de 1964; aussi rigoureuses que soient les économies imposées, on ne peut pas espérer qu'elles libéreront des ressources suffisantes pour faire face à une nouvelle augmentation du coût de l'enseignement général et professionnel, dont le montant sera de l'ordre de 700 000 dollars en 1965. Dans ces conditions, conformément à la politique exposée par le Commissaire général en fonction l'année dernière, l'Office prévoit une réduction nette de 600 000 dollars dans le coût des secours en 1965 et propose que la distribution des rations de base soit réduite en conséquence. Conformément à la règle qu'il s'est fixée à cet égard, il a l'intention de continuer à inscrire sur les rôles de chacun des pays d'accueil des enfants qui réunissent les conditions requises, figurent donc sur les listes d'attente et viendront remplacer des personnes qui n'ayant pas droit aux secours auront été radiées de ces rôles. Cependant, ayant prévu ces substitutions, l'Office estime, d'après ce qu'il sait de l'état actuel des listes de rationnaires, qu'une réduction de cette impor-

⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Supplément n° 13 (A/5513), par. 39.

⁸ A/AC.116/PV.2.

tance sur le chapitre des rations peut être supportée sans dommage pour les réfugiés nécessiteux et notamment pour les enfants inscrits sur les listes d'attente, si les gouvernements des pays d'accueil et les réfugiés eux-mêmes veulent bien l'aider à séparer sur ses rôles les personnes qui n'ont pas droit aux secours de celles qui y ont droit. A l'heure actuelle, des discussions se déroulent entre les gouvernements des pays d'accueil et l'Office; pour éclairer l'Assemblée générale, le Commissaire général se propose de lui soumettre plus tard dans l'année un rapport complémentaire sur la question.

30. Les services dispensés actuellement par l'Office dans le domaine de la médecine curative et préventive sont à peu près au niveau des services correspondants que les pays d'accueil fournissent aux populations non réfugiées. Ils doivent être maintenus et, dans la mesure où les ressources le permettent, développés au même rythme que ceux de ces pays. Toutes les mesures devraient être prises pour mieux coordonner les services de santé de l'UNRWA avec ceux des pays d'accueil dans le cadre de la législation nationale applicable; c'est là une question que l'Office ne doit pas perdre de vue.

31. Il semble au Commissaire général qu'il serait hautement souhaitable pour les réfugiés de les associer plus étroitement à la gestion d'affaires d'intérêt commun, par exemple l'assainissement dans les camps de l'Office, et de leur offrir l'occasion d'acquérir, au service de leur communauté, une certaine expérience des questions administratives et sociales. L'Office se propose d'examiner cette possibilité avec les réfugiés et, lorsqu'ils se montreront désireux de participer à des travaux de ce genre, d'étudier avec les gouvernements des pays d'accueil intéressés les bases juridiques qu'il conviendrait éventuellement de donner à ces activités. Aux termes des arrangements destinés à leur permettre de participer à la gestion des affaires intéressant leurs collectivités, les réfugiés pourraient être habilités, notamment, à imposer ceux des habitants des camps qui auraient les moyens de contribuer au financement des services publics. Dans des cas de ce genre, l'Office y contribuerait lui aussi sur ses propres ressources.

32. Les services sociaux collectifs actuellement assurés par l'Office comprennent des activités pour la jeunesse, des centres de couture pour les femmes, des ateliers de menuiserie pour les hommes et des entreprises tendant à encourager la formation de coopératives par les réfugiés, toutes activités extrêmement utiles, surtout du fait que la pauvreté et le chômage minent le moral des réfugiés. Cependant, les dépenses afférentes au programme éducatif augmentent rapidement, alors que les ressources totales de l'Office restent stationnaires ou diminuent, ce qui l'oblige à réduire progressivement le montant des fonds consacrés aux services autres que l'enseignement. L'Office risque donc de n'être plus en mesure de maintenir les services sociaux collectifs à leur présent niveau, alors même que le coût de ces services ne dépasse pas 185 000 dollars par an. Si tel était le cas, il faut espérer qu'avec une participation accrue des réfugiés eux-mêmes et de concert, notamment, avec les institutions bénévoles il sera possible de prendre les mesures nécessaires au maintien de ces services, qui sont d'une incontestable utilité.

33. Il convient de poursuivre les programmes de services sociaux organisés à l'intention des réfugiés spécialement handicapés. Il convient de même de garder en activité le service de placement de l'Office, qui aide les réfugiés à trouver un emploi dans le Moyen-Orient.

34. Dans le domaine de l'enseignement général et professionnel, il semble incontestable que la structure des services actuels de l'Office doive être maintenue, et même développée et améliorée dans la mesure des ressources disponibles. Pour l'avenir immédiat, comme on l'a indiqué dans le rapport annuel précédent, les principaux objectifs devraient être la consolidation des rapides progrès accomplis au cours de ces dernières années dans la création d'écoles professionnelles ainsi que l'élévation du niveau de l'instruction dans les écoles de l'Office, grâce à une formation accélérée en cours d'emploi assurée par le nouvel institut pédagogique qui est en voie d'organisation et sur lequel on trouvera des renseignements dans la première partie du présent rapport. Sur le plan de l'éducation comme sur celui de la santé, il y aurait avantage à coordonner plus étroitement les services de l'Office avec ceux des gouvernements des pays d'accueil, dans le cadre de la législation de ces pays.

35. On a dit plus haut qu'il serait souhaitable d'offrir aux réfugiés de plus grandes possibilités d'acquérir une certaine expérience au service de leur communauté. A cette fin, l'Office voudrait proposer de confier à des réfugiés palestiniens expérimentés et capables (il y en a beaucoup au service de l'Office) des postes de plus grande responsabilité à l'UNRWA même; le Commissaire général entend bien prendre des mesures en ce sens durant toute période de prorogation éventuelle du mandat de l'Office. A ce propos, on prévoit déjà de réduire d'une quarantaine environ le nombre des postes de fonctionnaires internationaux au cours de l'année 1964, partie à titre de mesure d'économie et partie pour introduire dans les cadres de l'Office un nombre plus élevé de fonctionnaires recrutés sur le plan régional.

36. S'il est admis que les besoins auxquels l'Office est chargé de répondre sont des besoins à long terme et si l'Assemblée générale estime que la méthode appropriée pour continuer à y pourvoir est de proroger le mandat de l'Office, le Commissaire général demande instamment qu'il le soit pour une période d'une longueur raisonnable, de cinq ans par exemple. Les mandats de courte durée, d'un, de deux ou trois ans, rendent difficile l'octroi d'une aide financière continue et entraînent sur le plan administratif des difficultés, voire une certaine inefficacité, car il est impossible de faire des plans suffisamment à l'avance, de garder le personnel indispensable, etc. D'autre part, le débat annuel de l'Assemblée générale au sujet du programme de l'Office et les engagements pris chaque année à la Conférence d'annonce des contributions devraient permettre de contrôler et de surveiller comme il convient l'activité de l'Office.

QUESTIONS FINANCIÈRES

37. On s'attend malheureusement que la situation financière de l'Office, qui depuis plusieurs années constitue un problème chronique, devienne plus difficile en 1964 et continue à empirer en 1965, à moins d'une augmentation sensible des contributions. Après avoir connu en 1963 un excédent de dépenses de 500 000 dollars par rapport aux recettes, l'Office doit faire face en 1964 à un déficit de 1 400 000 dollars et, selon toute vraisemblance, à un déficit du même ordre, et peut-être même plus important en 1965.

38. En 1964, on s'attend à une légère baisse des recettes (environ 200 000 dollars) par rapport à 1963 et à une augmentation de dépenses de quelque 700 000 dollars qui sera presque intégralement consacrée aux

services d'enseignement: ceci explique l'augmentation du déficit, qui passe de 500 000 dollars en 1963 à 1 400 000 en 1964.

39. L'Office s'efforce de compenser dans la mesure du possible les effets combinés de la réduction des recettes et de l'augmentation inévitable des dépenses par des économies réalisées sur les opérations. Comme l'indique le tableau inséré au paragraphe 144 de la deuxième partie, il pense effectuer une réduction de plus de 500 000 dollars sur le seul chapitre des "dépenses communes" en 1964 et 1965. Cependant, pour donner un exemple du genre de difficultés contre lequel l'Office doit lutter, il suffit de signaler qu'en 1964 le renchérissement d'une seule denrée, le sucre, a rendu vaines toutes ses économies et en a même dépassé le montant.

40. En outre, les économies effectuées sur les activités de l'Office ne peuvent dépasser un certain point et, sauf à très court terme, ne suffisent pas à couvrir l'inévitable augmentation annuelle des dépenses d'enseignement. L'Office estime donc, comme on l'a indiqué plus haut, que les réductions doivent porter sur le budget des services de secours (et en particulier sur celui des rations de base) dans une mesure suffisante pour couvrir tout au moins une part importante de l'augmentation du coût des services d'enseignement.

41. Pour 1965 donc, comme on l'indique dans la deuxième partie du rapport, l'Office propose un budget s'élevant au total à 37 millions de dollars (soit une augmentation de 100 000 dollars seulement par rapport aux dépenses estimatives de 1964, qui s'élèvent à 36 900 000 dollars) avec la répartition suivante: 16 600 000 dollars pour les services des secours, 5 millions de dollars pour les services de santé et 15 400 000 dollars pour les services d'enseignement général et professionnel.

42. Le montant de 16 600 000 dollars prévu pour les services des secours est inférieur de 600 000 dollars au chiffre des dépenses estimatives pour 1964, ce qui correspond à l'intention dont il a été fait état ci-dessus de réduire les frais à ce titre en vue de pourvoir à une augmentation des dépenses d'enseignement général et professionnel. Cependant, une petite somme a été affectée aux constructions d'abris et de routes ainsi qu'à une augmentation de l'aide à ceux des réfugiés dont la situation s'avère particulièrement pénible.

43. Dans le budget des services de santé, d'un montant de 5 millions de dollars, on n'a prévu pratiquement aucune augmentation par rapport au chiffre des dépenses estimatives pour 1964. On s'attend que les améliorations prévues au budget 1965 soient couvertes dans une large mesure par des économies sur les opérations.

44. En ce qui concerne les services d'enseignement général et professionnel, le budget de 15 400 000 dollars représente une augmentation de 700 000 dollars par rapport au montant estimatif des dépenses en 1964. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'accroissement inévitable des frais (imputables surtout à la poussée démographique), mais une partie de l'augmentation doit permettre la poursuite du programme exposé aux paragraphes 91 à 97 ci-après, qui a été lancé l'année dernière en vue d'apporter des améliorations indispensables dans les écoles primaires élémentaires et supérieures. Pour ce qui est de la formation professionnelle, l'augmentation n'est guère sensible: le programme de développement amorcé en 1963 sera presque achevé en 1964 et l'on n'envisage qu'une augmentation

minime pour 1965, à moins que des contributions spéciales ne permettent un regain d'expansion.

45. Comme on l'a déjà indiqué, on s'attend malheureusement qu'en 1964 les recettes accusent une certaine diminution par rapport à leur niveau de 1963. Cependant, des engagements de contributions tardifs pourraient encore être annoncés, ce qui, évidemment, ne manquerait pas d'améliorer la situation. En 1962, les recettes de l'Office étaient arrivées pratiquement au niveau des dépenses, mais, en 1963, elles leur ont été inférieures de 500 000 dollars. On s'attend qu'en 1964 cet excédent de dépenses atteigne 1 400 000 dollars, et l'écart peut encore s'élargir en 1965. D'après les indications dont on dispose actuellement, il ne paraît que trop probable que l'Office aura de grandes difficultés à concilier l'accroissement de la demande et des dépenses nécessaires pour y répondre avec le caractère restreint des ressources dont il dispose, d'autant plus que l'on ne peut pas exclure, semble-t-il, la possibilité d'une diminution des recettes.

46. La question du montant des recettes est une question cruciale. Certes, l'Office peut, en cas de besoin, combler son déficit en puisant dans le fonds de roulement⁹ pendant un certain temps. Mais il est évident qu'on ne saurait prolonger indéfiniment cette pratique sans que l'Office devienne incapable de financer convenablement ses opérations et de faire face aux imprévus que l'avenir pourrait lui réserver. Cette cote d'alarme pourrait être atteinte dès la fin du présent exercice financier. En tout cas, si l'UNRWA doit s'acquitter de son mandat comme il convient, il est indispensable que ses recettes atteignent un niveau suffisant, en rapport avec le montant des dépenses autorisées.

RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS, LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

47. Depuis des années, le bien-être des réfugiés est un sujet de grave préoccupation pour les gouvernements des quatre pays d'accueil. Ceux-ci ont apporté directement une aide importante à la communauté réfugiée sous forme de services éducatifs, sanitaires, administratifs et autres, en lui fournissant des terrains à bâtir et en assurant son approvisionnement en eau et sa sécurité. Ils indiquent qu'au total le montant de l'aide directe ainsi fournie depuis 1948 dépasse 66 millions de dollars. Pour l'exercice étudié, ce montant s'est élevé, selon ces quatre gouvernements, dont on retrouvera l'évaluation au tableau 27 de l'annexe I, à 6 575 000 dollars. Bien que des difficultés aient surgi à propos de la rectification des listes de rationnaires et de la reconnaissance du statut de l'Office et du personnel de ses cadres, on n'épargne aucun effort pour résoudre ces problèmes dans un esprit d'entraide et conformément aux textes organiques qui régissent l'UNRWA.

48. Le Commissaire général tient à exprimer sa gratitude aux gouvernements qui, répondant à la

⁹ Le "fonds de roulement" de l'Office diffère de celui de l'Organisation des Nations Unies, mais joue un rôle analogue. Dans le rapport qu'il a adressé à l'Assemblée générale au sujet des comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 1963, le Comité des commissaires aux comptes a fait observer que ce fonds de roulement n'en était pas un véritablement, mais était en réalité un compte d'excédents constitué par des sommes accumulées au cours des années précédentes (*Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 6 B* [A/5806/Add.2], par. 4). L'Office étudie actuellement la possibilité de prendre de nouvelles dispositions en ce qui concerne son fonds de roulement et les fonctions qui lui sont attribuées.

demande formulée par l'Assemblée générale lors de sa dernière session, se sont engagés à fournir de nouvelles contributions ou des contributions accrues à l'Office. Il rend spécialement hommage aux gouvernements dont les contributions régulières constituent, depuis des années, l'essentiel de l'assistance aux réfugiés de Palestine.

49. L'Office a maintenu de cordiales relations de travail avec d'autres organes et organismes des Nations Unies, notamment l'UNESCO, l'OMS, la FUNU, l'ONUST, le Haut Commissariat pour les réfugiés, le FISE et le Secrétariat de l'ONU. L'exécution des programmes d'enseignement et de santé de l'Office se poursuit en coopération avec l'UNESCO et l'OMS, qui sont chargées de la direction technique des programmes et détachent auprès de l'Office un certain nombre d'agents des cadres supérieurs et de spécialistes.

50. Conformément aux dispositions de la résolution 1315 (XIII) de l'Assemblée générale, l'Office se tient prêt à se concerter avec la Commission de conciliation pour la Palestine en vue de faciliter l'accomplissement des tâches respectives de ces deux organismes, eu égard en particulier aux dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III). L'UNRWA, pour sa part, n'a rien d'important à signaler à ce sujet.

51. Le Commissaire général tient à rendre spécialement hommage aux institutions bénévoles, nationales ou internationales, notamment à celles qui exercent leur activité au Moyen-Orient, car elles aident les réfugiés avec dévouement et mettent à leur disposition une assistance généreuse soit directement, soit par le canal de l'Office. Ce dernier s'est associé à un certain nombre d'institutions bénévoles, notamment pour fournir des vêtements, pour assurer le fonctionnement d'un hôpital, d'un centre pour personnes handicapées et d'un cours de secrétariat et pour mettre en œuvre un programme de formation de moniteurs pour la jeunesse. L'Office étudie actuellement avec un certain nombre d'institutions bénévoles la possibilité d'étendre ce système de collaboration à d'autres projets intéressant les réfugiés. Pour sa part, il serait heureux de voir se développer des collaborations de ce genre, qui constituent un progrès dans l'assistance aux réfugiés.

RÉSUMÉ DU PROGRAMME PROPOSÉ

52. De l'avis du Commissaire général, il sera peut-être utile à l'Assemblée, si elle décide de proroger le mandat de l'UNRWA, de prendre connaissance d'une brève récapitulation des principaux points du programme que l'Office espère mettre en œuvre :

a) Introduire une plus grande souplesse dans la distribution des secours (ce qui comprend les rations de base, l'alimentation d'appoint, le logement, l'habillement et l'assistance aux personnes se trouvant dans une situation particulièrement pénible; cf. la division tri-

partite proposée pour les fonctions et le budget de l'Office), en vue d'adapter de façon plus précise l'assistance fournie aux besoins actuels constatés des individus et des familles.

b) Maintenir et, si les ressources le permettent, augmenter comme il convient les secours destinés aux réfugiés dans le besoin.

c) Procéder de façon progressive et approfondie à une révision des listes de rationnaires afin de faire en sorte que les secours dispensés par l'Office soient attribués aux nécessiteux et supprimés aux personnes qui n'en ont plus besoin ou qui pour toute autre raison n'y ont pas droit (l'Office examinant actuellement avec les gouvernements des pays d'accueil les moyens qui permettraient d'atteindre ce but, un rapport complémentaire sera soumis à l'Assemblée générale avant la fin de l'année).

d) Maintenir les services de santé à leur niveau actuel, en étroite coordination avec les autorités sanitaires des pays d'accueil et conformément à la législation de ces pays.

e) Etudier avec les réfugiés eux-mêmes et s'il y a lieu avec les gouvernements des pays d'accueil intéressés la possibilité de faire participer les réfugiés à la gestion de certaines affaires d'intérêt commun dans les camps.

f) Maintenir les services sociaux communautaires dans la mesure où les ressources le permettent et avec une participation accrue des institutions bénévoles et des réfugiés, entre autres.

g) Maintenir la structure actuelle des services de l'Office dans le domaine de l'enseignement général et professionnel en coordonnant étroitement son action avec celle des autorités compétentes des pays d'accueil, dans le cadre de la législation de ces pays; développer et améliorer ces services dans la mesure où les fonds le permettront, en utilisant à cette fin les économies qui pourront être réalisées sur d'autres chapitres du budget.

h) Continuer à favoriser l'accession à des postes de plus grande responsabilité de fonctionnaires palestiniens capables et expérimentés.

i) Poursuivre l'effort tendant à obtenir, de sources tant gouvernementales que non gouvernementales, des contributions plus importantes.

Le Commissaire général serait heureux que l'Assemblée lui indique, le cas échéant, si les propositions ci-dessus correspondent au rôle que l'Office devra chercher à remplir à l'avenir au service des réfugiés. En ce qui concerne une éventuelle prorogation du mandat de l'Office, le Commissaire général est persuadé que l'Assemblée tiendra à prendre note des raisons indiquées ci-dessus qui, à son avis, militent en faveur d'une prorogation pour une période suffisamment longue.

Première partie

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE L'OFFICE DU 1^{er} JUILLET 1963 AU 30 JUIN 1964

53. On trouvera dans la présente partie du rapport un exposé des principales activités de l'Office au cours de l'exercice qui a pris fin en juin 1964, et dans la seconde partie les prévisions budgétaires pour 1965 ainsi que des renseignements complémentaires sur le montant estimatif des dépenses pour chaque activité au cours de l'année civile 1964 et sur les dépenses effectuées en 1963.

A. — Services des secours

54. Le niveau des rations alimentaires distribuées à chaque réfugié est resté le même que par le passé, mais l'orientation du programme des secours de l'Office s'est quelque peu modifiée au cours de l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1964. On n'a ménagé aucun effort pour déterminer les cas de réelle misère et pour distinguer entre les réfugiés qui dépendent entièrement des secours de l'Office pour leur subsistance et ceux qui peuvent y pourvoir dans une certaine mesure, même s'ils ont encore besoin d'une quelconque assistance. Dans certaines régions on n'a distribué de vêtements et de couvertures qu'aux personnes particulièrement nécessiteuses et ailleurs on a ralenti le rythme de ces distributions. Au début de 1963, le Commissaire général alors en fonction a décidé que l'Office, afin de rester solvable, devait cesser, dans l'établissement du nombre maximum de bénéficiaires de rations dans chacun des pays d'accueil, de tenir compte de l'accroissement de la population. Les années précédentes, en effet, l'Office avait prévu un accroissement annuel de 2 p. 100 dans tous les pays d'accueil, à l'exception de la Jordanie (où dès 1952 un "plafond" avait été établi pour le nombre des bénéficiaires de rations, en raison du caractère peu satisfaisant des rôles dans ce pays et de la vanité des efforts tentés par l'Office pour y remédier). Si l'on cesse de tenir compte de l'accroissement de la population, les enfants qui atteignent l'âge d'un an (l'âge de l'inscription sur les listes de rationnaires) ne peuvent être inscrits que dans la mesure où l'on procède à un nombre équivalent de radiations. Depuis de longues années, en Jordanie, le nombre des enfants dont les noms figurent sur les listes d'attente pour les rations ne cesse d'augmenter et un problème analogue commence à se poser en République arabe syrienne et à Gaza (voir plus loin par. 57). A la suite de la décision prise au début de 1963 et des efforts constants de l'Office en vue de rectifier les rôles, le nombre des réfugiés inscrits pour les rations atteignait 878 901 en juin 1964, chiffre légèrement inférieur à celui de l'année précédente (882 074). Cependant, le nombre des réfugiés qui ont droit à divers services de l'Office mais non aux rations est passé de 328 096 à 367 684 en raison de l'accroissement de la population. Le 30 juin 1964, le nombre total des réfugiés immatriculés auprès de l'Office s'élevait à 1 246 585, contre 1 210 170 le 30 juin 1963.

55. Les tableaux 1 à 4 de l'annexe I donnent l'effectif des réfugiés, leur répartition par groupe d'âge,

par pays de résidence et par catégories de prestation auxquelles ils ont droit, ainsi que les modifications intervenues dans l'effectif des rationnaires et dans les secours qui leur sont attribués. Le nombre de réfugiés immatriculés, de rationnaires et d'habitants des camps apparaît également sur une des figures jointes au présent rapport.

IMMATRICULATION ET CONTRÔLE DES LISTES

56. Le programme esquissé dans le rapport annuel de l'année dernière pour la période du mandat actuel de l'Office qui reste à courir comportait une nouvelle tentative de rectification et de revision des listes de rationnaires. Au cours de l'exercice, l'Office a poursuivi ses efforts en vue de radier de ses rôles les personnes ne remplissant pas les conditions qu'il requiert. Mais il n'a obtenu qu'un succès très relatif: en tout, 29 472 noms ont été radiés contre 31 739 l'année précédente. L'Office étudie actuellement avec les gouvernements des pays d'accueil les moyens de rectifier les listes et, ainsi qu'on l'a indiqué au paragraphe 29 de l'introduction, un rapport complémentaire sur la question sera publié avant la fin de l'année à l'intention de l'Assemblée générale.

57. Le nombre des enfants dont les noms figurent sur les listes d'attente pour les rations augmente régulièrement. Il est d'environ 170 200 en Jordanie, de 10 400 en République arabe syrienne et de 17 900 sur le territoire de Gaza. Comme on l'a indiqué plus haut, il ne sera possible de les inscrire sur les listes de rationnaires (à condition qu'ils viennent de familles nécessiteuses) que dans la mesure où l'on pourra procéder à un nombre correspondant de radiations dans le pays d'accueil intéressé. Au Liban il a été possible, à la suite d'enquêtes auprès de certaines familles, de radier des rôles un nombre important de réfugiés non nécessiteux et ainsi d'inscrire à leur place tous les enfants de plus d'un an appartenant à des familles bénéficiaires.

RATIONS DE BASE

58. La composition de la ration de base reste la même que les années précédentes: 1 500 calories par jour en été et 1 600 en hiver. Des renseignements sur les rations de base et autres denrées distribuées aux réfugiés figurent au tableau 5 de l'annexe. La plupart des réfugiés complètent ce régime aussi pauvre que monotone en y ajoutant d'autres produits alimentaires qu'ils tirent de leur propre industrie ou qu'ils achètent avec le peu d'argent qu'ils gagnent. Au cours de l'exercice étudié, l'Office a distribué aux réfugiés quelque 106 400 tonnes de farine et 23 000 tonnes d'autres produits alimentaires.

59. Afin d'éviter les interruptions dans l'acheminement des denrées, on a construit à Damas un magasin pouvant recevoir deux mois de rations de base pour les réfugiés habitant en République arabe syrienne. Un autre entrepôt est en construction en Jordanie. Quand il sera achevé, il permettra d'augmenter comme cela

s'impose la réserve de farine destinée aux réfugiés dans ce pays.

ALIMENTATION D'APPOINT

60. Comme supplément à leurs rations de base, les personnes appartenant à des groupes particulièrement vulnérables, tels que les nourrissons, les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères qui allaitent, reçoivent du lait et des rations spéciales. L'Office distribue chaque jour un mélange de lait entier et de lait écrémé aux bébés de 6 à 12 mois et à ceux de moins de 6 mois qui ne sont pas nourris au sein. Du lait écrémé est donné six jours par semaine à des enfants de 1 à 15 ans, aux femmes enceintes et aux mères qui allaitent; durant l'année scolaire, on distribue du lait cinq jours par semaine aux élèves des classes primaires élémentaires des écoles de l'Office. Le nombre des bénéficiaires du programme de distribution de lait s'élève au total à 210 000 environ. Les centres d'alimentation d'appoint de l'UNRWA servent également des repas chauds diététiquement équilibrés à un maximum de 45 000 bénéficiaires, parmi lesquels des nourrissons et jeunes enfants qui sont atteints de gastro-entérite et ont besoin d'un régime spécial. La plupart d'entre eux sont des bébés et autres enfants d'âge préscolaire, mais on compte aussi un nombre restreint d'écoliers et d'adultes nécessiteux désignés par les médecins. Des vitamines sont distribuées aux nourrissons et autres enfants d'âge préscolaire qui viennent aux centres d'alimentation d'appoint ainsi qu'aux élèves des classes primaires élémentaires dans les écoles. Sur ordonnance médicale, les femmes enceintes, les mères qui allaitent et les tuberculeux soignés à domicile reçoivent des rations supplémentaires. On trouvera aux tableaux 6 et 7 des détails sur les programmes d'alimentation d'appoint et de distribution de lait.

CAMPS ET ABRIS

61. L'Office compte maintenant 54 camps (25 en Jordanie, 15 au Liban, 6 en République arabe syrienne et 8 sur le territoire de Gaza). Au cours de l'exercice étudié, un camp très mal installé a été fermé au Liban; ses habitants ont été transférés dans de nouveaux logements situés dans un camp qui a été agrandi pour les recevoir. Dans le même pays, un autre camp a aussi été agrandi pour recevoir d'autres réfugiés qui étaient très mal logés. A Alep, en République arabe syrienne, deux petits camps qui laissaient fort à désirer ont été fermés et leurs habitants transférés dans de nouveaux logements aux alentours de la ville. On trouvera au tableau 8 de l'annexe des données statistiques relatives à la répartition, par pays de résidence, des réfugiés habitant dans les camps de l'UNRWA.

62. En raison des limitations de son budget, l'Office a été forcé de réduire son programme de logements à partir du début de 1964, bien que le besoin d'avoir un toit reste l'un des plus pressants que connaisse la population réfugiée. Cependant, bien que l'octroi de crédits supplémentaires destinés aux constructions de logements ait été suspendu dans le budget de 1964, certains travaux sont pourtant en cours d'exécution grâce à des fonds inscrits au titre d'exercices précédents. Au cours de la période envisagée, 3 877 logements ont été construits par l'Office ou avec son aide financière. En Jordanie, un camp est en cours d'agrandissement près de Naplouse et l'Office examine avec les autorités jordaniennes s'il convient d'en agrandir un second, près de Ramallah, pour recevoir des réfugiés actuellement très mal logés dans un village voisin. Le

gouvernement a affecté un terrain à l'établissement d'un nouveau camp près de Jérusalem et l'Office a réservé des fonds à cet effet. Le camp permettra de loger convenablement les réfugiés qui habitent à présent, dans des conditions déplorables, l'ancien quartier juif de la vieille ville; on espère entreprendre la réalisation de ce projet avant la fin de 1964. Aux alentours d'Amman on a également choisi un terrain pour y reloger quelque 600 familles qui sont maintenant installées, sans en avoir le droit, dans des mesures situées tout près des camps de la région d'Amman. De même, l'Office aide un groupe de réfugiés, qui habitaient dans des cabanes faites de boue et de moellons dans un village proche de Ramallah, à reconstruire des habitations mieux disposées, avec des blocs de béton.

63. Les camps, d'une façon générale, et surtout ceux qui se trouvent près des villes, restent surpeuplés, partie à cause de l'accroissement de la population et partie en raison de la tendance qu'ont les réfugiés habitant ailleurs à venir s'entasser dans les camps ou à s'établir aux alentours immédiats, afin d'être près des écoles, des centres de distribution et autres installations de l'Office. Celui-ci continue d'accorder la priorité à la construction et à l'entretien des abris destinés aux personnes d'un certain âge et aux familles particulièrement nécessiteuses. Afin d'encourager les réfugiés à compter sur eux-mêmes et à faire preuve d'initiative, on a apporté une aide accrue, dans la limite des fonds disponibles, à ceux qui construisent à leurs propres frais les murs de leurs baraques, en leur donnant soit des matériaux pour toitures, soit le montant nécessaire pour s'en procurer.

AIDE AUX PERSONNES PARTICULIÈREMENT NÉCESSITEUSES

Habillement

64. Les réfugiés continuent de compter pour la plus grande partie des vêtements dont ils ont besoin sur la généreuse assistance des institutions bénévoles énumérées au tableau 9 de l'annexe. En 1963, l'Office a ainsi reçu en don plus de 1 200 tonnes de vêtements, dont il a pris en charge les frais de transport. Au Liban et en République arabe syrienne, ces vêtements ont été distribués, de concert avec les institutions bénévoles intéressées, aux familles réfugiées particulièrement nécessiteuses, alors que précédemment ils étaient répartis entre tous sans discrimination. En Jordanie et à Gaza, où l'on a estimé qu'il restait nécessaire, pour l'instant, de procéder à certaines distributions générales, on a réduit la quantité de vêtements attribués à chacun et des colis supplémentaires ont été donnés à ceux qui en avaient particulièrement besoin.

Assistance individuelle

65. L'Office a maintenu son programme d'assistance spéciale en faveur de milliers de réfugiés parmi les plus déshérités qui, du fait de l'âge, du veuvage, d'une maladie chronique ou d'une incapacité, n'ont pas le moindre revenu occasionnel et ont besoin de secours spéciaux pour faire face à des dépenses indispensables et pour compléter leurs rations. En raison des limitations budgétaires, les dons en espèces ne peuvent être attribués qu'à ceux qui en ont le besoin le plus urgent. D'autres, qui ont aussi besoin d'aide, la reçoivent sous forme de vêtements, de couvertures et de pétrole lampant.

66. Au cours de la période étudiée, des dons en espèces, dont le montant global est à peu près le même que les années précédentes, ont été attribués à 8 974

familles, tandis que 26 516 autres recevaient des dons spéciaux de vêtements et de couvertures. Les travailleurs sociaux de l'Office continuent à conseiller les réfugiés qui ont des problèmes d'ordre personnel; ils ont aidé cette année 33 d'entre eux à rejoindre leurs familles et ont placé 78 vieillards et 115 orphelins dans des institutions locales, le plus souvent sans qu'il en coûte rien à l'Office.

B. — Service de santé

67. L'Office continue de faire bénéficier la population réfugiée de tout un ensemble de services de santé. Quoique simples et peu onéreux, ces services ont su depuis des années protéger efficacement et améliorer l'état de santé des réfugiés. Ils comprennent des services de médecine préventive et curative et sont organisés de manière à correspondre le plus possible à ceux que les gouvernements des pays d'accueil mettent à la disposition de catégories sociales analogues dans la population locale. Les relations avec les différents ministères de la santé de ces pays demeurent étroites et cordiales et, surtout dans le domaine de l'hygiène publique, les efforts de ces ministères et du département de la santé de l'UNRWA sont bien coordonnés. Un graphique joint au présent rapport indique, pour la période allant de 1951 à 1964, le nombre des réfugiés réunissant les conditions requises pour bénéficier des services de santé de l'Office.

68. Le programme de santé de l'Office reste placé sous la direction technique de fonctionnaires détachés de l'OMS. Il n'a pas été élargi et aucun changement important n'est à relever ni dans sa nature ni dans son ampleur, mais on s'est efforcé d'augmenter l'efficacité et de réduire le coût des divers services existants, tout en faisant varier leur importance relative selon les nécessités médicales et conformément aux règles et aux principes de l'OMS. D'une façon générale, l'état sanitaire de la population réfugiée se maintient à un niveau satisfaisant. Dans certains camps, en particulier ceux qui sont situés près d'une ville, il se pose des problèmes de drainage et d'approvisionnement en eau dont la solution s'annonce difficile.

69. Comme les années précédentes, les gouvernements des pays d'accueil, des universités, des institutions bénévoles, des entreprises privées et des particuliers ont fourni une assistance généreuse qui a pris diverses formes: personnel, hospitalisation et services de laboratoire gratuits, fournitures médicales, produits alimentaires d'appoint, layettes et participation à des campagnes de vaccination.

SERVICES DE MÉDECINE CURATIVE ET PRÉVENTIVE

Dispensaires, hôpitaux et laboratoires

70. Au cours de la période de 12 mois qui vient de se terminer, l'Office a géré ou subventionné 10 équipes mobiles et 102 dispensaires fixes desservant au total 123 localités. Les dispensaires de l'Office continuent d'assurer des services de médecine curative et préventive. Les premiers comprennent des consultations médicales — certains malades étant orientés éventuellement vers un médecin spécialiste ou un hôpital —, des traitements oculaires, des injections, des pansements, la distribution de médicaments ainsi que des soins dentaires simples. Les services de médecine préventive comprennent essentiellement les divers aspects de l'hygiène maternelle et infantile et de l'enseignement sanitaire. Pour le traitement des maladies contagieuses des yeux, on a introduit des méthodes modernes qui s'avèrent

efficaces. On trouvera au tableau 10 de l'annexe I un état récapitulatif des consultations dans les dispensaires.

71. En matière d'établissements hospitaliers, l'Office est resté fidèle à sa politique d'utilisation maximale des ressources du pays et de subventions, pour les lits qu'il utilise, à des établissements gérés par l'Etat ou les autorités locales, par des universités, des institutions charitables ou des entreprises privées. En outre, il continue d'administrer deux établissements hospitaliers (un sanatorium et un pavillon hospitalier) et d'assurer, de concert avec les autorités gouvernementales, le fonctionnement d'un sanatorium à Gaza. Au cours de l'exercice étudié, il a pu conclure de nouveaux accords importants avec le Gouvernement jordanien et la Fédération luthérienne mondiale. L'accord avec le Gouvernement jordanien couvre dans un contrat unique pratiquement tous les services médicaux que ce gouvernement assure aux réfugiés et qui précédemment faisaient l'objet de plusieurs accords séparés. A la suite du nouvel accord conclu avec la Fédération luthérienne mondiale, seuls les malades ayant besoin des soins d'un spécialiste sont envoyés à l'hôpital Augusta Victoria de Jérusalem. Ces deux nouveaux accords ne permettent pas seulement de réaliser une économie importante, leur effet combiné a été également de permettre à la fois une réduction du nombre de lits subventionnés et une nouvelle répartition plus conforme aux besoins de l'Office en Jordanie, sans pour autant nuire à la qualité des soins médicaux. Le nombre des lits d'hôpitaux subventionnés ou financés directement par l'UNRWA à l'intention des réfugiés s'élève maintenant à 1 837. Ces lits se trouvent surtout dans les sections de médecine générale et de chirurgie, mais on en compte aussi un certain nombre dans les principaux services spécialisés. Le tableau 11 donne un résumé des services hospitaliers mis à la disposition des réfugiés.

72. Des laboratoires dépendant soit de gouvernements, soit d'universités, soit encore de particuliers, rendent des services en matière de diagnostic, de médecine clinique et d'hygiène publique, parfois à titre gratuit, mais la plupart du temps sur une base forfaitaire ou au prix coûtant. L'Office continue de gérer son laboratoire central à Gaza, deux petits laboratoires-cliniques au Liban, et un troisième annexé à son sanatorium de Naplouse, en Jordanie. Les fournitures médicales sont achetées par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui fait des appels d'offres sur le plan mondial. Le formulaire médical de l'Office est revu et amendé avec le souci de se tenir au courant de l'évolution de la thérapeutique moderne. Dans l'ensemble, les fournitures parviennent régulièrement à l'Office et en quantités suffisantes.

Lutte contre les maladies transmissibles

73. Aucun cas des six maladies "quaranténaires" (variole, peste, choléra, fièvre jaune, typhus et fièvre récurrente transmise par le pou) n'a été signalé dans la population réfugiée durant la période étudiée. Le tableau 13 de l'annexe I indique le nombre de cas des différentes maladies transmissibles signalées parmi les réfugiés au cours de cette même période. Les affections les plus répandues restent les maladies oculaires contagieuses et la dysenterie. Viennent ensuite certaines fièvres infectieuses qui sévissent particulièrement parmi les enfants, telles que la rougeole, la coqueluche, la varicelle et les oreillons. En ce qui concerne la rougeole, on surveille de près la mise au point, actuelle-

ment en cours, d'un vaccin. La vaccination systématique des nourrissons et des jeunes enfants a provoqué une baisse du nombre des cas de coqueluche et l'élimination à peu près totale de la diphtérie. La poliomyélite continue de sévir de façon sporadique et des campagnes d'immunisation visant des catégories d'âge les plus menacées par cette maladie sont effectuées en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne, de concert avec les autorités gouvernementales. A Gaza, les services officiels de santé ont offert d'immuniser les enfants des catégories d'âge les plus vulnérables au moyen d'un entérovaccin. Désormais, la vaccination contre la poliomyélite fera partie dans tous les pays d'accueil des mesures habituelles de prophylaxie dont bénéficient les nourrissons de la population réfugiée.

74. Conformément à la méthode moderne, on continue de traiter les tuberculeux non pas en établissement hospitalier, mais à domicile. Dans l'ensemble, le nombre des cas déclarés de tuberculose pulmonaire diminue rapidement, bien que l'on constate une certaine augmentation du nombre des cas signalés parmi les réfugiés en République arabe syrienne. L'Office étudie actuellement avec les autorités gouvernementales la question de la mise en œuvre des recommandations du Conseiller général de l'OMS, relatives à un programme de lutte contre la tuberculose à Gaza, dont on a fait état dans le rapport de l'année passée.

Protection maternelle et infantile

75. Dans l'ensemble, l'Office a continué à dispenser les services de protection maternelle et infantile selon les mêmes normes que l'année précédente. Quarante-et-un centres prénataux et 79 centres d'hygiène infantile, qui sont pour la plupart rattachés à des dispensaires de l'Office, assurent des services de protection maternelle et infantile aux femmes enceintes, aux nourrissons et aux jeunes enfants. Les centres sont répartis dans les quatre pays d'accueil de manière à desservir tous les camps de l'Office et, dans la mesure du possible, tous les groupes importants de réfugiés vivant en dehors des camps.

76. Dans ces centres, les femmes enceintes bénéficient des soins habituels que nécessite leur état à des intervalles d'un mois pendant la deuxième moitié de la grossesse; elles font l'objet d'un contrôle médical pendant et après l'accouchement et on les encourage à venir chaque mois au centre d'hygiène infantile avec leurs enfants de moins de trois ans. Tous les enfants qui sont présentés aux centres sont vaccinés contre la variole, la diphtérie, le tétanos et la coqueluche, et l'on profite de l'occasion pour donner aux mères des instructions d'ordre général sur les questions de santé.

77. Le nombre élevé des cas de gastro-entérite parmi les nourrissons et jeunes enfants demeure un sujet de préoccupation pour le département de la santé de l'Office. On a cependant obtenu des résultats encourageants et de nombreuses vies ont pu être sauvées grâce au traitement appliqué dans les centres pilotes d'alimentation et de réhydratation de l'Office. Le premier de ces centres avait été créé à titre expérimental à Gaza en 1961. Il en existe maintenant huit, dont plusieurs sont financés par des dons spéciaux, et l'on espère que leur nombre atteindra 12 à la fin de 1964.

78. L'Office dispose toujours de cinq équipes d'hygiène scolaire: deux en Jordanie et une dans chacun des trois autres pays d'accueil. Ces équipes sont chargées de faire passer une visite médicale aux enfants qui entrent dans les écoles de l'Office, de procéder aux vaccinations prévues et d'effectuer périodiquement des

enquêtes sur les maladies les plus répandues parmi les écoliers.

79. On trouvera au tableau 14 des renseignements sur les soins prénataux, la protection infantile et le service d'hygiène scolaire.

Services infirmiers

80. Indépendamment du personnel infirmier qui travaille dans les dispensaires et les hôpitaux subventionnés par lui, l'Office emploie 103 infirmières et 373 auxiliaires dans ses services de médecine préventive et curative. Ce personnel continue de jouer un rôle déterminant dans l'exécution du programme de médecine préventive et curative ainsi que dans d'autres activités telles que le programme d'hygiène scolaire, l'éducation sanitaire et les visites à domicile. L'Office éprouve quelque difficulté à pourvoir aux postes vacants en raison de la pénurie de personnel infirmier qui se fait sentir dans toute cette partie du monde.

Education sanitaire

81. Le programme d'éducation sanitaire conduit par un personnel spécialement formé à cette tâche se poursuit selon les principes généraux établis au cours des années précédentes. D'autre part, on encourage le personnel médical et paramédical à profiter de ses contacts journaliers avec les réfugiés dans les dispensaires pour leur inculquer des principes d'hygiène. Dans les écoles, l'Office accorde une importance de plus en plus grande à l'éducation sanitaire.

ALIMENTATION

82. Au cours de l'année, l'Office a reçu le rapport publié à la suite de l'enquête sur l'alimentation effectuée au printemps de l'année 1962, sur la demande du Gouvernement jordanien, par une commission interministérielle des Etats-Unis sur les questions d'alimentation. En résumé, le rapport indiquait que des problèmes alimentaires du même type se posaient, sans acuité d'ailleurs, parmi les réfugiés et dans les groupes de personnes non réfugiées sur lesquels portait l'enquête. On a constaté un léger retard de croissance chez les enfants (nourrissons compris), une anémie hypochrome modérée et des signes assez nets d'une insuffisance en vitamine A. On a observé aussi des lésions buccales dues sans doute à une légère insuffisance de riboflavine. Cependant on a noté moins de cas de cheilite parmi les réfugiés que parmi les non-réfugiés. Des dispositions sont prises actuellement conformément aux recommandations contenues dans le rapport.

83. On trouvera ci-dessus au paragraphe 60 un exposé des programmes d'alimentation d'appoint et de distribution de lait, qui sont destinés à compléter les rations alimentaires de base et qui, du point de vue administratif, font partie du programme de santé.

ASSAINISSEMENT

84. L'application du programme d'assainissement s'est poursuivie conformément aux normes établies. Ses principaux objectifs sont les suivants: approvisionnement suffisant en eau potable, évacuation ou destruction des ordures, drainage et lutte contre les animaux vecteurs; en même temps, on encourage les réfugiés à participer davantage à la vie de la communauté. Cependant, il faut faire face dans nombre de camps aux problèmes de plus en plus graves que posent en particulier le drainage et la destruction ou l'évacuation des ordures. Ces problèmes, qui ne sont pas d'une solution aisée,

se posent surtout dans certains grands camps aussi vastes et aussi peuplés qu'une ville assez importante et également dans d'autres camps qui à l'origine se trouvaient près d'une ville et qui, celle-ci ayant grandi, se trouvent maintenant englobés dans une zone urbaine.

FORMATION DE PERSONNEL MÉDICAL ET PARAMÉDICAL

85. Indépendamment des cours réguliers visant à compléter pendant l'emploi la formation du personnel médical et paramédical, 216 étudiants ont reçu cette année une formation professionnelle soit en sciences médicales au niveau de l'enseignement supérieur, soit en matière de soins infirmiers ou d'hygiène publique. Dans le choix des matières enseignées, on accorde une attention toute spéciale à la question des possibilités d'emploi qui s'offriront aux étudiants, une fois qu'ils auront obtenu leur diplôme.

C. — Services d'enseignement général et professionnel

86. On trouvera dans le présent chapitre un bref exposé des principaux faits qui ont marqué pendant l'année la mise en œuvre du programme d'enseignement général, professionnel et supérieur de l'Office. On y trouvera aussi quelques indications relatives à des activités éducatives de groupe qui, dans les rapports précédents, étaient étudiées avec les services sociaux et figurent maintenant dans le présent chapitre en raison de leur caractère essentiellement éducatif.

87. Dans le rapport annuel précédent, il était souligné qu'en matière d'enseignement le grand problème qui se posait à l'Office consistait à déterminer les meilleures méthodes permettant d'élever le niveau de l'instruction dans ses écoles. Au cours de l'année, l'Office a élaboré et commencé de mettre en application un vaste programme de formation en cours qui vise à mettre à sa disposition un nombre suffisant de maîtres compétents — un premier pas dans la voie du relèvement du niveau de l'instruction. Il a aussi amélioré les conditions matérielles de l'enseignement de certaines matières telles que les cours généraux de sciences et l'enseignement ménager. En ce qui concerne la formation professionnelle, on développe le système des stages de perfectionnement à l'étranger tant pour les instructeurs que pour les élèves diplômés. Le nombre des bourses d'enseignement supérieur accordées à des étudiants réfugiés a légèrement augmenté.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

88. Bien que, dans une très large mesure, l'Office ait atteint sur le plan quantitatif son objectif immédiat pour ce qui est de la création et de l'équipement des écoles, il est indispensable de continuer à prendre des dispositions pour parer à l'accroissement normal annuel des effectifs scolaires (se reporter au graphique C de l'annexe II). Une autre cause de cette augmentation des effectifs est la transformation des habitudes sociales dans le Moyen-Orient; ainsi, par exemple, les parents permettent à leurs filles de fréquenter l'école pendant un plus grand nombre d'années. Durant l'année scolaire 1963-1964, le nombre total d'écoliers réfugiés a augmenté de 6 p. 100, atteignant le chiffre de 213 000, contre 200 000 l'année précédente. La plupart d'entre eux sont inscrits dans les établissements relevant de l'UNRWA et de l'UNESCO, mais un assez grand nombre fréquentent les écoles publiques ou privées des pays d'accueil (voir tableau 16). Sur ces 213 000 écoliers, 155 000 sont inscrits dans les classes primaires et primaires supérieures de l'UNRWA et de

l'UNESCO. Le tableau 17 indique la répartition de ces élèves, garçons et filles, par classe et par pays de résidence. On notera que, dans les écoles primaires, le nombre des filles est maintenant presque égal à celui des garçons. Le tableau montre, en outre, que les élèves se répartissent à peu près également entre les six classes primaires, ce qui indique que le nombre de ceux qui abandonnent en cours d'études est maintenant réduit au minimum. Enfin, on verra que l'effectif de la plus haute classe de l'enseignement primaire supérieur atteint maintenant 7 809 élèves; en d'autres termes, le contingent des personnes bénéficiant d'une instruction primaire supérieure prend peu à peu de l'importance.

89. L'Office continue d'assurer six années d'enseignement primaire à tous les enfants réfugiés des groupes d'âge correspondants et trois années d'enseignement primaire supérieur à ceux d'entre eux qui terminent leurs classes primaires dans de bonnes conditions et dans certaines limites d'âge. Grâce aux subventions de l'Office, un nombre croissant de jeunes réfugiés peuvent faire leurs études secondaires dans des écoles officielles ou privées des quatre pays d'accueil.

90. On avait noté dans le rapport précédent l'accroissement du nombre des filles qui profitent des possibilités d'éducation qui leur sont offertes. Cette tendance se maintient. Par rapport à l'effectif total, le pourcentage des filles actuellement inscrites dans les écoles de l'UNRWA s'établit comme suit:

Pays	Classes primaires (pourcentage des filles)	Classes primaires supérieures (pourcentage des filles)
Liban	43,8	30,8
Gaza	47,7	45,9
Jordanie	46,2	28,6
Syrie	42,6	30,2
Moyenne pour les quatre pays d'accueil	45,8	36,7

91. En coopération avec l'UNESCO, l'Office a ouvert en janvier 1964 un institut pédagogique à Beyrouth. Cet établissement a essentiellement pour but de renforcer les connaissances générales et la formation pédagogique des maîtres de l'UNRWA sans interrompre leur enseignement. On espère que d'ici à cinq ans il sera possible de compléter la formation de tous ceux des maîtres de l'UNRWA qui sont encore insuffisamment qualifiés. Par la suite, l'institut se consacrera à l'élévation du niveau de l'enseignement dans certaines matières telles que les langues et les sciences.

92. L'UNESCO a détaché auprès de l'UNRWA un directeur pour l'institut et quatre spécialistes (de l'instruction programmée, de la formation des maîtres en cours d'emploi, des cours par correspondance et des méthodes audio-visuelles), et le personnel comprend aussi un spécialiste de la langue arabe et de son enseignement. Les techniques utilisées seront très variées et comprendront des cours par correspondance, des émissions de radio et peut-être de télévision, des enregistrements sur bande magnétique, des films, des vues fixes et autres méthodes audio-visuelles, l'instruction programmée, des listes d'ouvrages à lire, des bibliothèques circulantes, une revue pédagogique, des groupes d'étude ou de discussion se réunissant le soir ou en fin de semaine. Dans chacun des pays d'accueil, des représentants de l'institut qui auront été soumis à une formation accélérée au cours du premier semestre 1964 coordonneront et surveilleront l'exécution du programme. La formation des maîtres en cours d'emploi commencera, à proprement parler, en octobre 1964.

93. Cependant, avec l'aide des autorités gouvernementales intéressées et des spécialistes compétents de l'UNESCO, l'Office poursuivra durant l'été 1964 dans chacun des pays d'accueil ses cours de vacances habituels à l'intention des maîtres.

94. Au cours de l'année, des mesures ont été prises en vue d'améliorer l'enseignement des sciences, d'introduire celui du français dans les écoles de l'Office et de donner aux jeunes filles des cours d'enseignement ménager. Des cours ont été organisés en vue de familiariser les professeurs de sciences avec un matériel qui est spécialement conçu pour leur enseignement et que l'on introduit progressivement dans toutes les écoles primaires supérieures de l'Office. On pense introduire, en collaboration avec le Gouvernement français, l'enseignement de la langue française dans les écoles primaires supérieures du Liban en septembre 1964. A la suite d'une contribution spéciale de la Suède, 16 classes d'enseignement ménager sont en construction dans les écoles primaires supérieures de jeunes filles de Gaza, où les élèves apprendront, en même temps que les règles de l'hygiène, à tenir une maison, à s'occuper convenablement d'un bébé et à coudre. Un cours spécial à l'intention des professeurs d'enseignement ménager aura lieu pendant les vacances d'été.

95. On continue d'utiliser dans les écoles primaires de l'Office des tests, portant sur la psychologie et le niveau des connaissances des élèves, mis au point par le service de psychopédagogie du Département de l'enseignement de l'Office. Le principal intérêt de ces tests est de permettre aux enseignants de juger plus objectivement du niveau atteint par leurs élèves.

96. Durant l'été 1963, l'Office a organisé de concert avec l'UNESCO le premier groupe d'étude qui se soit tenu au Moyen-Orient au sujet de l'instruction programmée — nouvelle méthode pédagogique consistant en une division de la matière à enseigner en très petits éléments classés selon un ordre progressif. Ont participé à ces travaux 21 maîtres et inspecteurs des écoles de l'UNRWA. Un cours de complément, qui réunira 15 des membres du groupe de 1963, aura lieu pendant l'été 1964 sous la direction de l'institut pédagogique. Avec l'aide financière de l'UNESCO, l'Office a aussi traduit et publié en arabe un livre d'un éminent spécialiste américain dans ce domaine.

97. S'efforçant par un autre moyen encore de hausser le niveau professionnel des administrateurs du système d'enseignement de l'Office, de ses inspecteurs et de ses directeurs d'école, l'UNESCO et l'UNRWA ont accordé ensemble depuis trois ans 11 bourses pour le Centre régional de formation des cadres supérieurs de l'enseignement dans les Etats arabes, qui se trouve à Beyrouth.

Activités pour la jeunesse

98. Le programme d'activités pour la jeunesse est actuellement dans sa cinquième année. Les 39 centres sont maintenant tous dirigés par des réfugiés bénévoles; les diverses activités éducatives, récréatives et sportives se déroulent de façon satisfaisante et un programme de services communautaires est devenu partie intégrante des activités dans chaque centre. Dans la plupart d'entre eux, on a mis au point pour les garçons de 11 à 16 ans un programme qui couvre toute l'année et se trouve placé sous la direction de volontaires pris parmi les participants. Dans certaines localités, les réfugiés ont eux-mêmes réuni des fonds en vue de compléter l'équipement des centres ou des services communautaires dans les camps.

99. Mis sur pied par l'Alliance mondiale des unions chrétiennes de jeunes gens, le programme de formation de moniteurs pour la jeunesse s'est poursuivi, mais son organisation a été décentralisée. Les stages de formation, qui précédemment étaient tous groupés au même endroit, ont maintenant lieu dans chacun des pays d'accueil et répondent ainsi aux besoins particuliers de chaque région. Les dépenses sont réparties également entre l'Alliance mondiale des unions chrétiennes de jeunes gens et l'Office.

100. Le nombre des troupes de scouts et de guides est en augmentation. On compte maintenant au total 28 troupes de scouts et huit troupes de guides dans les camps et les écoles professionnelles. Quinze autres troupes sont en formation.

Centres de jeux pour enfants d'âge préscolaire

101. Dans certains camps, les enfants réfugiés de 3 à 5 ans peuvent fréquenter des centres de jeux où, en échange d'une contribution symbolique de leurs parents, ils apprennent dans une atmosphère saine et gaie ce qui s'enseigne habituellement dans les jardins d'enfants. La plus grande partie des dépenses relatives à ces centres est financée par des dons spéciaux de l'extérieur. Au cours de l'année, trois nouveaux centres de jeux se sont ouverts, ce qui a porté leur total à 16: 5 en Jordanie, 3 au Liban, 2 en République arabe syrienne (où ils relèvent des autorités nationales) et 6 à Gaza.

ECOLES NORMALES ET TECHNIQUES

102. Au début de 1964, le nombre des élèves inscrits dans les 10 écoles normales et techniques de l'Office s'élevait à 2 900 au total. En outre, par le versement de subventions, l'UNRWA a permis à quelque 400 jeunes réfugiés de fréquenter des écoles officielles ou privées, si bien que pour l'année étudiée le nombre total d'élèves maîtres et d'apprentis s'élevait à 3 300. En septembre 1964, ce nombre pourra atteindre 3 900 et les écoles seront en mesure d'accueillir chaque année 1 800 nouveaux élèves. Voici 10 ans, lorsque l'école professionnelle de Kalandia — qui fut le premier internat de l'Office — ouvrit ses portes, on ne pouvait y recevoir que 70 élèves (voir le graphique C de l'annexe II). On trouvera au tableau 19 de l'annexe I une récapitulation des écoles normales et techniques de l'Office et du nombre des diplômés de 1952 à 1964, et au tableau 20 les prévisions relatives au nombre de places, d'élèves et de diplômés de ces écoles jusqu'à la fin du mandat actuel de l'Office.

103. Au Liban, l'institut technique et pédagogique de Sibline, dernier né des établissements de formation professionnelle de l'Office, est entré en activité en octobre 1963 avec 149 élèves. En septembre 1964, il aura son effectif complet de 264 élèves. Il a été construit et équipé grâce à des fonds que le Gouvernement suédois a prélevés sur son budget de l'assistance technique; celui-ci couvrira également les deux premières années de fonctionnement de l'institut.

104. L'école professionnelle de Sibline, située à côté du nouvel institut technique et pédagogique, a admis sa deuxième promotion d'élèves en septembre 1963 et fonctionne maintenant à plein rendement. En Jordanie, l'école normale et technique de jeunes filles de l'UNRWA à Ramallah (un internat) constitue une innovation qui a suscité l'intérêt et l'admiration de visiteurs venus de nombreux pays. En septembre 1964, elle aura son effectif complet de 630 élèves.

105. L'école d'agriculture de Beit Hanoun (territoire de Gaza) a maintenant atteint son effectif complet de 75 élèves. Un agronome et un vacher, dont les services sont fournis par le Bureau de coopération technique du Gouvernement suisse, sont attachés à l'école. Celle-ci a pris livraison de la plus grande partie du matériel agricole, du matériel de laiterie et du bétail, également offerts par le Gouvernement suisse. Grâce à d'autres dons généreux, l'école dispose d'animaux de basse-cour et du matériel nécessaire à l'aviculture.

106. Les effectifs des écoles normales de l'Office sont passés de 460 élèves-maitres en 1962-1963 à 730 en 1963-1964. On pense que le nombre des diplômés de ces établissements atteindra 263 à la fin de la présente année scolaire, contre 145 en 1962 et 146 en 1963.

107. Durant l'année écoulée, les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les entreprises privées et les particuliers de nombreux pays ont continué de répondre généreusement aux appels de fonds lancés par l'Office pour le financement de ses bourses d'enseignement professionnel (voir le tableau 26 de l'annexe I).

108. On s'est attaché spécialement à améliorer l'enseignement de l'anglais, des sciences et des mathématiques dans toutes les écoles professionnelles de l'UNRWA et à développer le programme d'orientation, qui a pour but de conseiller et de guider les nouveaux élèves dans le choix de leur section.

109. Bien que les écoles normales et techniques aient toutes adopté le régime de l'internat pour les élèves, seuls quelques membres du personnel peuvent y être logés. L'organisation des activités des élèves, une fois les cours de la journée terminés, posait donc un problème que le recrutement à l'étranger d'un certain nombre de maitres auxiliaires bénévoles a contribué à régler, pratiquement sans qu'il en résulte directement aucune dépense pour l'Office. Ces jeunes gens et jeunes filles qui habitent l'école aident les maitres d'internat à organiser des activités sportives et culturelles et jouent un rôle important dans l'enseignement de l'anglais, des mathématiques et des sciences, dans l'organisation de bibliothèques scolaires et aussi en contribuant à développer un esprit communautaire parmi les élèves.

110. Afin de répondre aux besoins actuels de personnel qualifié dans la région, le programme de formation professionnelle s'est augmenté de trois nouvelles sections formant des mécaniciens de précision, des techniciens de laboratoires médicaux et des aides-pharmaciens. Une quatrième section, où se prépareront des inspecteurs de la santé publique, doit être inaugurée en septembre 1964. Sa création a été élaborée en coopération avec la Société royale de la santé, dont le siège est à Londres et qui a accepté de constituer un jury d'examen et de décerner des diplômes.

111. Dès le début, l'Office avait escompté que les spécialistes engagés à l'étranger pour travailler dans ses écoles professionnelles formeraient des moniteurs recrutés sur place, qui les remplaceraient progressivement. La réalisation de ce projet est actuellement en cours et se trouve accélérée par l'élévation générale du niveau de l'enseignement technique que l'on constate depuis quelques années dans le Moyen-Orient. L'Office a donc pu, durant l'année écoulée, réduire le nombre des spécialistes de la formation professionnelle recrutés à l'étranger et prévoir une nouvelle réduction pour l'année qui vient. Conformément à la politique de remplacement graduel des spécialistes expatriés par des

moniteurs recrutés sur place, l'Office a envoyé au cours de l'année étudiée six moniteurs en République arabe unie et au Royaume-Uni pour qu'ils s'y perfectionnent. Il se propose d'envoyer durant l'année qui vient un groupe de 17 autres instructeurs en République arabe unie et en Europe.

112. Un premier groupe de 50 diplômés des écoles techniques de l'Office en Jordanie et à Gaza a été envoyé en Suède aux frais du gouvernement de ce pays pour un stage de travail et de perfectionnement d'une durée d'un an dans des entreprises industrielles. A leur retour, en août 1963, ces jeunes gens sont entrés au nouvel institut technique et pédagogique de Sibilne pour y perfectionner au cours d'une dernière année d'études leur formation de moniteur ou de contremaitre. On espère que ces jeunes gens hautement qualifiés aideront à répondre à la demande croissante de moniteurs et de contremaitres dans le Moyen-Orient. Un deuxième groupe de diplômés se trouve actuellement en Suède et on prend des dispositions pour en envoyer un troisième pendant l'automne 1964.

113. Un certain nombre d'autres pays ont également répondu de la façon la plus généreuse aux appels lancés par l'Office, qui cherche à donner aux diplômés de ses écoles professionnelles un complément de formation ou l'expérience pratique dont ils ont grand besoin; on espère qu'à leur retour ceux-ci seront capables de jouer un rôle utile dans le développement économique du monde arabe. La Fondation suisse pour l'assistance technique prend cette année en apprentissage dans l'industrie suisse, pour une période d'un an, six diplômés des écoles professionnelles de l'Office. Le Gouvernement français a offert de prendre à sa charge un cours d'électronique pour 16 diplômés des écoles professionnelles, a fait don d'un laboratoire linguistique installé à l'institut technique et pédagogique de Sibilne et a fourni les services d'un spécialiste de l'enseignement audio-visuel qui en assure le fonctionnement. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne accepte de prendre les dispositions nécessaires pour que d'anciens élèves des écoles professionnelles de l'Office puissent acquérir une expérience pratique en Allemagne, et l'on espère que 50 candidats seront admis à travailler quelque temps dans des entreprises industrielles allemandes.

114. Grâce à la collaboration des autorités de Gaza, de nouveaux groupes de diplômés de l'école professionnelle de l'Office sur le territoire peuvent bénéficier soit d'une année supplémentaire de formation dans des entreprises de la République arabe unie, soit d'une troisième année d'études dans des écoles techniques de ce pays. A la fin de cette année d'apprentissage, les élèves reçoivent un certificat qui est reconnu par les autorités de la République arabe unie.

Formation professionnelle des adultes

115. Depuis qu'il est entré en activité, l'Office organise, pour une dépense relativement faible, des stages de formation professionnelle à l'intention spécialement des réfugiés, hommes et femmes, qui ne réunissent pas les conditions requises pour être admis dans ses écoles professionnelles. Les cours de menuiserie d'un an pour les hommes et les cours de couture de six mois pour les femmes continuent de connaître le même succès. Dans les centres féminins, on a inauguré des cours de cuisine qui portent surtout sur l'hygiène domestique et la préparation de repas peu coûteux et sont rapidement devenus très populaires. Une autre innovation a été le lancement d'un programme d'activités féminines pour

les après-midi. Ces activités, qui sont entièrement financées par des dons spéciaux, ont lieu dans des locaux utilisés pour les cours de couture. Sous la direction d'une monitrice, femmes et jeunes filles réfugiées se réunissent pour suivre des cours d'arabe, de travaux d'aiguille, de puériculture, de secourisme et s'initier à toutes sortes de travaux ménagers. On encourage aussi les activités récréatives et culturelles. La plupart des centres ont une petite bibliothèque.

Rééducation des personnes physiquement diminuées

116. L'Office a mis en réserve cette année des fonds pour l'éducation et la formation professionnelle, dans des institutions du Moyen-Orient, d'un groupe supplémentaire de 26 jeunes réfugiés handicapés, garçons et filles. Au total, 134 enfants aveugles, sourds ou souffrant d'autres infirmités reçoivent actuellement des soins et une formation professionnelle. La durée de cette période de formation est de six ans en moyenne. Trente et un de ceux qui ont déjà achevé leur éducation ont maintenant un emploi.

117. En outre, quelque 60 jeunes aveugles sont en apprentissage à l'école des aveugles qui s'est ouverte il y a deux ans à Gaza et qui est financée par la mission pontificale pour la Palestine. Grâce à un service de visites à domicile, cette école donne aussi une formation à quelque 124 aveugles plus âgés. Quatre-vingt-quatre autres réfugiés handicapés ont été placés dans des institutions du Moyen-Orient sans qu'il en coûte rien à l'Office.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

118. On a pu relever au cours de l'année étudiée une nouvelle augmentation du nombre de bourses d'enseignement supérieur offertes aux réfugiés. Au total, 597 étudiants ont bénéficié de bourses complètes ou partielles, contre 532 l'année dernière. Au cours de l'année, un peu plus de 100 boursiers ont obtenu leurs diplômes dans des universités du Moyen-Orient. Il s'agit, dans la grande majorité des cas, d'étudiants en médecine, en sciences ou en génie civil. Le tableau 21 de l'annexe I donne la répartition par discipline des bourses d'enseignement supérieur. Comme par le passé, les gouvernements et les entreprises privées ont apporté un généreux appui financier à ce programme et ont financé 30 bourses nouvellement créées ou réattribuées à de nouveaux étudiants au cours de l'année universitaire 1963-1964.

SERVICE DE PLACEMENT

119. Le service de placement de l'Office continue à chercher des emplois pour les réfugiés qualifiés dans les pays d'accueil et dans les Etats arabes voisins. Ses efforts en vue d'entrer en relation avec de nouveaux employeurs et d'élargir les possibilités d'emploi, en particulier pour les diplômés qui en nombre croissant sortent des écoles professionnelles de l'Office, donne des résultats encourageants.

D. — Autres formes d'assistance

PRÊTS AUX RÉFUGIÉS

120. La Banque jordanienne de développement économique, que l'Office et le Gouvernement jordanien ont créée de concert en 1951, consent des prêts à faible intérêt soit à des employeurs qui s'engagent à faire travailler des réfugiés, soit à des réfugiés isolés ou à des groupes d'entre eux, pour leur permettre de monter une entreprise à leur compte. Quatre-vingt-cinq

p. 100 du capital de la banque est fourni par l'Office et le reste par le Gouvernement jordanien, exception faite d'une participation symbolique de trois banques du Moyen-Orient. La plupart des projets financés récemment par la banque rentrent dans le cadre de son programme de prêts spéciaux aux réfugiés, aux termes duquel les emprunteurs ne paient que 3 p. 100 d'intérêt par an (alors que le taux normal de la banque est de 6 p. 100) et bénéficient de plus longs délais de remboursement. Depuis la mise en application du programme en août 1962, 30 prêts de ce genre, représentant un montant total de 862 400 dollars, ont été approuvés pour l'agriculture. Dans la plupart des cas, ces prêts ont été attribués à des réfugiés qui se constituaient en sociétés coopératives sous le contrôle du département des coopératives du Gouvernement jordanien. La banque a ainsi une garantie supplémentaire concernant le bon usage des fonds et le contrôle technique de l'exécution des projets.

121. En outre, 16 prêts ordinaires, représentant un montant total de 64 400 dollars, ont été accordés, durant l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1964, à des propriétaires fonciers qui s'engageaient à employer des réfugiés. Là encore, la majorité de ces prêts étaient destinés à l'agriculture.

122. On estime actuellement que les opérations effectuées par la banque ont permis à quelque 3 748 réfugiés de trouver du travail. Si l'on considère qu'une famille compte en moyenne cinq personnes, on peut admettre que quelque 18 700 réfugiés ont ainsi été assistés. Le rythme de remboursement des prêts de toutes catégories est généralement satisfaisant, bien que les difficultés économiques provoquées par une série d'années de grande sécheresse rendent difficile la position de certains emprunteurs. Toutes les sommes qui devaient être versées avant juin 1955 l'ont maintenant été intégralement. Environ 75 p. 100 des montants qui devaient être remboursés depuis cette date ont été payés et la banque s'attend que tout le solde lui soit finalement versé. La prospérité due aux fortes pluies de l'hiver 1963-1964 ne manquera pas d'accélérer le rythme des remboursements au cours des prochains mois.

COOPÉRATIVES

123. Au cours de l'exercice étudié, deux nouvelles coopératives se sont créées grâce aux conseils techniques et à l'aide financière initiale de l'Office: une coopérative de consommation sur le territoire de Gaza et une coopérative d'exploitation d'autobus en Jordanie. Le tableau 22 donne le détail des diverses coopératives et autres entreprises fonctionnant dans les camps et installations de l'Office.

E. — Services communs et administration générale

124. Au cours de l'exercice étudié, il ne s'est produit aucun changement dans la structure générale de ces services, qui continuent à fonctionner de façon satisfaisante malgré d'importantes compressions de dépenses. Ils comprennent l'administration générale de l'Office, ses services d'information et des bureaux à New York, à Genève et au Caire; le transport de personnes et de marchandises dans la région d'activité de l'Office; l'achat, le contrôle et l'entreposage des denrées et du matériel; l'administration du personnel; les services administratifs généraux; les services linguistique, juridique, financier, technique, statistique et d'enregistrement ainsi que la protection des biens de l'Office.

F. — Opérations financières

125. Les comptes de l'Office, avec les rapports pertinents des commissaires aux comptes, font l'objet de documents séparés¹⁰. On trouvera ici un résumé des opérations financières de l'Office en 1963 et les prévisions concernant les opérations de l'exercice 1964 (comme il a été expliqué dans les rapports précédents, l'exercice financier de l'Office coïncide avec l'année civile, alors que chaque rapport annuel embrasse la période comprise entre le 1^{er} juillet d'une année et le 30 juin de l'année suivante).

126. En 1962, l'Office a changé le mode de calcul de ses recettes : au lieu de porter en compte les sommes reçues des gouvernements, il a adopté le système qui consiste à évaluer les recettes provenant de cette source en faisant le total des engagements de contributions qui ont été confirmés pour l'année en question. Ce changement représentait un premier pas dans la voie de l'établissement d'un mode de calcul qui mettrait clairement en regard et permettrait de comparer, pour chaque exercice financier, le budget, les dépenses effectuées ou engagées et les recettes. En 1963, l'Office a achevé de mettre en vigueur ce mode de calcul plus exact et plus instructif en comparant, dans les états financiers qu'il a publiés, les recettes de 1963 avec le montant des dépenses effectuées ou engagées en application du budget 1963.

127. Selon ce nouveau mode de calcul, les opérations financières de 1963 peuvent se résumer comme suit :

Millions de dollars
des États-Unis

Fonds de roulement* au 1 ^{er} janvier 1963.....	20,6
Recettes pour 1963 :	
Contributions ordinaires annoncées par les gouvernements	33,8
Contributions spéciales annoncées par les gouvernements	0,6
Contributions de sources non gouvernementales	0,8
Autres recettes	0,5
Total des recettes	35,7
Dépenses et engagements de dépenses pour 1963 :	
Secours et dépenses communes.....	25,2
Enseignement	11,0
Total des dépenses et engagements de dépenses	36,2
Montant de l'excédent des dépenses et engagements de dépenses par rapport aux recettes (déficit)	(0,5)
Fonds de roulement au 31 décembre 1963 avant ajustements	20,1
A ajouter :	
Ajustements relatifs aux dépenses d'exercices précédents	0,1
Economies réalisées sur des dépenses engagées au titre d'exercices précédents, etc.....	0,4
Fonds de roulement au 31 décembre 1963 après ajustements	<u>20,6</u>

* Voir note 9.

128. Comme l'indique le tableau précédent, il a manqué à l'Office quelque 500 000 dollars de recettes pour équilibrer son budget 1963. Bien que les économies et les ajustements relatifs aux opérations des années précédentes aient compensé le déficit, l'analyse

¹⁰ Pour l'exercice 1963, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 6B (A/5806/Add.2)*.

des recettes et dépenses de 1963 montre que les recettes n'ont pas accusé l'augmentation nécessaire pour répondre à l'accroissement inévitable des dépenses au titre des programmes d'enseignement général et professionnel.

129. En ce qui concerne les opérations financières de 1963 relatives aux secours, l'Office a réalisé certains progrès en liquidant des engagements contractés au titre des années précédentes. Cependant, la pénurie de matériaux de construction et la difficulté qu'il y a à trouver des terrains à bâtir ont considérablement restreint la construction et il a fallu reporter à nouveau à 1964 près d'un million de dollars de crédits engagés les années précédentes. De même, près de 600 000 dollars de crédits engagés conformément au budget 1963 n'avaient pas été dépensés à la fin de l'année et ont dû être reportés.

130. Sur le plan de l'éducation, des progrès considérables ont été accomplis en 1963 quant à la liquidation des engagements effectués au titre des années précédentes, surtout en ce qui concerne l'enseignement technique et la formation des maîtres, domaines dans lesquels le programme de développement est pratiquement réalisé. Le montant des crédits reportés à 1964 et provenant tant des budgets d'années précédentes que du budget de l'année en cours a donc été bien inférieur aux montants reportés les années précédentes (au total 800 000 dollars seulement, contre 1 800 000 fin 1962 et 35 000 000 fin 1961).

131. Le rythme de versement des contributions annoncées pour 1963 a marqué une nette amélioration par rapport à 1962 et, fin 1963, le montant des engagements non encore honorés (ils se rapportaient presque tous à l'année 1963) n'atteignait que 8 100 000 dollars, contre 12 600 000 fin 1962. De plus, presque toutes les sommes qu'il restait encore à payer au 31 décembre 1963 ont été versées depuis lors.

132. On trouvera ci-dessous un état estimatif des opérations financières de l'Office pour 1964 :

Millions de dollars
des États-Unis

Fonds de roulement au 1 ^{er} janvier 1964.....	20,6
Montant estimatif des recettes pour 1964 :	
Contributions ordinaires annoncées par les gouvernements	33,8
Contributions spéciales annoncées par les gouvernements	0,5
Contributions de sources non gouvernementales	0,7
Autres recettes	0,5
Total estimatif des recettes	35,5
Montant estimatif des dépenses et engagements de dépenses en 1964 :	
Secours et dépenses communes.....	25,0
Enseignement	11,9
Total estimatif des dépenses et engagements de dépenses	36,9
Montant estimatif de l'excédent des dépenses et engagements de dépenses par rapport aux recettes (déficit)	(1,4)
Montant estimatif du fonds de roulement au 31 décembre 1964 (avant ajustements éventuels touchant des dépenses engagées ou effectuées au titre d'années précédentes).....	<u>19,2</u>

133. Comme l'indique le tableau précédent, l'Office s'attend à un déficit de 1 400 000 dollars en 1964. On prévoit que les recettes diminueront quelque peu (de

200 000 dollars) par rapport à 1963, tandis que les dépenses et engagements augmenteront de près de 700 000 dollars en raison de l'accroissement des frais au titre de l'enseignement général et professionnel. D'autre part, on a admis dans les prévisions de recettes que les gouvernements qui n'ont pas encore annoncé de contributions pour 1964, ou qui n'en ont encore annoncé que pour le premier semestre, s'engageront pour un montant au moins égal à celui de 1963, hypothèse qui ne se vérifiera pas nécessairement.

134. Bien que, le cas échéant, il soit possible de combler le déficit prévu pour 1964 par des prélèvements sur le fonds de roulement, il est extrêmement inquiétant de constater que l'Office pour la deuxième fois de suite doit envisager un exercice déficitaire, d'autant plus que le montant du déficit est pratiquement trois fois supérieur à ce qu'il était la première année. Il est clair que l'Office ne peut pas continuer à opérer sur la base d'une succession de budgets largement déficitaires.

Deuxième partie

BUDGET POUR L'ANNÉE CIVILE 1965

A. — Introduction

135. Au paragraphe 22 de l'introduction du présent rapport, on a signalé qu'il avait été jugé souhaitable de modifier la présentation du budget de l'Office. On avait d'ailleurs indiqué dans le rapport annuel précédent¹¹ que la division en deux parties ("secours" et "instruction, formation professionnelle et aide à l'indépendance économique") ne donnait pas une image significative des activités de l'Office.

136. La présentation en deux parties groupait sous le même titre de "Services des secours" des éléments aussi disparates que les rations de base (qui sont essentiellement des secours de nature temporaire) et la santé (un service public qui, comme l'enseignement, restera certainement nécessaire et devra être maintenu, où que les réfugiés soient finalement appelés à vivre). En outre, la présentation en deux parties, en amenant à porter tous les frais d'administration générale, d'approvisionnement, de transport et de services intérieurs au titre des "Secours", déformait l'image que le budget donne des activités de l'Office, puisque à vrai dire une part très importante de ces dépenses devrait être attribuée au programme éducatif.

137. En conséquence, l'Office présente son budget pour 1965 en quatre parties, dont trois (secours, santé, enseignement général et professionnel) correspondent aux dépenses directement afférentes aux services mis à la disposition des réfugiés, tandis que la quatrième (dépenses communes) couvre le coût des transports, de l'entreposage, d'autres services intérieurs (personnel, services financier et juridique, etc.) et des services d'administration générale. L'Office indique en outre, dans son budget, à combien il estime la part de ses dépenses communes qu'il convient d'imputer sur chacun des trois autres titres. Cette nouvelle présentation donnera au lecteur, croyons-nous, une image bien plus expressive et fidèle de la nature et du coût des divers programmes de l'Office. Les données relatives aux années 1963 et 1964 sont présentées selon la même méthode.

138. En établissant son budget pour 1965, l'Office a dû parer à la nécessité de prévoir un accroissement considérable (693 000 dollars) des dépenses d'enseignement et une augmentation modérée (31 000 dollars) des dépenses relatives aux services de santé. Etant donné que le déficit envisagé pour 1964 s'élève à 1 400 000 dollars et que le déficit de l'exercice 1965 sera sans doute analogue, voire même plus important, l'Office estime qu'il doit s'efforcer de réduire les crédits prévus pour les services des secours d'un montant à peu près équivalent à celui de l'augmentation prévue pour le coût des services d'enseignement et de santé. Le budget pour 1965 s'élève au total à 37 033 000 dollars, dépassant légèrement le montant des dépenses estimatives pour 1964 (36 929 000 dollars).

¹¹ A/5513, par. 126.

139. Le budget des secours, d'un montant de 16 617 000 dollars, accuse une diminution par rapport au chiffre estimatif des dépenses en 1964 (17 237 000 dollars). Partant du principe que les dépenses de nourriture peuvent être restreintes grâce à un examen attentif des listes de rationnaires ou par d'autres moyens le cas échéant, on envisage de réduire de 761 000 dollars les dépenses au titre de rations de base. On prévoit en revanche une augmentation de 100 000 dollars des dépenses d'assistance aux personnes particulièrement nécessiteuses: l'Office estime en effet qu'il conviendrait d'aider d'avantage cette catégorie de réfugiés, une fois les rations supprimées à ceux qui n'en ont plus besoin.

140. Le budget des services de santé, qui s'élève à 4 976 000 dollars contre 4 945 000 dollars de dépenses estimatives pour 1964, ne couvre que des augmentations normales de dépenses (poussée démographique, augmentation régulière des salaires) et de petites améliorations dans les services, qui seront d'ailleurs financées le plus souvent, espère-t-on, par des contributions spéciales.

141. S'établissant à 15 440 000 dollars (contre 14 747 000 dollars de dépenses estimatives en 1964), le budget des services d'enseignement général et professionnel couvre l'accroissement normal du nombre des enfants d'âge scolaire ainsi que la continuation et le développement d'un programme amorcé en 1963 en vue d'élever le niveau de l'enseignement primaire et secondaire, notamment en renforçant les qualifications des maîtres et en améliorant les installations scolaires. Cependant, on ne s'attend qu'à une légère augmentation des dépenses de formation professionnelle par rapport à 1964. Le programme a été élargi comme prévu et maintenant les écoles fonctionnent presque à plein rendement; l'accroissement des dépenses qui en résulte peut être compensé dans une large mesure par la réduction de certaines dépenses de la période de développement et en particulier grâce au remplacement des spécialistes recrutés à l'étranger par leurs homologues engagés sur place. On a prévu d'augmenter à nouveau quelque peu (de 5%) le nombre des bourses d'enseignement supérieur.

142. Pour financer son budget de 1965, l'Office demande aux gouvernements des contributions d'un montant de 35 600 000 dollars. Ceci suppose qu'il recevra en outre des recettes provenant de contributions spéciales annoncées par des gouvernements pour 1965 ou déjà versées et dont le total s'élève à 1 400 000 dollars, ainsi que des contributions qu'il s'attend à recevoir de sources non gouvernementales, et des recettes diverses.

143. Les prévisions de dépenses de l'Office pour 1965 sont exposées en détail aux paragraphes 144 à 180 ci-dessous, tandis que la question du financement du budget est examinée aux paragraphes 181 et 182.

B. — Prévisions de dépenses

GÉNÉRALITÉS

144. Les prévisions de dépenses de l'Office pour 1965 sont résumées dans le tableau suivant, qui indique aussi les chiffres correspondants pour 1963 et 1964.

Activités	Prévisions de dépenses pour 1965 (milliers de dollars des États-Unis)	Dépenses estimatives en 1964	Dépenses effectives en 1963
Titre I. — Services des secours			
Rations de base.....	10 970	11 731	11 123
Alimentation d'appoint.....	1 315	1 318	1 370
Logement.....	416	236	588
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses.....	681	616	657
Participation aux dépenses communes du titre IV.....	3 235	3 336	3 485
TOTAL DU TITRE PREMIER	16 617	17 237	17 223
Titre II. — Services de santé			
Services médicaux.....	3 081	3 015	2 977
Assainissement.....	884	887	843
Participation aux dépenses communes du titre IV.....	1 011	1 043	1 089
TOTAL DU TITRE II	4 976	4 945	4 909
Titre III. — Enseignement			
Enseignement primaire et secondaire.....	9 230	8 556	8 254
Formation professionnelle....	3 194	3 111	2 656
Enseignement supérieur.....	459	420	361
Services de placement.....	64	88	118
Participation aux dépenses communes du titre IV.....	2 493	2 572	2 686
TOTAL DU TITRE III	15 440	14 747	14 075
Titre IV. — Dépenses communes			
Approvisionnement et transports.....	3 360	3 430	3 573
Autres services intérieurs....	2 123	2 241	2 296
Administration générale.....	1 256	1 280	1 391
TOTAL DU TITRE IV	6 739	6 951	7 260
Montant des dépenses réparties entre les diverses opérations.....	(6 739)	(6 951)	(7 260)
SOLDE NET DU TITRE IV	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL	37 033	36 929	36 207

RATIONS DE BASE

1965 — Budget.....	10 970 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives..	11 731 000 dollars
1963 — Dépenses effectives...	11 123 000 dollars

145. Ce chapitre ne couvre plus que l'achat et la distribution (à l'exclusion des frais d'entreposage et de transport dans la région d'activité de l'Office qui figurent ci-après au chapitre "Services d'approvisionnement et de transport") des rations alimentaires de base et des rations de savon. Le pétrole lampant et les couvertures qui, précédemment, étaient distribués à tous les réfugiés et figuraient au présent chapitre ne devront plus être attribués à l'avenir qu'aux cas sociaux et sont inscrits plus loin au chapitre "Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses". Les données relatives à 1963 et 1964 ont été calculées selon la nouvelle méthode. Les rations de base de l'Office sont décrites aux paragraphes 58 et 59 et au tableau 5 de l'annexe I.

146. Pour 1965, l'Office a prévu une réduction de 761 000 dollars à ce chapitre par rapport au niveau des dépenses estimatives en 1964, compte tenu d'une

économie de 181 000 dollars que l'on attend d'une baisse du cours de sucre et de la diminution du coût de certaines activités ainsi que d'une réduction de 580 000 dollars sur les rations de base distribuées (ce qui équivaut, si les hypothèses indiquées plus bas se vérifient, à environ 55 000 rations pour les neuf derniers mois de l'année). Comme on l'a expliqué aux paragraphes 28 et 29 de l'introduction au présent rapport, l'Office, qui doit faire face en même temps à des besoins accrus en matière d'enseignement et à un déficit de plus en plus important, estime que l'augmentation des dépenses d'enseignement en 1965 peut et doit être compensée par des économies réalisées sur la distribution des rations de base.

147. A la base des prévisions de dépenses au titre des rations se trouvent deux hypothèses essentielles, à savoir que le prix du sucre en 1965 diminuera quelque peu par rapport à son niveau de 1964 et que les prix des autres denrées alimentaires et du savon n'accuseront pas de hausse sensible par rapport à l'année en cours. Si l'une ou l'autre de ces hypothèses ne se vérifiait pas, l'Office pourrait fort bien avoir à élever en conséquence le montant des dépenses prévues, comme il lui est arrivé en 1964 lorsqu'une hausse considérable du prix du sucre par rapport à l'année précédente a entraîné une augmentation de quelque 600 000 dollars des dépenses au titre des rations de base pour le même nombre de rations distribuées.

ALIMENTATION D'APPOINT

1965 — Budget.....	1 315 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives..	1 318 000 dollars
1963 — Dépenses effectives...	1 370 000 dollars

148. Le programme d'alimentation d'appoint est exposé en détail au paragraphe 60 et dans les tableaux 6 et 7 joints de l'annexe I. Les dépenses inscrites à ce chapitre comprennent tous les frais connexes à l'exception de ceux d'entreposage et de transport dans la région d'activité de l'Office (voir par. 173 et 174).

149. Pour 1965, on ne s'attend à aucune modification de ce programme par rapport à 1964. A la suite de l'ouverture des sous-centres d'alimentation d'appoint nouvellement construits, on prévoit que le nombre des enfants d'âge préscolaire bénéficiant du repas chaud quotidien augmentera, dans la limite du plafond autorisé de 45 000.

150. Pour établir les prévisions de dépenses relatives à l'alimentation d'appoint, on a supposé, comme pour les rations de base, qu'en 1965 les prix des denrées alimentaires se maintiendraient sensiblement au même niveau qu'en 1964, à l'exception toutefois de celui du sucre, qui baisserait dans une certaine mesure. La diminution des dépenses en 1964 par rapport à 1963 s'explique par le fait qu'on a cessé d'inclure le lait entier dans la composition du repas chaud d'appoint pour en revenir à l'ancienne pratique qui consistait à utiliser uniquement du lait écrémé, moins coûteux, mais non moins nutritif.

LOGEMENT

1965 — Budget.....	416 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	236 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	588 000 dollars

151. Ce chapitre comprend le loyer des terrains où sont établis les camps (il s'agit le plus souvent de contributions des gouvernements des pays d'accueil), la construction, l'entretien et le contrôle administratif des

abris, la construction et l'entretien de routes, chemins et installations de drainage qui les accompagnent, ainsi que divers aménagements d'intérêt public dans ces camps. Il couvre aussi l'aide de l'Office (en espèces ou en nature) aux réfugiés qui souhaitent se construire une maison en dehors des camps et qui se chargent d'une part importante des frais.

152. Tout en restant très inférieur à ce qu'il était en 1963, le montant inscrit à ce chapitre représente une augmentation appréciable par rapport au montant des dépenses prévues pour 1964. Aucun nouveau crédit n'a été ni ne sera affecté à des constructions d'abris ou de routes en application du budget 1964, mais certains travaux actuellement en cours correspondent au programme de 1963 : leur exécution a été remise à 1964 parce que l'on manquait de matériaux et de terrains à bâtir. Cependant, on espère que tous les travaux prévus auront été exécutés pour la fin de 1964. Les nouvelles constructions seront alors financées par le modeste crédit inscrit pour 1965.

153. Bien qu'il y ait grand besoin d'abris, le crédit prévu à cet effet pour 1965 est très restreint, en partie parce que l'on pense qu'il restera difficile de se procurer des matériaux et des terrains, et aussi en raison de la situation financière générale de l'Office et de la nécessité qui en résulte de réduire dans toute la mesure possible les dépenses au titre des services des secours.

AIDE AUX PERSONNES PARTICULIÈREMENT NÉCESSITEUSES

1965 — Budget	681 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	616 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	657 000 dollars

154. Ce chapitre remplace celui qui était intitulé "Services sociaux". Il ne couvre que l'assistance fournie aux réfugiés qui se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Il comprend l'assistance individuelle et la distribution de vêtements, de couvertures et de pétrole lampant. On trouvera des renseignements à ce sujet aux paragraphes 54 et 64 à 66 ci-dessus. Certaines activités d'ordre éducatif, qui précédemment étaient inscrites au chapitre "Services sociaux", figurent maintenant ci-après sous "Enseignement primaire et secondaire et formation professionnelle". Les données relatives aux années 1963 et 1964 ont été calculées selon la nouvelle méthode afin de permettre une comparaison immédiate.

155. Le crédit inscrit ici pour 1965 représente une augmentation par rapport au montant des dépenses estimatives de 1964. L'Office estime qu'au moment où il réduit les dépenses relatives à la distribution générale des rations de base il doit augmenter dans une certaine mesure son assistance à ceux des réfugiés dont la situation s'avère particulièrement pénible. Cent mille dollars de plus sont prévus pour cette œuvre en 1965, mais les réductions effectuées sur d'autres dépenses ramènent à 65 000 dollars le montant net de l'augmentation pour l'ensemble de ce chapitre.

SERVICES MÉDICAUX

1965 — Budget	3 081 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	3 015 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	2 977 000 dollars

156. Le programme de médecine préventive et curative inscrit à ce chapitre est exposé en détail dans les paragraphes 67 à 82 et les tableaux 8 à 14 joints en annexe au présent rapport.

157. En 1965, l'Office prévoit de maintenir sensiblement au même niveau les services médicaux qu'il dispense à la communauté réfugiée. Les seules améliorations proposées, qui seront presque toutes financées par des contributions spéciales déjà annoncées, sont, d'une part, une nouvelle et modeste extension du programme de médecine préventive, en particulier l'ouverture de nouveaux centres régionaux de réhydratation pour nourrissons, et, d'autre part, le remplacement de certains locaux qui, avec le temps, sont devenus tout à fait impropres à abriter des dispensaires. En outre, le centre sanitaire de Gaza, financé par une contribution spéciale et maintenant en construction, fonctionnera en 1965 et améliorera grandement les services de médecine préventive de l'Office dans cette région.

158. On a omis dans le budget de 1965 un grand nombre de nouvelles améliorations que l'Office considère pourtant comme extrêmement souhaitables dans ses services médicaux. Il estime que, faute de contributions spéciales supplémentaires pour les financer, sa situation en général lui interdit de les inscrire à son budget de 1965, en dépit de leur valeur intrinsèque.

ASSAINISSEMENT

1965 — Budget	884 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	887 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	843 000 dollars

159. Le programme d'assainissement est brièvement exposé plus haut, au paragraphe 84.

160. Le crédit prévu à ce chapitre représente une petite diminution par rapport à 1964. Grâce à de sévères compressions de dépenses sur ses diverses opérations, l'Office espère pouvoir faire face aux accroissements de dépenses inévitables et normaux en même temps que poursuivre un programme restreint d'améliorations indispensables pour le système d'assainissement de certains camps.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

1965 — Budget	9 230 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	8 556 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	8 254 000 dollars

161. Le crédit prévu à ce chapitre est destiné à couvrir les dépenses afférentes au programme d'enseignement primaire élémentaire, primaire supérieur et secondaire, dont on trouvera une description détaillée aux paragraphes 88 à 97 et aux tableaux 15 à 18 de l'annexe I.

162. Comme on l'a noté au paragraphe 154 ci-dessus, certaines activités d'ordre éducatif, qui figuraient précédemment au chapitre "Services sociaux", font maintenant partie du budget de l'enseignement. Le chapitre de l'enseignement primaire et secondaire comprend le programme d'activités pour la jeunesse qui a été exposé aux paragraphes 98 à 100. Les données relatives aux années 1963 et 1964 ont été calculées selon la nouvelle méthode pour faciliter les comparaisons.

163. Les prévisions de dépenses pour 1965 accusent une augmentation considérable par rapport aux dépenses estimatives de 1964, ce qu'il faut attribuer, d'une part, à l'augmentation du nombre des enfants à recevoir dans les classes primaires élémentaires et primaires supérieures — ces dernières surtout — et, d'autre part, à la nécessité d'amener l'équipement scolaire de l'Office au niveau des normes des pays d'accueil, en progrès constant.

164. Une comparaison entre les montants estimatifs pour les années 1964 et 1965 et les dépenses effectives de 1963 risquent d'induire en erreur, car le chiffre de 1963 est gonflé par des dépenses spéciales non renouvelables pour un montant de 206 000 dollars.

FORMATION PROFESSIONNELLE

1965 — Budget	3 194 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	3 111 000 dollars
1963 — Dépenses effectives...	2 656 000 dollars

165. Figurent à ce chapitre les dépenses relatives à la formation des maîtres et à l'enseignement technique tant dans les écoles de l'Office qu'au moyen de subventions dans les établissements gérés par des gouvernements ou des organisations. On trouvera des renseignements sur ces activités aux paragraphes 102 à 114 et aux tableaux 19 et 20 de l'annexe I.

166. Comme on l'a noté au paragraphe 154, certaines activités d'ordre éducatif qui précédemment étaient inscrites au chapitre "Services sociaux" figurent maintenant ici. Il s'agit en particulier de l'enseignement de techniques artisanales aux adultes et de la formation professionnelle des personnes physiquement handicapées. Les données relatives à 1963 et 1964 sont présentées selon la nouvelle méthode pour faciliter les comparaisons.

167. En 1964, les 10 écoles professionnelles de l'Office atteindront presque toutes leur effectif complet, si bien que l'on ne s'attend pas qu'en 1965 les dépenses directement afférentes à ces écoles augmentent de beaucoup par rapport à 1964. On ne prévoit pas non plus d'augmentation marquée pour la formation professionnelle dispensée dans les établissements ne relevant pas de l'Office. Il sera possible en outre de réduire dans une certaine mesure le montant des dépenses relatives à la création de nouvelles écoles, en particulier les frais administratifs et les frais qu'entraîne le recrutement à l'étranger de spécialistes chargés d'établir les programmes d'études, de prévoir l'équipement nécessaire et de former des moniteurs choisis dans le personnel local.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1965 — Budget	459 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	420 000 dollars
1963 — Dépenses effectives.....	361 000 dollars

168. Le programme d'enseignement supérieur est fondé exclusivement sur les bourses consenties à un petit nombre d'étudiants choisis parmi les diplômés les plus qualifiés de l'enseignement secondaire. Ces bourses sont valables pour des universités situées dans la région d'activité de l'Office. Le programme est exposé plus en détail au paragraphe 118 et au tableau 21 de l'annexe I.

169. Comme on l'avait déjà fait en 1964-1965, on a augmenté de 50 le nombre des bourses pour 1965-1966.

170. L'Office se propose d'atteindre le chiffre de 750 bourses s'il reçoit les contributions nécessaires. En 1963-1964, il a pu accorder l'équivalent de 602 bourses complètes et les augmentations indiquées plus haut porteront ce chiffre à 652 en 1964-1965 et à 702 en 1965-1966.

SERVICES DE PLACEMENT

1965 — Budget	64 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	88 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	118 000 dollars

171. Les services de placement de l'Office accordent maintenant une importance toute spéciale à la recherche d'emplois pour les diplômés des écoles professionnelles de l'UNRWA. C'est pourquoi le présent chapitre figure sous le titre général de l'enseignement.

172. On s'attend qu'en 1965 les services de placement soient maintenus tels qu'ils étaient les années précédentes en ce qui concerne tant leur importance que la nature de leurs activités. La réduction du crédit prévu par rapport à 1963 et 1964 est due à des économies de gestion ainsi qu'à la cessation de l'aide que l'Office accordait précédemment à un petit nombre de personnes désireuses d'émigrer.

APPROVISIONNEMENTS ET TRANSPORTS

1965 — Budget	3 360 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	3 430 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	3 573 000 dollars

173. Ce chapitre couvre toutes les activités concernant l'achat, le contrôle et l'entreposage des denrées et du matériel ainsi que les transports de personnes et de marchandises dans la région d'activité de l'Office.

174. L'Office prévoit une réduction des dépenses inscrites à ce chapitre en 1964 et une nouvelle réduction en 1965, en dépit de l'extension de son action éducative. Cette diminution n'est possible que grâce à un contrôle des plus stricts sur les transports, au remplacement de certains fonctionnaires internationaux par des agents recrutés sur le plan local et à une meilleure utilisation des ressources.

AUTRES SERVICES INTÉRIEURS

1965 — Budget	2 123 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	2 241 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	2 296 000 dollars

175. Figurent à ce chapitre tous les services intérieurs de l'Office autres que les transports et les approvisionnements : immatriculation des réfugiés, gestion du personnel, administration, langues, services juridique, financier, technique et mécanographique, gardiennage et services de protection des biens de l'Office.

176. A la suite d'une étude spéciale des dépenses inscrites à ce chapitre, l'Office pense obtenir une réduction considérable des dépenses en 1964 et une nouvelle réduction en 1965. Un certain nombre de postes précédemment occupés par des membres du personnel international ont été supprimés ou confiés à des agents recrutés sur place plutôt qu'à l'étranger. De nouvelles réductions du même genre seront effectuées en 1965.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1965 — Budget	1 256 000 dollars
1964 — Dépenses estimatives...	1 280 000 dollars
1963 — Dépenses effectives....	1 391 000 dollars

177. Ce chapitre couvre l'administration générale de l'Office (siège, bureaux régionaux et bureaux des districts et des camps), l'entretien de ses bureaux de New York, de Genève et du Caire et ses services d'information.

178. Comme dans le cas des services d'approvisionnement et de transports et des autres services intérieurs, le présent chapitre a été l'objet d'un examen approfondi de la part de l'Office en 1963 et 1964, en vue de réduire les dépenses. A la suite de cette enquête, des réductions considérables ont déjà été effectuées en 1964 et seront sans doute suivies d'autres réductions

encore en 1965, malgré certaines augmentations inévitables, tels les échelons des traitements à l'ancienneté.

VENTILATION DES DÉPENSES COMMUNES

179. Le tableau récapitulatif du paragraphe 144 ci-dessus donne la ventilation des dépenses communes de l'Office entre ses diverses activités afin de montrer aussi exactement que possible le véritable coût de chacune de ses trois tâches principales.

180. Dans toute opération de ce genre il entre nécessairement une part d'appréciation et d'évaluation. Cependant, l'Office a procédé à une étude de ses dépenses communes en recherchant les activités qui, en bénéficient et il s'est assuré que la ventilation indiquée au tableau récapitulatif du paragraphe 144 présente un degré raisonnable d'exactitude. On continuera de procéder de temps à autre à l'analyse des dépenses communes afin de s'assurer qu'elles restent correctement réparties.

C. — Financement du budget

181. Pour faire face aux dépenses prévues, qui s'établissent à 37 033 000 dollars pour 1965, l'Office estime que ses recettes devraient se présenter comme suit :

	Millions de dollars des Etats-Unis
a) Contributions gouvernementales spéciales annoncées ou déjà versées au titre de l'exercice 1965.....	0,2
b) Contributions de sources non gouvernementales (évaluation fondée sur l'expérience des années précédentes)	0,7
c) Recettes diverses	0,5
	<hr/> 1,4
d) Montant des autres engagements de contributions demandées aux gouvernements afin de compléter le financement du budget.....	35,6
TOTAL	<hr/> 37,0 <hr/>

182. Le montant total de 35 800 000 dollars (rubriques *a* et *d* ci-dessus) ainsi demandé aux gouvernements représente une augmentation de 1 500 000 dollars par rapport aux 34 300 000 dollars de recettes prévues pour 1964. Le Commissaire général espère vivement qu'il sera possible aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres Etats encore d'annoncer des contributions ou d'augmenter leurs engagements de contributions dans une mesure suffisante pour financer le budget de l'Office et permettre à ce dernier de poursuivre l'exécution de ses programmes d'assistance, de santé et d'enseignement tels qu'ils sont exposés dans le présent rapport.

ANNEXE I

Tableaux

STATISTIQUES RELATIVES AUX REFUGIES IMMATRICULES

Tableau 1

EFFECTIF TOTAL DES RÉFUGIÉS IMMATRICULÉS PAR CATÉGORIES D'IMMATRICULATION (1950-1964)^a

Années	Catégorie R Membres des familles inscrites sur les listes de rationnaires					Catégories E et M	Catégorie N	8°
	1°	2°	3°	4°	5°	6°	7°	
	Bénéficiaires de rations entières	Bénéficiaires de demi-rations	Nourrissons et enfants bénéficiant des services	Total (1+2+3)	Personnes ne recevant pas de rations	Membres de familles bénéficiant de l'enseignement et/ou des services médicaux	Membres de familles ne recevant ni rations ni services	Total général (4+5+6+7)
Juin 1950.....	†	†	†	960 021	—	—	—	960 021
Juin 1951.....	826 459	51 034	2 174	879 667	—	—	24 455	904 122
Juin 1952.....	805 593	58 733	18 347	882 673	—	—	32 738	915 411
Juin 1953.....	772 166	64 817	34 765	871 748	—	—	45 013	916 761
Juin 1954.....	820 486	17 340	49 232	887 058	—	—	54 793	941 851
Juin 1955.....	828 531	17 228	60 227	905 986	—	—	63 403	969 389
Juin 1956.....	830 266	16 987	75 026	922 279	—	—	74 059	996 338
Juin 1957.....	830 611	16 733	86 212	933 556	18 203	4 462	62 980	1 019 201
Juin 1958.....	836 781	16 577	110 600	963 958	19 776	5 901	63 713	1 053 348
Juin 1959.....	843 739	16 350	130 092	990 181	21 548	6 977	68 922	1 087 628
Juin 1960.....	849 634	16 202	150 170	1 016 006	22 639	8 792	73 452	1 120 889
Juin 1961.....	854 268	15 998	169 730	1 039 996	23 947	9 515	77 566	1 151 024
Juin 1962.....	862 083	15 805	176 772	1 054 660	20 004	9 027	91 069	1 174 760
Juin 1963.....	866 369	15 705	197 914	1 079 988	21 195	10 420	98 567	1 210 170
Juin 1964.....	863 284	15 617	226 494	1 105 395	23 369	13 168	104 653	1 246 585

^a Les données statistiques ci-dessus sont établies d'après les listes d'immatriculation de l'Office et, en raison de facteurs tels que les décès non déclarés et les immatriculations injustifiées et non décelées, elles n'indiquent pas nécessairement l'effectif réel de la population réfugiée.

^b Y compris jusqu'à l'année 1954 les Bédouins, qui, par la suite, ont reçu des rations entières, et les nourrissons, qui bénéficient maintenant de rations entières à partir de leur premier anniversaire. On ne distribue actuellement de demi-rations qu'aux habitants des villages frontières en Jordanie.

^c Y compris les nourrissons de moins d'un an et les enfants qui, par suite de la limitation des contingents, ne reçoivent pas de rations (170 202 en Jordanie, 17 913 à Gaza et 10 357 en République arabe syrienne).

^d Les colonnes 5, 6 et 7 indiquent le nombre des réfugiés immatriculés pour des services, à qui les prestations ont été réduites ou supprimées selon leur revenu familial tel qu'il est connu de l'Office, et selon le barème des revenus appliqués dans le pays de résidence.

Les membres de familles de la catégorie R ne recevant pas de rations (colonne 5) sont les personnes dont le revenu est

encore insuffisant pour justifier la suppression des rations de la famille. Jusqu'à l'année 1956, ces réfugiés étaient classés avec les membres des familles de la catégorie N (colonne 7).

Les catégories d'immatriculation E et M (colonne 6), créées en 1956, ne concernent que le Liban, car il n'a été possible d'obtenir l'accord d'aucun autre pays d'accueil à l'introduction du barème des revenus établi en vue de la réduction ou de la restitution progressive des rations.

Dans la catégorie N (colonne 7) figurent des réfugiés qui, en raison de leur revenu, n'ont droit ni aux rations ni aux services, ou qui ont bénéficié de subventions visant à les rendre économiquement indépendants.

D'une manière générale, il convient de signaler que la répartition des réfugiés par catégories de secours ne donne qu'une idée incomplète du nombre des réfugiés subvenant à leurs besoins, étant donné les difficultés qu'éprouve l'Office à déterminer le niveau réel de leurs revenus ou de leurs besoins.

^e L'effectif total de la population en juin 1952 comprenait 19 616 réfugiés recevant une assistance en Israël; ils sont restés à la charge de l'Office jusqu'au 1^{er} juillet 1952.

^f Chiffres inconnus.

Tableau 2

RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS IMMATRICULÉS PAR PAYS DE RÉSIDENCE,
PAR CATÉGORIES D'IMMATRICULATION ET PAR GROUPES D'ÂGES AU 30 JUIN 1964

Pays	Catégories d'immatriculation ^a	Nombre de personnes			Total	Nombre de familles
		Moins de 1 an ^b	1 à 15 ans ^c	Plus de 15 ans		
Jordanie	R	12 966	230 057	378 130	621 153	111 995
	N	380	8 354	40 999	49 733	12 594
	Total	13 346	238 411	419 129	670 886	124 589
Gaza	R	8 174	111 326	153 011	272 511	47 366
	N	94	3 383	13 167	16 644	5 490
	Total	8 268	114 709	166 178	289 155	52 856
Liban	R	3 037	50 085	65 818	118 940	24 388
	E et M	188	3 030	8 115	11 333	2 214
	N	222	3 118	21 556	24 896	9 958
	Total	3 447	56 233	95 489	155 169	36 560
République arabe sy- rienne	R	3 845	49 038	63 277	116 160	24 089
	E et M (d)	24	562	1 249	1 835	251
	N	41	1 515	11 824	13 380	5 833
	Total	3 910	51 115	76 350	131 375	30 173
Total pour l'ensemble de la région d'acti- vité de l'Office.....	R	28 022	440 506	660 236	1 128 764	207 838
	E et M	212	3 592	9 364	13 168	2 465
	N	737	16 370	87 546	104 653	33 875
TOTAL GÉNÉRAL		28 971	460 468	757 146	1 246 585	244 178

^a Pour la définition des catégories d'immatriculation, se reporter au tableau I.

^b Le nombre des enfants de moins d'un an est inférieur au nombre de naissances déclarées l'année précédente, en raison de retards dans l'enregistrement des naissances.

^c Un certain nombre d'enfants nés depuis 1950 dans des familles des catégories E, M et N ne sont pas immatriculés auprès de l'Office.

^d Ces catégories ne concernent qu'un petit nombre d'agents de l'UNRWA.

Tableau 3

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS L'EFFECTIF DES RATIONNAIRES ET DANS LES SECOURS QUI LEUR SONT ATTRIBUÉS ^a (JUILLET 1950-JUIN 1964)

	Juill. 50 Juin 51	Juill. 51 Juin 52	Juill. 52 Juin 53	Juill. 53 Juin 54	Juill. 54 Juin 55	Juill. 55 Juin 56	Juill. 56 Juin 57	Juill. 57 Juin 58	Juill. 58 Juin 59	Juill. 59 Juin 60	Juill. 60 Juin 61	Juill. 61 Juin 62	Juill. 62 Juin 63	Juill. 63 Juin 64	Total Juill. 50 Juin 64
<i>En plus</i>															
Naissances ^c	10 057	^b 21 315	28 335	28 711	30 788	30 658	27 960	40 041	37 047	37 776	39 299	42 470	49 854	48 802	473 113
Nouvelles immatriculations	19 537	13 265	1 993	2 885	1 502	1 287	1 459	859	645	525	324	514	535	189	45 519
Perte des ressources ^d	8 481	2 592	2 685	4 194	4 461	8 433	6 823	6 045	4 040	4 417	3 490	3 394	4 555	4 475	68 085
Retour après absence	—	—	180	442	642	973	3 510	1 436	1 113	1 039	935	1 457	1 319	992	14 038
Divers ^e	10 256	12 468	2 014	521	680	1 061	309	231	292	248	252	710	859	515	30 416
TOTAL	48 331	49 640	35 207	36 753	38 073	42 412	40 061	48 612	43 137	44 005	44 300	48 545	57 122	54 973	631 171
<i>En moins</i>															
Décès	896	4 053	3 897	3 764	4 042	4 409	5 582	5 263	4 956	5 041	3 919	18 660	14 961	11 624	96 067
Immatriculations erronées ou en double	24 265	16 919	4 530	2 737	926	485	584	425	406	570	571	852	630	2 080	55 980
Indépendance économique ^d	4 121	17 739	12 884	12 717	10 184	19 068	16 328	9 541	7 815	9 764	8 127	8 628	11 257	12 007	160 180
Absence	1 174	5 466	2 995	1 810	2 581	1 492	5 632	2 869	2 128	2 183	2 334	4 301	3 550	1 915	40 430
Divers ^e	97 268	5 157	20 891	410	1 628	563	357	455	505	701	743	1 748	1 341	1 846	133 613
TOTAL	127 724	49 334	45 197	21 438	19 361	26 017	28 483	18 553	15 810	18 259	20 694	34 189	31 739	29 472	486 270
Nombre total de rationnaires et d'enfants (nouveaux-nés et autres) à la fin de l'année	Juin 50	Juin 51	Juin 52	Juin 53	Juin 54	Juin 55	Juin 56	Juin 57	Juin 58	Juin 59	Juin 60	Juin 61	Juin 62	Juin 63	Juin 64
	960 021	879 667	882 673	871 748	887 058	905 986	922 279	933 556	963 958	990 181	1 016 006	1 039 996	1 054 660	1 079 988	1 105 395

^a On trouvera dans ce tableau la récapitulation des changements survenus ces 14 dernières années dans le nombre total des rationnaires et des enfants (nourissons et autres) inscrits pour les services (colonne 4 du tableau 1). Les naissances, les nouvelles immatriculations, les décès, les immatriculations erronées ou en double se traduisent par des inscriptions ou des radiations de noms sur les listes d'immatriculation. Les rubriques "indépendance économique" et "absence" correspondent à des transferts d'une catégorie d'ayants droit à une autre bénéficiant de plus ou moins de services (colonnes 5, 6 et 7 du tableau 1).

Ne figurent pas dans ce tableau les transferts qui s'effectuent à l'intérieur ou de l'un à l'autre des pays d'accueil, ni les attributions de rations aux enfants qui atteignent l'âge d'un an.

^b Il s'agit notamment des changements effectués à l'occasion du recensement de 1950-1951.

^c Les variations qu'accuse le nombre des naissances d'une année à l'autre résultent dans une large mesure de retards dans les immatriculations.

^d Ressources personnelles, emploi à l'Office, aide à l'indépendance économique, etc., ou disparition de ces ressources.

^e Ces modifications diverses comprennent, jusqu'à juin 1953, un certain nombre d'inscriptions ou de radiations ainsi qu'un certain nombre de changements dans les effectifs des différentes catégories de bénéficiaires des secours. La plupart des radiations de réfugiés résidant en Israël figurent également sous cette rubrique (40 930 personnes de juillet 1950 à juin 1953).

Tableau 4

RÉCAPITULATION DES CHANGEMENTS-SURVENUS DANS LA COMPOSITION DE LA POPULATION RÉFUGIÉE IMMATRICULÉE^a
(JUILLET 1950-JUIN 1964)

	Juill. 50 Juin 51	Juill. 51 Juin 52	Juill. 52 Juin 53	Juill. 53 Juin 54	Juill. 54 Juin 55	Juill. 55 Juin 56	Juill. 56 Juin 57	Juill. 57 Juin 58	Juill. 58 Juin 59	Juill. 59 Juin 60	Juill. 60 Juin 61	Juill. 61 Juin 62	Juill. 62 Juin 63	Juill. 63 Juin 64	Total Juill. 50 Juin 64
<i>En plus</i>															
Naissances	10 057	21 315	28 335	28 711	30 788	30 658	27 960	40 157	37 555	38 481	39 953	43 325	50 921	50 298	478 514
Nouvelles immatriculations	19 537	13 265	1 993	2 885	1 502	1 287	1 459	894	661	684	419	992	748	333	46 659
Divers	5 150 ^b	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5 159
TOTAL	34 753	34 580	30 328	31 596	32 290	31 945	29 419	41 051	38 216	39 165	40 372	44 317	51 669	50 631	530 332
<i>En moins</i>															
Décès	896	4 053	3 897	3 764	4 042	4 409	5 582	5 446	5 188	5 235	9 213	19 515	15 431	12 008	98 679
Immatriculations erronées ou en double	24 265	16 919	4 530	2 737	926	485	584	497	515	683	841	1 384	852	2 225	57 443
Divers	64 530 ^b	5 019 ^b	19 616 ^c	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	89 165
TOTAL	89 691	25 991	28 043	6 501	4 968	4 894	6 166	5 943	5 703	5 918	10 054	20 899	16 283	14 233	245 287
Nombre total de réfugiés immatriculés	960 021	915 411	916 761	941 851	969 389	996 338	1 019 201	1 053 348	1 087 628	1 120 889	1 151 024	1 174 760	1 210 170	1 246 585	

^a On trouvera ici une récapitulation des changements survenus au cours de ces 14 dernières années dans le nombre total de réfugiés immatriculés (tableau 1, colonne 8). Ne figurent pas dans ce tableau les transferts qui s'effectuent à l'intérieur ou de l'un à l'autre des pays d'accueil.

Lorsque l'on compare les données ci-dessus avec celles du tableau 3, il convient de ne pas perdre de vue que la radiation des listes de rationnaires n'implique pas nécessairement la radiation des listes d'immatriculation. Les réfugiés qui cessent de percevoir des rations parce qu'ils gagnent leur vie ou qu'ils sont absents restent immatriculés auprès de l'Office. Par contre, un certain nombre de décès et d'inscriptions erronées ou en double

sont enregistrés parmi les personnes immatriculées ne recevant pas de rations, ce qui explique les légères différences que l'on peut constater sous ces rubriques dans les deux tableaux. La distinction entre rationnaires et personnes immatriculées n'apparaît pas tous jours dans les documents établis par l'Office durant ses premières années d'activité.

^b La nature des changements figurant ici sous la rubrique "Divers" n'a pas été précisée lors des opérations de recensement. Les chiffres tiennent compte des modifications qui ont abouti à des adjonctions ou des radiations sur les listes d'immatriculation.

^c Les réfugiés se trouvant en Israël ont été radiés des listes de l'Office.

SERVICES DES SECOURS

Tableau 5

RATIONS DE BASE ET AUTRES DENRÉES DISTRIBUÉES PAR L'OFFICE

1. — Rations de base

La ration mensuelle individuelle est composée comme suit:

10 000 grammes de farine,
600 grammes de légumes secs,
600 grammes de sucre,
500 grammes de riz,
375 grammes de matières grasses.

Cette ration équivaut à environ 1 500 calories par jour.

En hiver, elle est complétée par:

300 grammes de légumes secs,
400 grammes de farine

et correspond alors à 1 600 calories par jour.

2. — Autres denrées

Un morceau de savon de 150 grammes par rationnaire et par mois. On a distribué jusqu'à présent durant les cinq mois d'hiver un litre et demi de pétrole lampant aux rationnaires et aux enfants (nourrissons et autres) inscrits pour les services, lorsqu'ils vivent dans les camps de Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne. A Gaza, durant la même période chaque année, les mêmes catégories de bénéficiaires en recevaient un litre, qu'ils résident dans les camps ou en dehors. Il est prévu qu'à l'avenir le pétrole lampant ne sera plus distribué qu'aux personnes particulièrement nécessiteuses dans chacun des pays d'accueil.

Tableau 6

PROGRAMME D'ALIMENTATION D'APPOINT DE L'OFFICE

Nombre moyen de bénéficiaires entre le 1^{er} juillet 1963 et le 30 juin 1964

Pays	Nombre de bénéficiaires du repas chaud quotidien (moyenne pour l'année)				Nombre de bénéficiaires des rations mensuelles de produits secs (moyenne pour l'année)				Total général
	Nombre de centres d'alimen- tation d'appoint	Moins de 2 ans	2 à 15 ans et cas spéciaux	Total	Femmes enceintes	Nourrices	Tubercu- leux non hospita- lisés	Total	
Liban	19	493	3 996	4 489	1 188	3 593	80	4 861	9 350
République arabe syrienne.....	18	481	4 257	4 738	764	1 967	149	2 880	7 618
Jordanie	48	1 924	15 445	18 280	3 012	12 592	552	16 156	34 436
	6	205	706 ^a	—					
Gaza	17	1 352	10 253	11 605	3 239	9 983	399	13 621	25 226
	108	4 455	34 657	39 112	8 203	28 135	1 180	37 518	76 630

^a Centres administrés par des organisations bénévoles.

Tableau 7

PROGRAMME DE DISTRIBUTION DE LAIT DE L'OFFICE

Nombre moyen de bénéficiaires entre le 1^{er} juillet 1963 et le 30 juin 1964

Pays	Nombre de centres de distribution de lait		Nombre quotidien de bénéficiaires (moyenne pour l'année)			Total
	Préparation et distribution	Distribution seulement	Centres de distribution de lait	Ecoliers	Orphelins, titulaires d'ordonnances médicales, etc.	
Liban	22	3	25 176	7 332	228	32 736
République arabe sy- rienne	21	—	26 737	11 614	59	38 410
Jordanie	79	—	46 276	27 260	151	74 818
	10 ^a		1 131			
Gaza	17	—	19 234	33 580	101	52 915
	149	3	118 554	79 786 ^b	539	198 879

^a Centres administrés par des organisations bénévoles.

^b Moyenne pour l'année scolaire.

Tableau 8

**RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS DANS LES CAMPS DE L'OFFICE PAR PAYS DE RÉSIDENCE
AU 30 JUIN 1964^a**

Pays	Nombre de camps	Nombre de familles	Nombre de personnes ^b	Pourcentage de la population réfugiée
Jordanie	25	40 076	212 089	31,6
Gaza	8	32 127	183 842	63,6
Liban	15	13 266	66 564	42,9
République arabe syrienne.....	6	4 446	20 968	16,0
TOTAL	54	89 915	483 463	38,8

^a D'une manière générale, les réfugiés qui vivent hors des camps de l'UNRWA résident dans les villes et villages des pays d'accueil et bénéficient des mêmes services, exception faite des services d'assainissement. Du point de vue économique, leur situation ne diffère guère de celle des réfugiés vivant dans les camps.

^b Figurent dans ce tableau les réfugiés immatriculés dans les camps, de quelque catégorie de bénéficiaires qu'ils relèvent. N'entrent pas en ligne de compte les réfugiés des camps qui, tout en bénéficiant des services d'assainissement, ne sont pas logés par l'Office.

Tableau 9

**ORGANISATIONS BÉNÉVOLES AYANT FOURNI DES VÊTEMENTS
AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE EN 1963-1964**

American Friends Service Committee.
 American Middle East Relief Association.
 Canadian Lutheran World Relief.
 Catholic Relief Services (Etats-Unis).
 Church World Service (Etats-Unis).
 Comité d'entraide interconfessionnel de l'Eglise de Danemark.
 Eglise d'Ecosse.
 Eglise de Norvège.
 Lutheran World Relief, Inc.
 Mennonite Central Committee (Etats-Unis).
 New Zealand Council of Organizations for Relief Services Overseas, Inc. (CORSO).
 Oxford Committee for Famine Relief (Royaume-Uni).
 Société de la Croix-Rouge (Canada).
 Sociétés de la Croix-Rouge (Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande).
 Unitarian Service Committee of Canada.
 United Church of Canada.
 Vastkustens Efterkrigshjelp (Suède).
 Women's Voluntary Services (Royaume-Uni).

SERVICES DE SANTE

Tableau 10

**NOMBRE DE CONSULTATIONS DANS LES DISPENSAIRES GÉRÉS OU SUBVENTIONNÉS PAR L'OFFICE
(1^{er} juillet 1963-30 juin 1964)**

	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Gaza	Total
Nombre de bénéficiaires des services médicaux.....	130 273	117 995	621 153	272 511	1 141 932
Médecine générale.....	370 552	333 756	672 729	478 572	1 855 609
Injections	206 720	252 060	461 984	285 747	1 206 511
Pansements et dermatologie	234 065	155 188	628 509	435 006	1 452 768
Soins oculaires	159 296	78 346	662 098	472 256	1 371 996
Soins dentaires	24 451	11 688	27 564	17 161	80 864
TOTAL	995 084	831 038	2 452 884	1 688 742	5 967 748

Tableau 11

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS AUXQUELS LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE ONT ACCÈS (1963-1964)
(Situation au 30 juin 1964)

Hôpitaux gérés par :					
Etat et autorités locales					31
Institutions bénévoles ou particuliers					39
Office					2
				TOTAL	72
On compte en outre 11 maternités: 1 en République arabe syrienne, 3 en Jordanie et 7 à Gaza.					
<i>Nombre de lits disponibles</i>	<i>Liban</i>	<i>République arabe syrienne</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
Population desservie	130 273	117 995	621 153	272 511	1 141 932
Médecine générale	155	79	486	320	1 040
Phtisiologie	66	21	116	150	353
Obstétrique	4	7	52	75	138
Pédiatrie	15	0	112	52	179
Psychiatrie	59	2	75	0	136
TOTAL	299	109	841	597	1 846
Nombre de lits pour 1 000 habitants..	2,29	0,92	1,35	2,19	1,61

<i>Centres de réhydratation et d'alimentation</i>					
	<i>Liban</i>	<i>République arabe syrienne</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
Nombre de centres	2	3	1	2	8
Nombre de lits	10	21	12	44	87

Tableau 12

SERVICES DE LABORATOIRE

Au cours des 12 mois compris entre le 1^{er} juillet 1963 et le 30 juin 1964, 55 454 examens de laboratoire ont été effectués. Les plus importants se répartissent comme suit:

<i>Services</i>	<i>Nombre d'exams</i>	<i>Nombre de résultats positifs</i>
Sang		
Lames pour paludisme et fièvre récurrente	2 207	
Paludisme		49
Fièvre récurrente		1
Widal	1 084	316
Weil Felix	479	0
Test sérologique pour syphilis	17 463	377
Selles		
Œufs et parasites	31 444	
Ascaride		6 363
Ténia (Saginata surtout)		878
Ankylostome		246
Trichine		2 279
Amibes (kystes ou protozoaires)		1 640
Frottis et cultures		
Coryn. diphtérie	256	2
Neisser blennorragie	64	15
Mycobact. tuberculose	2 457	534

Tableau 13

LISTE DES MALADIES CONTAGIEUSES RELEVÉES PARMI LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE

(1^{er} JUILLET 1963-30 JUIN 1964)

	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Gaza	Total
Nombre de réfugiés.....	130 273	117 995	621 153	272 511	1 141 932
Peste	0	0	0	0	0
Choléra	0	0	0	0	0
Fièvre jaune	0	0	0	0	0
Variole	0	0	0	0	0
Typhus exanthématique	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente transmise par le pou	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente endémique	0	0	6	0	6
Diphtérie	0	6	6	0	12
Rougeole	1 796	792	2 138	2 688	7 414
Coqueluche	811	43	247	645	1 746
Varicelle	1 182	825	1 905	1 652	5 564
Oreillons	773	1 177	2 739	997	5 686
Méningite cérébro-spinale	2	4	0	8	14
Poliomyélite	12	2	11	17	42
Affections entériques.....	3	137	28	33	201
Paludisme	3	0	2	28	33
Bilharziose	0	0	0	33	33
Ankylostomiase	10	0	0	185	195
Tuberculose	23	102	16	152	293
Syphilis	151	9	8	43	211
Blennorrhagie	2	1	3	12	18
Fièvre scarlatine	0	0	0	0	0
Rage	0	0	0	0	0
Tétanos	0	0	5	0	5
Tétanos du nouveau-né.....	0	0	1	9	10
Brucellose	0	0	0	0	0
Hépatite infectieuse.....	98	72	140	411	721
Leishmaniose cutanée	0	26	0	0	26
Les chiffres suivants représentent le nombre de consultations données dans les dispensaires pour les ma- ladies ci-après:					
Dysenterie	9 727	2 843	3 946	2 446	18 962
Trachome	362	231	11 943	1 327	13 863
Conjonctivite	12 143	6 715	38 336	7 002	64 196

Tableau 14

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

	Liban	République arabe syrienne	Jordanie	Gaza	Total
<i>Consultations prénatales</i>					
Centres prénataux.....	19	24	29	9	81
Femmes enceintes nouvellement inscrites	4 661	3 089	11 391	13 559	32 700
Moyenne de visites par mois.....	1 429	933	3 488	3 654	9 504
Tests sérologiques antisyphilitiques	1 997	1 196	4 419	4 376	11 988
Réactions positives	152	18	8	37	215
Visites à domicile (soins prénataux)	1 115	1 089	1 130	196	3 530
<i>Soins aux nourrissons</i>					
Centres pour nourrissons.....	19	24	27	9	79
Enfants de moins d'un an inscrits (moyenne mensuelle)	4 641	2 991	8 248	13 130	29 010
Consultations données pour des enfants de moins d'un an (moyenne mensuelle)	3 369	2 055	5 801	7 716	18 941
Enfants de 1 à 2 ans inscrits (moyenne mensuelle).....	4 126	3 532	8 333	9 705	25 696
Consultations données pour des enfants de 1 à 2 ans (moyenne mensuelle)	1 460	1 158	3 506	2 682	8 806
Vaccinations antivarioliques	3 137	2 903	4 842	12 565	23 447
Immunisations par le TAB.....	3 340	2 098	6 048	6 497	17 983
Immunisations par le triple vaccin.	4 141	2 781	6 570	9 789	23 281
Visites à domicile (soins aux nourrissons)	13 184	9 089	16 617	2 844	41 734
<i>Services d'hygiène scolaire</i>					
Equipes d'hygiène scolaire.....	1	1	2	1	5
Enfants examinés.....	15 005	16 922	23 713	6 701	62 341
Ecoles visitées.....	176	118	172	229	695
Injections de rappel antityphoidiques	23 883	0	0	95 036	118 919
Injections de rappel antidiphtériques	3 527	2 807	11 883	6 352	24 569

SERVICES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

Enseignement primaire et secondaire

Tableau 15

Écoles UNRWA-UNESCO

Effectifs des classes primaires, primaires supérieures et secondaires (1951-1964)

Pays	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Gaza														
Enseignement primaire	19 543	22 551	25 702	31 107	34 016	35 087	34 876	35 163	34 806	36 633	36 591	37 885	38 470	38 905
Enseignement primaire supérieur	61	164	675	1 781	3 339	4 937	6 410	7 495	8 244	8 481	9 841	10 641	12 797	13 627
Enseignement secondaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	19 604	22 715	26 377	32 888	37 355	40 024	41 286	42 658	43 050	45 114	46 432	48 526	51 267	52 532
Jordanie														
Enseignement primaire	16 345	15 882	30 118	39 188	42 144	43 649	42 431	41 600	39 519	38 223	38 309	41 000	45 531	50 220
Enseignement primaire supérieur	—	—	87	790	1 612	2 862	4 274	5 357	6 714	6 898	7 437	8 384	8 492	8 868
Enseignement secondaire	—	—	—	22	82	200	334	495	578	612	598	875	—	—
Total	16 345	15 882	30 205	40 000	43 838	46 711	47 039	47 452	46 811	57 733	46 344	50 259	54 023	59 088
Liban														
Enseignement primaire	4 564	6 291	9 332	11 695	12 567	12 983	13 155	13 936	14 881	15 422	16 292	17 124	17 411	18 041
Enseignement primaire supérieur	—	—	86	384	620	948	1 003	996	1 325	1 668	2 159	2 676	2 680	3 491
Enseignement secondaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	4 564	6 291	9 418	12 079	13 187	13 931	14 158	14 932	16 206	17 090	18 451	19 800	20 091	21 532
République arabe syrienne														
Enseignement primaire	2 599	2 895	5 410	8 758	9 700	10 288	11 042	11 332	12 256	13 354	13 685	14 430	15 618	16 463
Enseignement primaire supérieur	—	—	166	864	671	936	1 180	1 562	1 916	2 592	3 589	4 122	4 459	4 946
Enseignement secondaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	2 599	2 895	5 576	9 622	10 371	11 224	12 222	12 894	14 172	15 946	17 274	18 552	20 077	21 409
TOTAL GÉNÉRAL														
Enseignement primaire	43 051	47 619	70 562	90 748	98 427	102 007	101 504	102 031	101 462	103 632	104 877	110 439	117 030	123 629
Enseignement primaire supérieur	61	164	1 014	3 819	6 242	9 683	12 867	15 410	18 199	19 639	23 026	25 823	28 428	30 932
Enseignement secondaire	—	—	—	22	82	200	334	495	578	612	598	875	—	—
Total	43 112	47 783	71 576	94 589	104 751	111 890	114 705	117 936	120 239	123 883	128 501	137 137	145 458	154 561

Tableau 16

NOMBRE D'ÉLÈVES RÉFUGIÉS FRÉQUENTANT LES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES AU 31 MAI 1964
ET NOMBRE DE CEUX POUR QUI L'OFFICE VERSE DES SUBVENTIONS

Pays	Enseignement primaire				Enseignement primaire supérieur				Enseignement secondaire				Total	
	Nombre d'élèves		Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention		Nombre d'élèves		Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention		Nombre d'élèves		Nombre d'élèves pour qui l'Office verse une subvention			
	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées	Ecoles publiques	Ecoles privées		
Gaza	—	—	—	—	—	—	—	—	7 569	—	4 500	—	7 569	4 500
Jordanie	15 597	3 469	15 597	3 469	5 629	1 189	4 560 ^a	173	6 112	1 189	4 940 ^a	227	33 185	28 966
Liban	687	4 770	488	3 141	141	1 577	110	1 064	33	1 037	24	601	8 245	5 428
République arabe syrienne	4 976	322	4 976	322	843	465	843	465	1 321	1 090	1 321	1 090	9 017	9 017
TOTAL	21 260	8 561	21 061	6 932	6 613	3 231	5 513	1 702	15 035	3 316	10 785	1 918	58 016	47 911

^a En Jordanie, l'Office verse des subventions pour 9 500 élèves qui fréquentent les écoles primaires supérieures et secondaires de l'Etat; les chiffres relatifs à la répartition de ces élèves entre les deux catégories d'établissements ne sont qu'estimatifs.

Tableau 17

EFFECTIFS DES ÉLÈVES PAR CLASSE DANS LES ÉCOLES UNRWA-UNESCO AU 31 MAI 1964

Ecoles primaires

Pays	1 ^{re} année		2 ^e année		3 ^e année		4 ^e année		5 ^e année		6 ^e année		Total
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
Gaza	3 401	3 225	3 476	3 313	3 494	3 177	3 343	3 187	3 355	3 197	3 294	2 443	18 542
Jordanie	6 089	5 936	5 151	5 276	4 531	3 933	4 417	3 417	3 856	2 698	3 132	1 784	23 044
Liban	1 734	1 543	1 623	1 354	1 930	1 481	1 808	1 434	1 583	1 179	1 462	910	7 901
République arabe syrienne	1 882	1 502	1 797	1 413	1 544	1 227	1 563	1 116	1 380	989	1 311	739	6 986
TOTAL	13 106	12 206	12 047	11 356	11 499	9 818	11 131	9 154	10 174	8 063	9 199	5 876	56 473
TOTAL GÉNÉRAL	25 312	23 403	21 317	20 285	18 237	15 075	123 629						

Ecoles primaires supérieures

Pays	1 ^{re} année		2 ^e année		3 ^e année		4 ^e année		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Gaza	2 923	2 437	2 736	2 336	1 708	1 487	—	—	7 367	6 260
Jordanie	2 729	1 143	2 009	803	1 614	570	—	—	6 352	2 516
Liban	924	462	469	209	558	253	457	159	2 408	1 083
République arabe syrienne	1 147	583	977	425	1 305	509	—	—	3 429	1 517
TOTAL	7 723	4 625	6 191	3 773	5 185	2 819	457	159	19 556	11 376
TOTAL GÉNÉRAL	12 348	9 964	8 004	616	30 932					

Tableau 18

RÉPARTITION DES ENFANTS RÉFUGIÉS DE PALESTINE FRÉQUENTANT L'ÉCOLE AU 31 MAI 1964

Pays	Nombre d'écoles UNRWA-UNESCO	Nombre d'élèves dans les classes primaires des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre d'élèves dans les classes primaires supérieures des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre des élèves réfugiés des écoles publiques et privées		Effectif total des réfugiés fréquentant l'école
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Ecoles publiques	Ecoles privées	
Gaza	91	20 363	18 542	38 905	7 367	6 260	13 627	7 569	—	60 101
Jordanie	173	27 176	23 044	50 220	6 352	2 516	8 868	27 338	5 847	92 273
Liban	60	10 140	7 901	18 041	2 408	1 083	3 491	861	7 384	29 777
République arabe syrienne.....	77	9 477	6 986	16 463	3 429	1 517	4 946	7 140	1 877	30 426
TOTAL	401	67 156	56 473	123 629	19 556	11 376	30 932	42 908	15 108	212 577

Formation professionnelle

Tableau 19

ECOLES NORMALES ET TECHNIQUES ET NOMBRE DE DIPLOMÉS (1952-1964)

Etablissements	Date d'ouverture de l'école	Nombre annuel de diplômés (1952-1964)											Chiffres provisionnels 1964	Nombre total de diplômés
		1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	
Ecole professionnelle de Kalandia (Jordanie).....	Février 1954	—	—	—	136	39	37	130	79	193	157	195	162	229
Ecole professionnelle de Wadi Seir (Jordanie).....	Septembre 1960	—	—	—	—	—	—	—	—	—	64	183	231	190
Ecole professionnelle de Gaza.....	Septembre 1954	—	—	—	29	144	—	122	32	139	45	124	62	185
Ecole professionnelle de Damas (République arabe syrienne).....	Novembre 1961	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	162	174
Ecole professionnelle de Sibling (Liban).....	Septembre 1962	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	80	220
Ecole d'agriculture de Beit Hanoun (Gaza).....	Septembre 1961	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Ecole normale d'instituteurs de Ramallah (Jordanie).....	Septembre 1960	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	99	89	153
Ecole professionnelle féminine de Ramallah (Jordanie).....	Septembre 1962	—	—	—	—	—	—	—	11	25	19	46	—	138
Ecole professionnelle de Homs (République arabe syrienne).....	Octobre 1962	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57	60
Institut technique et pédagogique de Sibling (Liban).....	Octobre 1963	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40
Cours de formation de maîtres à Gaza.....	Septembre 1961	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours de formation de maîtres au Caire (République arabe unie).....	Septembre 1961	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours du soir (secrétariat) à Beyrouth et Tripoli (Liban).....	Janvier 1952	30	29	—	74	64	14	18	30	28	30	30	30	407
Cours de formation professionnelle à l'Institut Amilié de Beyrouth (Liban).....	Septembre 1962	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'architecture à l'Institut Dar Es-Salam du Caire (République arabe unie).....	Septembre 1963	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
TOTAL		30	29	—	239	247	51	270	152	385	315	693	873	4738

Tableau 20

**NOMBRE D'ÉLÈVES EN 1963-1964 ET PRÉVISIONS RELATIVES AU NOMBRE D'ÉLÈVES ET DE DIPLÔMÉS
DES ÉCOLES NORMALES ET TECHNIQUES EN 1964-1965**

Etablissements	1963-1964			1964-1965		
	Nombre de places	Nombre d'élèves	Nombre de diplômés	Nombre de places	Nombre d'élèves	Nombre de diplômés
Ecole professionnelle de Kalandia (Jordanie).....	392	358	235	392	371	191
Ecole professionnelle de Wadi Seir (Jordanie)	396	352	192	396	356	216
Ecole professionnelle de Gaza ^a	368	353	185	368	336	168
Ecole professionnelle de Damas (République arabe syrienne)	392	294	185	392	384	208
Ecole professionnelle de Sibline (Liban).....	396	359	239	396	376	192
Ecole d'agriculture de Beït Hanoun (Gaza).....	75	75	23	75	75	26
Ecole normale d'instituteurs de Ramallah (Jordanie)	400	352	154	400	397	197
Ecole professionnelle de jeunes filles de Ramallah (Jordanie)	633	520	138	633	626	237
Ecole professionnelle de Homs (République arabe syrienne)	192	87	60	192	60	—
Institut technique et pédagogique de Sibline (Liban).....	264	149	42	264	264	157
Formation de maîtres à Gaza ^b	240	229	—	240	229	—
Formation de maîtres, au Caire ^b	90	30	—	90	60	16
Cours du soir (secrétariat) à Beyrouth et Tripoli (Liban) ^b	30	30	30	30	30	30
Cours de formation professionnelle à l'Institut Amilié de Beyrouth (Liban) ^b	20	6	—	20	11	3
Cours de formation professionnelle à l'Ecole hôtelière de Dékouané (Liban) ^b	—	—	—	30	10	—
Cours d'architecture à l'Institut Dar Es-Salam du Caire (République arabe unie).....	14	13	13	—	—	—
TOTAL	3 902	3 207	1 496	3 918	3 585	1 641

^a Une troisième année de formation est donnée à un certain nombre de diplômés dans des usines et des écoles techniques de la République arabe unie. Durant l'année scolaire 1963-1964, 70 élèves ont bénéficié de cet arrangement.

^b Etablissement n'appartenant pas à l'UNRWA.

Enseignement supérieur

Tableau 21

**RÉPARTITION PAR DISCIPLINE DES TITULAIRES
DE BOURSES UNIVERSITAIRES DE L'OFFICE (1963-1964)**

Disciplines	Gaza	Jordanie	Liban	République arabe syrienne	Total
Lettres et sciences	56	56	30	10	152
Agriculture	16	4	—	4	24
Commerce	4	—	—	—	4
Art dentaire	—	6	1	—	7
Economie	4	6	—	—	10
Génie civil, constructions mécaniques et appareillage électrique	56	73	35	31	195
Sylviculture	1	1	—	2	4
Médecine	44	90	15	27	176
Pharmacie	9	10	—	6	25
TOTAL	190	246	81	80	597
Bourses non utilisées	—	1	4	—	5

AUTRES FORMES D'ASSISTANCE FOURNIES AUX REFUGIES

Tableau 22

COOPÉRATIVES ET ACTIVITÉS DE GROUPE DANS LES CAMPS ET AGGLOMÉRATIONS DE RÉFUGIÉS

A. — Coopératives

Types de coopérative	Camps ou installations	Nombre de familles bénéficiaires	Montant de l'aide initiale fournie par l'UNRWA (en dollars des États-Unis)	Aide provenant d'autres sources
<i>Liban</i>				
Consommation	Mar Elias	48	925	
Fournitures scolaires	2 écoles	96	50	
<i>République arabe syrienne</i>				
Boulangerie	Khan Dannoun	73	1 125	
<i>Gaza</i>				
Consommation	Plage	935	460	
Consommation	Nousseirat	360	346	
Consommation	Boureij	115	346	
Consommation	Jabalia	139	—	Terrain et premier stock de mar- chandises fournis par les autorités gouvernementales
Fabrication de savon	Maghazi	7	754	
Fournitures scolaires	20 écoles	4 000	—	—
Epargne	4 écoles	1 130	—	—
<i>Jordanie</i>				
Agriculture	Karamé	50	1 400	24 000 dollars fournis par le gou- vernement
Epargne et crédit agricole	Noueimé	15	560	—
Transports par autobus	Deir Amar	374	1 385	—
Transports par autobus	Faraa	84	1 400	5 600 dollars prêtés par le gouver- nement
Artisanat	Kalandia	48	350	2 044 dollars provenant de diverses sources
Artisanat	Toulkarem	22	462	—
Fabrication de carpettes	Akabat Jaber	32	1 568	—
Boulangerie	Jalazone	30	560	—
Boulangerie	Fawwar	82	977 et une tonne et demie de mazout	—
Boulangerie	Balata	127	980 et une tonne et demie de mazout	—
Fournitures scolaires	1 école	158	—	—
Fournitures	4 centres de jeunesse	117	—	—
Epargne	51	4 600	—	—

B. — Activités de groupes

Types d'activité	Camps	Nombre de familles bénéficiaires	Montant de l'aide initiale fournie par l'UNRWA (en dollars des États-Unis)	Aide provenant d'autres sources
<i>Liban</i>				
Tricot	Aïn-el-Hilwé	10	380 et de la laine	
<i>Gaza</i>				
Aviculture	Maghazi	3	1 038	1 000 poussins (projet Heifer)
Vannerie	Khan Younis	12	—	622 dollars (Near East Christian Council)
Poterie	Jabalia	4	276	621 dollars (Near East Christian Council)
<i>Jordanie</i>				
Marché aux légumes	Akabat Jaber	32	308 et des matériaux pour toiture	
Mosquée	Noueimé	Tous les habitants du camp	Matériaux pour toiture	
Mosquée	Toulkarem	Tous les habitants du camp	Matériaux pour toiture	
Fabrication de briques	Jalazone	7	420	

Tableau 23

**ORGANISATIONS BÉNÉVOLES AIDANT ACTIVEMENT LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE
DANS LA RÉGION D'ACTIVITÉ DE L'UNRWA (1963-1964)**

Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens.
 Association chrétienne de jeunes filles (Jordanie).
 Association chrétienne de jeunes gens (Jordanie, Gaza et Liban).
 Baptist Mission des Etats-Unis (hôpital à Gaza).
 Church Missionary Society (Jordanie).
 Conseil œcuménique des Eglises.
 Fédération luthérienne mondiale (Jordanie et République arabe syrienne).
 Groupement auxiliaire féminin de l'UNRWA.
 Mennonite Central Committee, (Jordanie).
 Mission pontificale pour la Palestine (Liban, Jordanie et Gaza).
 Near East Christian Council Committee for Refugee Work (à Gaza; au Liban, par l'intermédiaire du Joint Christian Committee; en Jordanie, directement et par l'intermédiaire de l'International Church Committee).
 Save the Children Fund (Jordanie).

QUESTIONS FINANCIERES

Tableau 24

**ETAT RÉCAPITULATIF DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DU FONDS DE ROULEMENT DE L'OFFICE
POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} MAI 1950 AU 31 DÉCEMBRE 1964^a**

(en dollars des Etats-Unis)

Périodes	Recettes			Dépenses	Ajustements opérés sur le fonds de roulement ^c Augmentations (réductions)	Fonds de roulement en fin de période
	Engagements de contributions des gouvernements	Autres recettes	Total des recettes			
1 ^{er} mai 1950-30 juin 1951.....	39 477 281	1 346 325	40 823 606	33 598 972 ^b	—	7 224 634
1 ^{er} juillet 1951-30 juin 1952.....	67 686 495	1 018 785	68 705 280	28 573 058	215 792	47 572 648
1 ^{er} juillet 1952-30 juin 1953.....	26 867 673	440 419	27 308 092	26 778 934	518 220	48 620 026
1 ^{er} juillet 1953-30 juin 1954.....	22 684 330	575 024	23 259 354	29 192 012	(157 264)	42 530 104
1 ^{er} juillet 1954-30 juin 1955.....	23 673 500	594 161	24 267 661	29 222 705	(114 217)	37 460 843
1 ^{er} juillet 1955-30 juin 1956.....	23 385 026	571 866	23 956 892	32 198 550	(164 814)	29 054 371
1 ^{er} juillet 1956-31 décembre 1957...	42 378 773	1 072 872	43 451 645	52 464 139	198 575	20 240 452
1 ^{er} janvier 1958-31 décembre 1958..	32 555 876	1 104 793	33 660 669	32 777 564	36 519	21 160 076
1 ^{er} janvier 1959-31 décembre 1959..	32 625 400	1 405 205	34 030 605	35 015 817	110 688	20 285 552
1 ^{er} janvier 1960-31 décembre 1960..	33 828 887	2 629 135	36 458 022	34 674 460	150 084	22 219 198
1 ^{er} janvier 1961-31 décembre 1961..	34 386 052	2 306 293	36 692 345	39 051 521	194 943	20 054 965
1 ^{er} janvier 1962-31 décembre 1962..	34 308 775	1 346 239	35 655 014	35 688 844	615 154	20 636 289
1 ^{er} janvier 1963-31 décembre 1963..	34 444 063	1 251 994	35 696 057	36 207 078	448 589	20 573 857
1 ^{er} janvier 1964-31 décembre 1964..	34 287 553 ^d	1 240 000 ^d	35 527 553 ^d	36 929 000 ^d	—	19 172 410 ^d
TOTAL	482 589 684	16 903 111	499 492 795	482 372 654	2 052 269	

^a Les chiffres du tableau ci-dessus sont établis, jusqu'à l'année 1963 inclusivement, d'après les états financiers de l'Office vérifiés par les commissaires aux comptes et modifiés le cas échéant de façon à faire apparaître pour chaque période les recettes et les dépenses (y compris les engagements de dépenses) qui s'appliquent au budget de la période en question, quelle que soit la date à laquelle en fait les recettes ont été perçues ou les dépenses effectuées. C'est dans le rapport du Commissaire général pour 1961-1962 que ce mode de calcul a été adopté pour la première fois et l'on a dû procéder depuis à quelques légers ajustements sur les chiffres qui y figuraient.

^b Y compris un montant de 2 646 969 dollars représentant

le déficit de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine, qui a été couvert par l'Office.

^c Ces ajustements correspondent surtout à des dettes et des engagements de dépenses liquidés à un montant moindre que celui qui avait d'abord été inscrit dans les prévisions de dépenses. On a tenu compte aussi de la réévaluation des stocks, de la récupération d'éléments d'actif précédemment inscrits au passif et de variations du prix des denrées qui ne peuvent être imputés sur aucun chapitre en particulier. Ces ajustements sont indiqués séparément en raison de la difficulté qu'il y aurait à déterminer l'exercice auquel ils doivent s'appliquer.

^d Chiffres estimatifs.

Tableau 25

ETAT DÉTAILLÉ DES RECETTES DE L'UNRWA (1^{er} MAI 1950-31 DÉCEMBRE 1964)^a

(en dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Du 1-5-50 au 31-12-59	Pour les 12 mois se terminant le					Total des recettes
		31-12-60	31-12-61	31-12-62	31-12-63	31-12-64 ^b	
I. — CONTRIBUTIONS ANNONCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS							
Allemagne (République fédérale d')...	493 981	238 095	250 000	625 000	625 000	400 000	2 632 076
Arabie Saoudite	825 815	197 778	100 000	—	494 820	294 309	1 912 722
Australie	1 975 903	196 000	201 600	201 600	201 600	201 600	2 978 303
Autriche	7 950	2 000	2 000	2 000	3 000	5 000	21 950
Bahrein	23 867	—	—	—	—	—	23 867
Belgique	226 000	20 000	30 000	30 000	30 000	30 000	366 000
Birmanie	8 500	1 046	—	—	—	—	9 546
Bolivie	5 000	—	—	—	—	—	5 000
Brésil	25 000	—	—	—	—	—	25 000
Cambodge	4 857	571	571	571	571	571	7 712
Canada	8 452 188	3 060 000	2 069 500	925 000	925 000	925 000	16 356 688
Ceylan	1 400	—	1 000	1 000	—	—	3 400
Chypre	—	—	560	563	—	—	1 123
Cuba	5 000	—	—	—	—	—	5 000
Danemark	391 230	43 440	47 060	50 680	59 680	68 680	660 770
El Salvador	500	—	—	—	—	—	500
Espagne	16 667	—	—	—	—	33 333	50 000
Etats-Unis d'Amérique	219 218 069	23 000 000	24 350 000	24 700 000	24 700 000	24 700 000	340 668 069
Ethiopie	35 500	—	—	—	—	—	35 500
Fédération de Malaisie	4 500	1 500	1 500	1 500	15 738	1 500	26 238
Fédération de la Rhodésie et du Nyasaland	39 200	—	—	—	—	—	39 200
Finlande	3 000	—	—	10 000	10 000	—	23 000
France	11 032 481	182 757	182 209	192 458	190 213	226 337	12 006 455
Gambie	30	—	—	—	—	—	30
Gaza	171 735	130 045	124 721	86 504	104 492	104 500	721 997
Ghana	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	18 000
Grèce	167 517	17 500	15 000	15 000	15 000	15 000	245 017
Haïti	6 000	—	—	—	—	—	6 000
Honduras	2 500	—	—	—	—	—	2 500
Inde	214 259	13 235	21 008	21 008	21 008	21 008	311 526
Indonésie	240 000	—	—	—	—	—	240 000
Iran	22 153	6 000	3 000	6 000	6 000	6 000	49 153
Irlande	2 814	7 000	14 062	20 000	20 000	20 000	83 876
Israël	256 547	—	—	—	—	—	256 547
Italie	180 471	80 000	80 000	80 000	80 855	160 000	661 326
Japon	70 000	12 500	10 000	10 000	10 000	20 000	132 500
Jordanie	943 183	98 550	98 280	100 820	95 732	95 800	1 432 365
Katar	41 895	—	—	—	20 833	—	62 728
Koweït	31 500	—	131 250	220 000	220 000	220 000	822 750
Laos	2 207	500	—	—	1 980	1 980	6 667
Liban	432 746	23 844	40 125	44 967	41 787	41 300	624 769
Libéria	11 500	5 000	5 000	5 000	—	—	26 500
Libye	24 000	—	—	—	—	20 000	44 000
Luxembourg	18 000	2 000	2 000	3 000	3 000	3 000	31 000
Maroc	15 272	4 000	40 687	19 802	19 802	19 802	119 365
Mexique	115 691	—	—	—	—	—	115 691
Monaco	4 013	204	1 224	204	204	204	6 053
Nigéria	—	—	—	—	5 000	5 000	10 000
Norvège	396 569	42 000	42 000	49 000	56 000	63 000	648 569
Nouvelle-Zélande	1288 000	168 000	140 000	140 000	140 000	140 000	2 016 000
Pakistan	435 647	22 014	20 953	20 964	20 964	20 964	541 506
Pays-Bas	296 054	65 790	69 061	110 497	110 497	110 497	762 396
Philippines	11 250	—	—	—	—	1 250	12 500
République arabe syrienne	816 228	83 474	74 439	96 987	93 902	93 900	1 258 930
République arabe unie	3 202 413	339 083	418 397	359 214	282 909	282 900	4 884 916
République centrafricaine	—	—	—	—	—	398	398
République de Corée	4 000	—	1 500	1 000	—	—	6 500

Tableau 25 (suite)

ETAT DÉTAILLÉ DES RECETTES DE L'UNRWA (1^{er} MAI 1950-31 DÉCEMBRE 1964)^a

(en dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Du 1-5-50 au 31-12-59	Pour les 12 mois se terminant le					Total des recettes
		31-12-60	31-12-61	31-12-62	31-12-63	31-12-64 ^b	
I. — CONTRIBUTIONS ANNONCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS (suite)							
République Dominicaine	5 000	—	—	—	1 000	1 000	7 000
République du Viet-Nam	13 500	—	2 500	2 500	2 500	2 500	23 500
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	57 900 004	5 624 000	5 400 000	5 400 000	5 400 000	5 400 000	85 124 004
Saint-Siège	1 000	—	10 965	1 000	1 000	6 000	19 965
Soudan	148 200	—	2 870	2 870	—	—	153 940
Suède	492 715	57 915	57 915	482 950	224 751	374 666	1 690 912
Suisse	163 549	35 046	34 884	216 116	155 225	115 554	720 374
Thaïlande	3 125	—	—	—	1 000	—	4 125
Tunisie	4 000	—	2 000	2 000	2 000	4 000	14 000
Turquie	25 759	5 000	5 000	8 000	8 000	8 000	59 759
Uruguay	5 000	—	—	—	—	—	5 000
Yougoslavie	348 700	40 000	40 000	40 000	20 000	20 000	508 700
Divers gouvernements (recettes pro- curees par les timbres commémoratifs de l'Année mondiale du réfugié)....	—	—	238 211	—	—	—	238 211
TOTAL des contributions annoncées par les gouvernements	311 334 354	33 828 887	34 386 052	34 308 775	34 444 063	34 287 553	482 589 684
II. — CONTRIBUTIONS D'AUTRES SOURCES							
UNESCO	764 052	164 121	186 703	280 841	300 477	293 000	1 989 194
OMS	349 923	25 254	27 582	50 053	48 143	54 700	555 655
Divers	2 085 732	1 118 528	986 243	627 290	422 763	412 300	5 652 856
TOTAL des contributions d'autres sources	3 199 707	1 307 903	1 200 528	958 184	771 383	760 000	8 197 705
III. — RECETTES DIVERSES ET AJUSTEMENTS SUR LES CHANGES							
	4 929 743	1 321 232	1 105 765	388 055	480 611	480 000	8 705 406
TOTAL DES RECETTES	319 463 804	36 458 022	36 692 345	35 655 014	35 696 057	35 527 553	499 492 795

^a Les données de ce tableau sont établies, jusqu'à l'année 1963 inclusivement, d'après les états financiers de l'Office vérifiés par les commissaires aux comptes et modifiés le cas échéant de manière à faire apparaître les contributions annoncées par les

gouvernements pour chaque exercice, quelle que soit la date à laquelle elles ont été versées.

^d Chiffres estimatifs.

Tableau 26

ETAT DES RECETTES PROVENANT DE SOURCES NON GOUVERNEMENTALES
ET D'AUTRES SOURCES, ENTRE LE 1^{er} JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1963

(en dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Montant
Allemagne (République fédérale d')	Dollars
Hermann J. Abs.....	500
ASTA-Werke, fabrique de produits chimiques.....	2 296
Robert Bosch, S.A.R.L.....	1 500
Christ und Welt (Stuttgart).....	401
Daimler-Benz, S.A. (Stuttgart).....	125
Hahn & Tessky Index-Werke, société en commandite.....	500
Siemens & Halske, S.A.....	750
Syndicat d'employés.....	500
Donateurs divers.....	38
Australie	
Association australienne pour les Nations Unies (section de Victoria).....	504
Comité australien pour l'Année mondiale du réfugié.....	2 533
Canada	
Association canadienne pour les Nations Unies.....	521
Léonard W. Brockington.....	512

Tableau 26 (suite)

<i>Donateurs</i>	<i>Montant</i>
	<i>Dollars</i>
Croix-Rouge de la jeunesse du Canada.....	23 125
Unitarian Service Committee.....	3 697
<i>Etats-Unis d'Amérique</i>	
American Council for Judaism Philanthropic Fund.....	1 500
American Federation of Labour and Congress of Industrial Organizations.....	5 000
American Friends of the Middle East.....	1 000
American Machine Foundry Foundations.....	3 575
American Middle East Relief Inc.....	7 330
American Mission (Liban).....	2 032
Arabian American Oil Company (ARAMCO).....	63 960
Bank of America.....	1 000
James P. Baxter.....	500
Comité des Etats-Unis pour les réfugiés.....	1 639
Dahran's Women Group (ARAMCO).....	497
Ecole Hotchkiss.....	125
Famille de Hugh Downs.....	500
Fondation Ottinger Inc.....	1 000
Glenview Community Church.....	500
A. E. Huntsinger.....	1 500
International Voluntary Services.....	7 655
Joint Christian Committee (Liban).....	2 206
Joseph E. Johnson.....	500
NAJDA—American Women for the Middle East.....	1 500
National City Christian Church (Christian Women's Fellowship).....	2 045
Near East Christian Committee (Jordanie).....	640
M ^{me} Dorothea M. Pickerl.....	1 000
David Rockefeller.....	10 220
Kermit Roosevelt.....	500
M ^{me} Margaret B. Schneztler (par l'intermédiaire de Futures for Children).....	68
M ^{me} Wanda Willard Smith.....	355
United Automobile Workers.....	10 000
United Steel Workers of America.....	1 000
United Nations Women's Guild.....	173
Sarah J. Winthrop Memorial Fund.....	500
Donateurs divers.....	1 296
<i>Finlande</i>	
Groupements de fidèles.....	367
H. Sipila.....	500
<i>Gaza</i>	
Famille Abou Abdallah.....	253
Famille Abou Ayyad et Awada.....	499
Familles Abou Middain, Abou Ouraiban et Awada.....	795
Famille Abou Salim.....	365
Famille Abou Shab.....	552
Saleh Ali Barbakh.....	394
Famille Daghma.....	138
Famille Moussadar.....	561
Famille Moussadar et Kour'an.....	287
Département du Waqf.....	1 911
Donateurs divers.....	159
<i>Iran</i>	
Association iranienne pour les Nations Unies.....	113
<i>Italie</i>	
Société Olivetti.....	4 982
<i>Jordanie</i>	
Conseil municipal de Qalqilia.....	1 943
<i>Liban</i>	
M. et A. Abou Lamah.....	84
Avianco.....	430
Héritiers de Saadeddine Chatila.....	323
Communauté grecque orthodoxe.....	161
Fadel Ghandour.....	129
Mneimné et Bohsali.....	484
National Cash Register Co. Ltd.....	387
Syrian Lebanese Mission.....	968
Women's Association of the Community Church, Cercle n° 2.....	161

Tableau 26 (suite)

<i>Donateurs</i>	<i>Montant</i>
	<i>Dollars</i>
Monaco	
Association des Guides de Monaco.....	500
Norvège	
Conseil norvégien pour les réfugiés.....	8 022
Nouvelle-Zélande	
New Zealand Council of Organizations for Relief Service Overseas Inc. (CORSO)	38 934
République arabe syrienne	
Autorités locales	3 684
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	
Association de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour les Nations Unies....	3 640
Vicomte et vicomtesse Astor.....	560
British Bank of the Middle East.....	16 128
British Council of Churches — Inter Church Aid & Refugee Service.....	1 400
Feu Herbert Cateaux.....	700
Leslie Colls	560
County High School for Girls, Colchester.....	70
M ^{me} Patricia Neal Dahl.....	505
Ecole Sainte-Hélène	504
M ^{lle} M. Anna Gairdner.....	504
W. A. Golcher.....	70
International Help for Children, section de Missenden.....	504
Kuwait Oil Company.....	254
Oxford Committee for Famine Relief.....	39 112
M ^{lle} M. Rogers.....	504
Save the Children Fund (Royaume-Uni).....	10 080
M ^{lle} C. Symonds.....	504
Theosophical Order of Service.....	500
Unilever Ltd.	504
War on Want.....	3 500
Women's Voluntary Services.....	5 241
Donateurs divers	129
Suède	
Croix-Rouge suédoise	3 000
Bertil Fastaman	15
Fonds suédois de secours à l'enfance.....	7 722
Ulf Nordwall	300
Suisse	
Donateurs divers	233
Organisations et associations internationales non gouvernementales	
Association mondiale des guides et des éclaireuses.....	3 024
Confédération internationale des syndicats libres.....	3 000
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales:	
Australie	1 022
Canada	4 628
Comité central	2 631
Etats-Unis d'Amérique	1 291
Nouvelle-Zélande	1 008
Royaume-Uni	6 048
Suisse	500
Fédération luthérienne mondiale.....	10 000
Fonds du personnel de l'Office européen des Nations Unies pour les réfugiés.....	1 005
Force d'urgence des Nations Unies.....	3 231
Groupe auxiliaire féminin de l'UNRWA.....	1 091
Ligue internationale féminine pour la paix et la liberté:	
Etats-Unis	241
Royaume-Uni	98
Suède	482
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	300 477
Organisation mondiale de la santé (OMS).....	48 143
Zonta international	31 816
Zonta (région de l'Europe septentrionale).....	2 000
Produit de la vente du disque <i>All Star Festival</i>	16 000
	771 383

Sur le total indiqué ci-dessus, 306 736 dollars étaient destinés à des bourses de formation professionnelle et 175 378 dollars à différents autres usages dans le domaine de la formation professionnelle; les 289 269 dollars restants étaient destinés à des buts autres que la formation professionnelle.

Tableau 27

CONTRIBUTIONS FOURNIES DIRECTEMENT AUX RÉFUGIÉS PAR LES GOUVERNEMENTS DES PAYS D'ACCUEIL ^a
DURANT L'ANNÉE SE TERMINANT LE 30 JUIN 1964

(en dollars des Etats-Unis)

<i>Donateurs</i>	<i>Services d'ensei- gnement</i>	<i>Services sociaux</i>	<i>Services médicaux</i>	<i>Logement</i>	<i>Services de sécurité</i>	<i>Services divers</i>	<i>Frais d'adminis- tration</i>	<i>Total</i>
Jordanie	1 241 624	253 760	464 100	—	101 500	7 000	63 000	2 140 984
Liban	—	—	24 194	—	—	26 683	145 161	196 038
République arabe syrienne	697 062	310 800	78 000	875 375	37 500	43 476	226 000	2 268 213
République arabe unie	1 258 040	317 614	191 254	—	108 988	15 470	78 276	1 969 642
TOTAL	3 196 726	892 174	757 548	875 375	247 988	92 629	512 437	6 574 877

^a Outre ces contributions dont bénéficient directement les réfugiés, tous les gouvernements en question contribuent au budget de l'UNRWA. Leurs contributions à ce titre apparaissent dans la comptabilité de l'Office et sont indiquées aux tableaux 24 et 25. Il y a également lieu de signaler que l'Office (et dans certains cas les institutions bénévoles qui s'occupent des réfugiés) est exonéré du paiement des impôts et des droits de douane. De plus, les dépenses afférentes aux services norma-

lement assurés par les gouvernements des pays d'accueil se trouvent augmentées en raison de l'utilisation de ces services par les réfugiés.

Tous les chiffres ci-dessus sont tirés des données fournies par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars, la conversion étant opérée aux taux de change appliqués par l'Office dans sa comptabilité sur la base soit des cours officiels, soit des cours du marché libre, selon le cas.

PERSONNEL DE L'OFFICE

Tableau 28

PERSONNEL DE L'OFFICE AU 31 DÉCEMBRE 1962 ET AU 31 DÉCEMBRE 1963

<i>Date</i>	<i>Personnel recruté sur le plan régional</i>			<i>Personnel international</i>			<i>Total général</i>
	<i>Payé au mois</i>	<i>Payé à la journée</i>	<i>Total</i>	<i>UNRWA</i>	<i>Détaché ou prêté par d'autres organismes des Nations Unies</i>	<i>Total</i>	
31 décembre 1962.....	7 641	3 968	11 609	149	31	180	11 789
31 décembre 1963.....	7 978	3 963	11 941	151	29	180	12 121

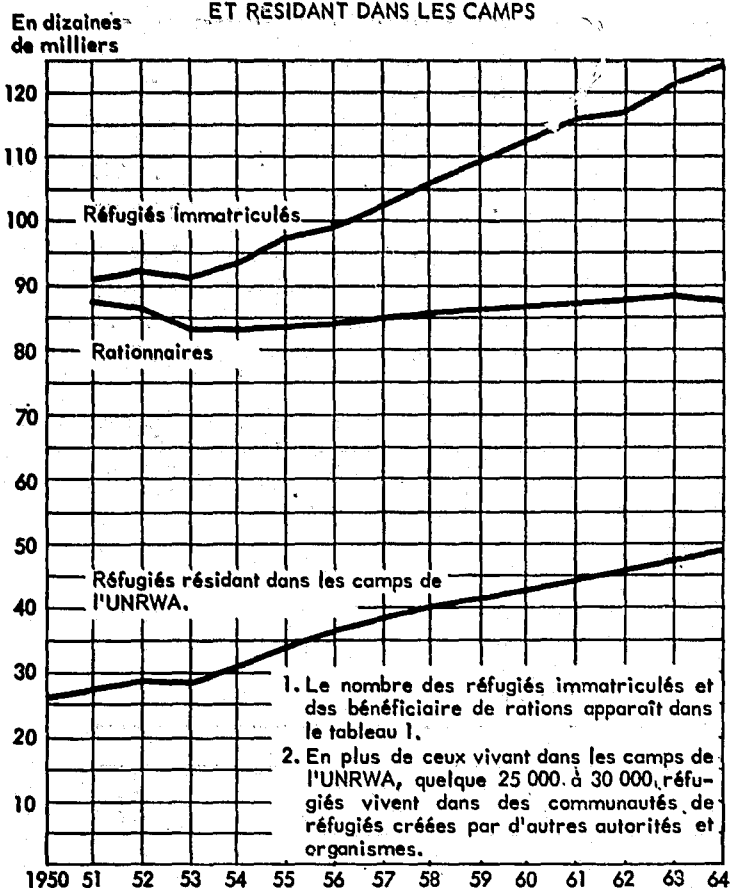
NOTES. — 1) Le personnel recruté sur le plan régional se compose à peu près exclusivement de réfugiés. 2) L'accroissement qui s'est produit de 1962 à 1963 dans l'effectif du per-

sonnel recruté sur le plan régional est dû presque entièrement au développement du programme d'enseignement général et professionnel de l'Office.

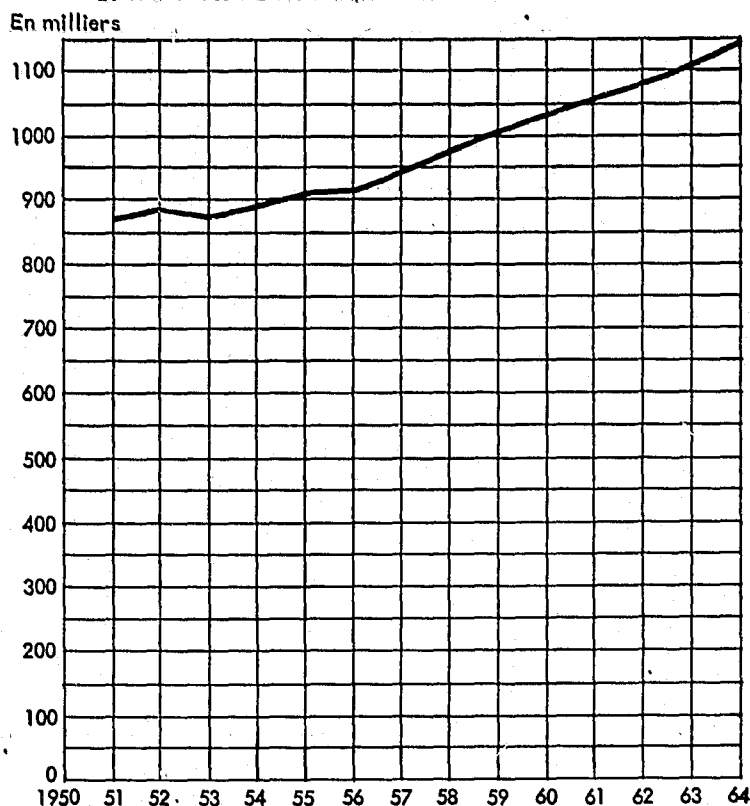
ANNEXE II

Graphiques

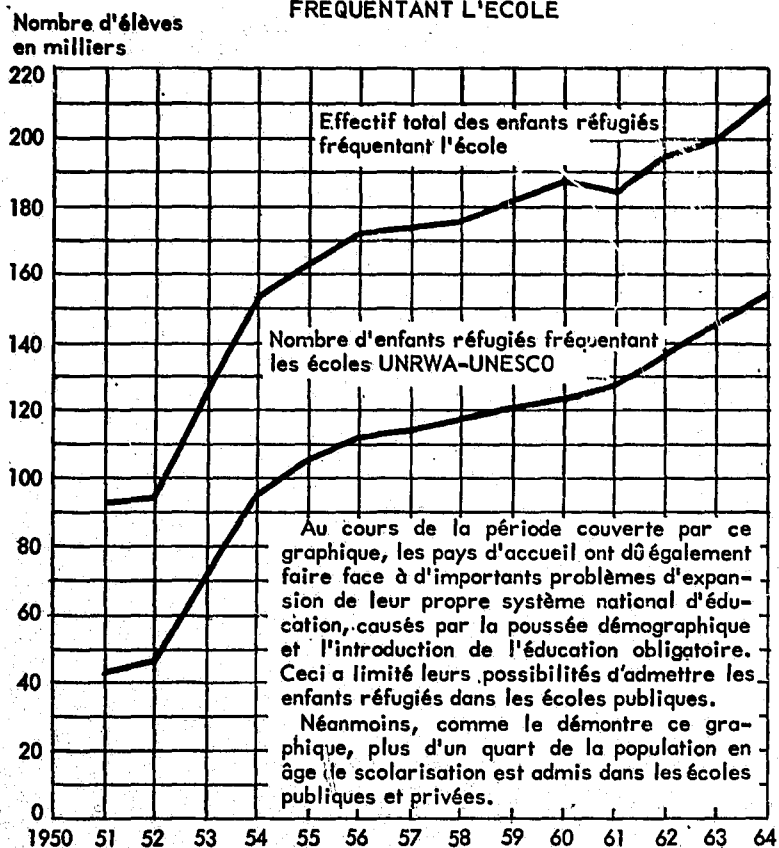
A.-REFUGIES IMMATRICULES, RATIONNAIRES
ET RESIDANT DANS LES CAMPS



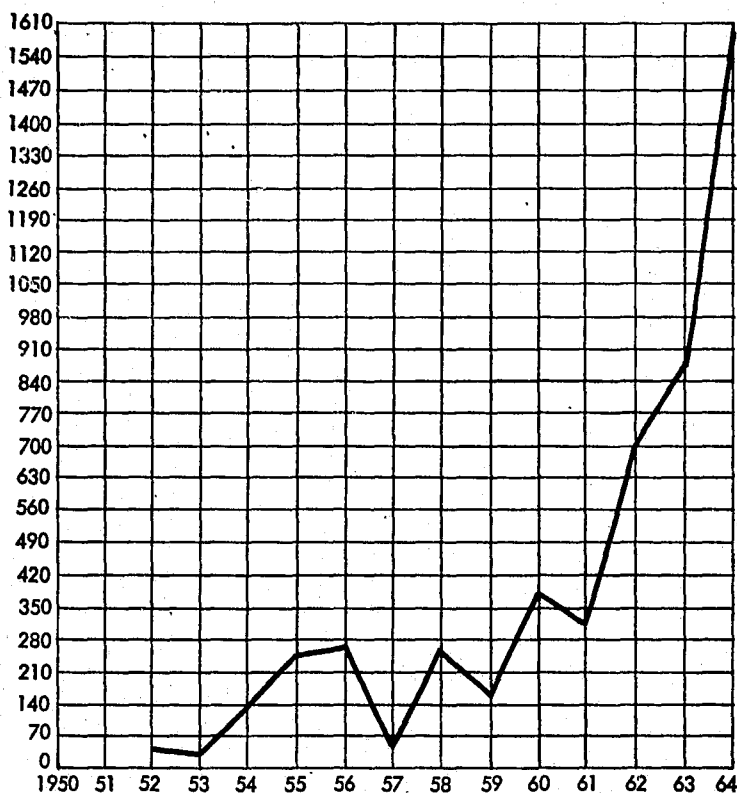
B.-REFUGIES BENEFICIAIRES DE L'ASSISTANCE MEDICALE



C.-EFFECTIF TOTAL DES ENFANTS REFUGIES
FREQUENTANT L'ECOLE



D.-DIPLOMES DES ECOLES PROFESSIONNELLES



ANNEXE III

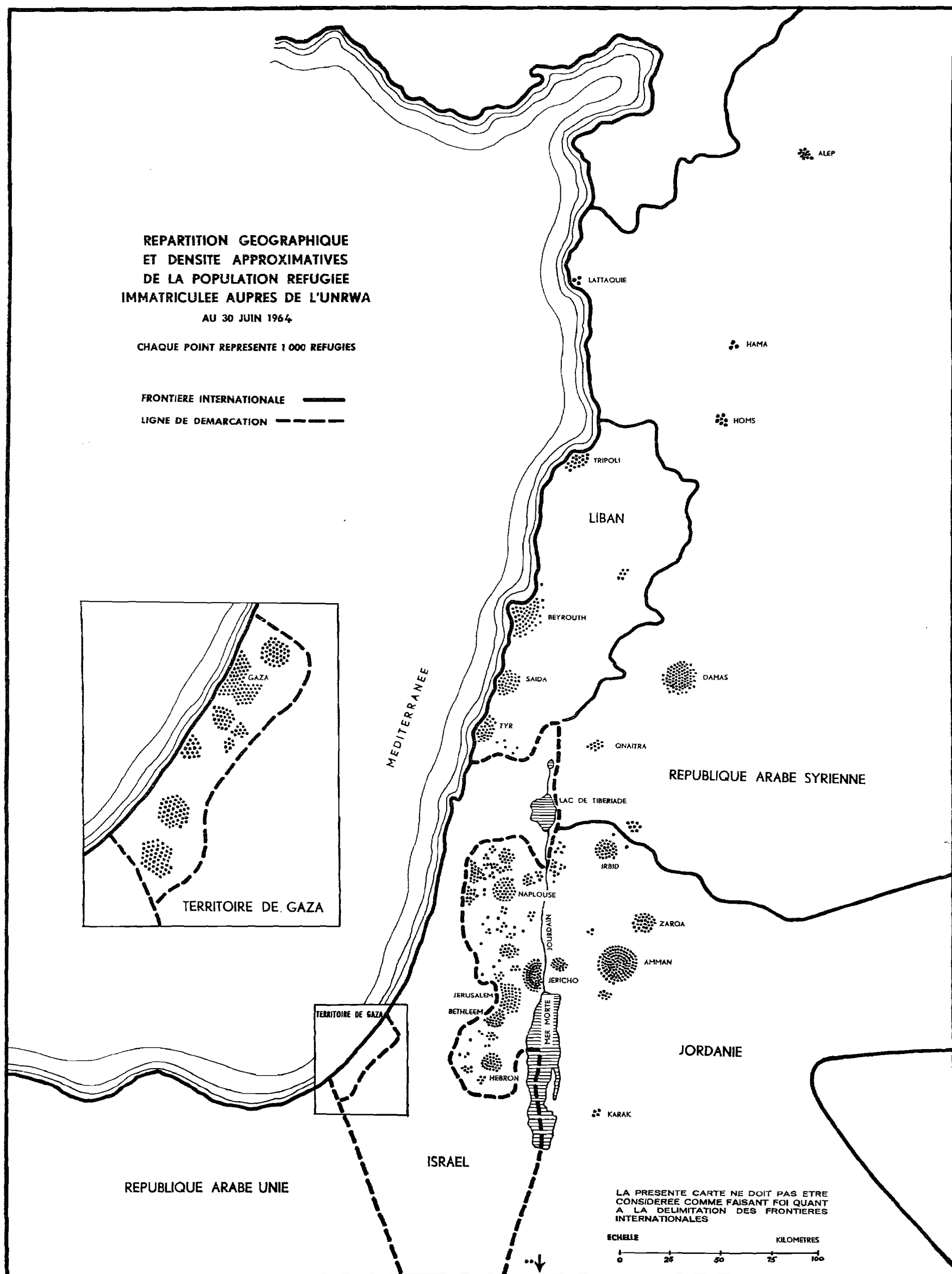
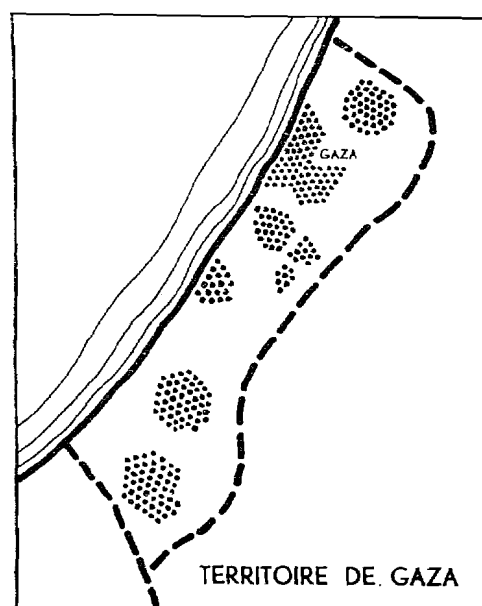
**Carte indiquant approximativement la répartition géographique
et la densité de la population réfugiée immatriculée auprès de l'Office**

REPARTITION GEOGRAPHIQUE
ET DENSITE APPROXIMATIVES
DE LA POPULATION REFUGIEE
IMMATRICULEE AUPRES DE L'UNRWA

AU 30 JUIN 1964

CHAQUE POINT REPRESENTA 1 000 REFUGIES

FRONTIERE INTERNATIONALE ———
LIGNE DE DEMARCATION - - - - -



LA PRESENTE CARTE NE DOIT PAS ETRE
CONSIDEREE COMME FAISANT FOI QUANT
A LA DELIMITATION DES FRONTIERES
INTERNATIONALES

ECHELLE
0 25 50 75 100
KILOMETRES

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES ET DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SONT EN VENTE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAIK'S BOOK STORE (PTY), LTD., Church Street, Box 724, Pretoria.
TECHNICAL BOOKS (PTY), LTD., Faraday House, P. O. Box 2864, 40 St. George's Street, Cape Town.
CAMÉROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAIN La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.
DIFFUSION INTERNATIONALE CAMÉROUNIAISE DU LIVRE ET DE LA PRESSE, Sangmelima.
CONGO (Léopoldville): INSTITUT POLITIQUE CONGOLAIS, B. P. 2307, Léopoldville.
ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY P. O. Box 120, Addis-Abeba.
GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP University College of Ghana, Legon, Accra.
KENYA: THE E.S.A. BOOKSHOP, Box 30167, Nairobi.
LIBYE: SUKRI EL JERBI (BOOKSELLERS) P. O. Box 78, Istiklal Street, Benghazi.
MAROC: AUX BELLES IMAGES 281, avenue Mohammed V, Rabat.
NIGÉRIA: UNIVERSITY BOOKSHOP (NIGERIA) LTD. University College, Ibadan.
NYASSALAND: BOOKERS (NYASSALAND) LTD. Lansyre House, P. O. Box 34, Blantyre.
OUSANDA: UGANDA BOOKSHOP P. O. Box 145, Kampala.
RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE "LA RENAISSANCE D'ÉGYPTÉ" 9 St. Asly Pasha, Le Caire.
AL MAHDA EL ARABIA BOOKSHOP 32 Abd-el-Khalak Sarwat, Le Caire.
RHODÉSIE DU NORD: J. BELDING, P. O. Box 750, Mufufira.
RHODÉSIE DU SUD: THE BOOK CENTRE, First Street, Salisbury.
TANZANIE: DAR-ES-SALAAM BOOKSHOP P. O. Box 9030, Dar es-Salaam.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: L'IMPRIMERIE DE LA REINE Ottawa, Ontario.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION, UNITED NATIONS, New York.
Porte New: PAN AMERICAN BOOK CO. P. O. Box 3511, San Juan 17.
BOOKSTORE, UNIVERSITY OF PUERTO RICO Rio Piedras.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A. Alsina 500, Buenos Aires.
BOLIVIE: LIBRERIA SELLACIONES, Casilla 972, La Paz.
LOS AMIGOS DEL LIBRO Calle Perù esq. España, Casilla 450, Cochabamba.
BRÉSIL: LIVRARIA AGIR Rua Mexico 38-B, Caixa Postal 1291, Rio de Janeiro.
LIVRARIA FREITAS BASTOS, S. A. Caixa Postal 899, Rio de Janeiro.
LIVRARIA KOSMOS EDITORA Rua Rosário 135/137, Rio de Janeiro.
CHILI: EDITORIAL DEL PACÍFICO, Ahumada 57, Santiago.
LIBRERIA IVENS, Casilla 203, Santiago.
COLOMBIE: LIBRERIA AMERICA, Calle 51 Ndm. 49-58, Medellín.
LIBRERIA BUCHHOLZ Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.
COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS Apartado 1315, San José.
CUBA: CUBARTIMPEX Apartado Postal 6840, La Habana.
EL SALVADOR: LIBRERIA CULTURAL SALVADOREÑA 2a. Av. Sur, San Salvador.
MANUEL NAVAS Y CIA. 1a. Avenida Sur 37, San Salvador.
ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA Casilla 362, Guayaquil.
LIBRERIA UNIVERSITARIA Calle García Moreno 739, Quito.
GUATEMALA: LIBRERIA CERVANTES 5a. Av. 9 39, Zona 1, Guatemala.
SOCIEDAD ECONOMICA-FINANCIERA 6a. Av. 14-33, Guatemala.
HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE", Port-au-Prince.
HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA, Tegucigalpa.
MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A. Ignacio Mariscal 41, México, D. F.
PANAMA: JOSE MENENDEZ Agencia Internacional de Publicaciones, Apartado 2052, Av. 8A Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS DE SALVADOR NIZZA Calle Pta. Franco No. 39-43, Asunción.
PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL DEL PERU, S. A. Casilla 1417, Lima.
LIBRERIA STUDIUM, S. A. Amargura 939, Apartado 2139, Lima.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA DOMINICANA Mercedes 49, Santo Domingo.
URUGUAY: LIBRERIA RAFAEL BARRETT Ramón Anador 4030, Montevideo.
REPRESENTACION DE EDITORIALES, PROF. H. D'ELIA Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.
VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE Av. Miranda, No. 52, Edif. Galpán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT, Rangoon.
CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE Imprimerie & Papeterie, S. & R. L., Phnom-Penh.
CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244, Colombo.
CHINE: THE WORLD BOOK COMPANY, LTD. 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
THE COMMERCIAL PRESS, LTD. 211 Hosen Road, Shanghai.
CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING CO., LTD., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.
HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY 25 Nathan Road, Kowloon.
INDE: ORIENT LONGMANS Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras et New Delhi.
OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY Calcutta et New Delhi.
INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD. Gunung Sahari 84, Djakarta.
JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD. 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.
PAKISTAN: THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY Dacca, East Pakistan.
PUBLISHERS UNITED, LTD., Lahore.
THOMAS & THOMAS, Karachi.
PHILIPPINES: PHILIPPINE EDUCATION COMPANY, INC. 1104 Castillejos, P. O. Box 620, Quiapo, Manila.
POPULAR BOOKSTORE, 1573 Doroteo Jose, Manila.
SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD. Collyer Quay.
THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD. 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.
NIBONDH & CO., LTD. New Road, Sikak Phya Sri, Bangkok.
SUKSAPAN PANIT Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok.
VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-PAPETERIE XUAN THU 185, rue Tu-do, B. P. 263, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'): R. EISENSCHMIDT Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.
ELWERT UND MEURER Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
ALEXANDER HORN, Spiegelsasse 9, Wiesbaden.
W. E. SAARBACH, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).
AUTRICHE: GEROLD & COMPANY, Graben 31, Wien, I.
GEORG FROMME & CO., Spengergasse 39, Wien, V.
BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES DE LA PRESSE, S. A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
BULGARIE: RAZNOIZNOS, 1, Tzar Assen, Sofia.
CHYPRE: PAN PUBLISHING HOUSE 10 Alexander the Great Street, Strovolos.
DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD. Nørregade 6, København, K.
ESPAGNE: AGUILAR S. A. DE EDICIONES Juan Bravo 38, Madrid 6.
LIBRERIA BOSCH, Ronda Universidad 11, Barcelona.
LIBRERIA MUNDI-PRENSA, Castelló 37, Madrid.
FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA 2 Keskuskatu, Helsinki.
FRANCE: EDITIONS A. PÉDONÉ 13, rue Soufflot, Paris (V).
GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN 28, rue du Stade, Athènes.
HONGRIE: KULTURA, B. P. 149, Budapest 62.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE, Dublin.
ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÓRAR EYMUNDSSONAR H. F. Áusturstræti 18, Reykjavík.
ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI Via Gino Capponi 26, Firenze, et Via Paolo Mercati 19/B, Roma.
AGENZIA E. I. O. U., Via Meravigli 16, Milano.
LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSCHSCHUMMER Place du Théâtre, Luxembourg.
NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM Karl Johansgate, 41, Oslo.
PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
POLOGNE: PAN, Pałac Kultury i Nauki, Warszawa.
PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA. 186 rua Aurea, Lisboa.
ROUMANIE: CARTIMEX, Str. Aristide Briand 14-18, B. P. 134-135, București.
ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE P. O. Box 569, London, S.E. 1 (et agences HMSO à Belfast, Birmingham, Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).
SUÈDE: C. E. FRITZES KUNGL. HOVBOKHANDEL A-B Fredsgatan 2, Stockholm.
SUISSE: LIBRAIRIE PAYOT, S. A., Lausanne, Genève.
HANS RAUNHARDT, Kirchgasse 17, Zürich 1.
TCHÉCOSLOVAQUIE: ARTIA LTD., 30 ve Směšákch, Praha, 2.
TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE 469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES: MEJDOUNARODNÁ KNIGA Smolenskaya Plochad, Moskva.
YOUGOSLAVIE: CANKARJEVA ZALOŽBA, Ljubljana, Slovenie.
DRŽAVNO PREDUZEĆE Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.
PROSVJETA, S. Vrg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.
PROSVETA PUBLISHING HOUSE, Import-Export Division, B. P. 559, Terazije 16/1, Beograd.

INDES OCCIDENTALES

BERMUES: BERMUDA BOOK STORES Reid and Burnaby Streets, Hamilton.
CURAÇAO (ANTILLES NÉERLANDAISES): BOEKHANDEL SALAS, B. P. 44.
GUYANE BRITANNIQUE: BOOKERS STORES, LTD. 20-23 Church Street, Georgetown.
JAMAÏQUE: SANGSTERS BOOK ROOM 91 Harbour Street, Kingston.
TRINITÉ ET TOBAGO: CAMPBELL BOOKER LTD., Port of Spain.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP, Baghdad.
IRAN: MEHR AVIN BOOKSHOP Abbas Abad Avenue, Isfahan.
ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES 35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.
JORDANIE: JOSEPH I. SAHOUS & CO. Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.
LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK COOPERATIVE 92-94, rue Elias, Beyrouth.

OCÉANIE

AUSTRALIE: U. N. ASSOCIATION OF AUSTRALIA McEwan House, 343 Little Collins St., Melbourne C. 1, Vic.
WEA BOOKROOM, University, Adelaide, S. A.
UNIVERSITY BOOKSHOP, St. Lucia, Brisbane, Qld.
THE EDUCATIONAL AND TECHNICAL BOOK AGENCY Parap Shopping Centre, Darwin, N.T.
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD. Monash University, Wellington Road, Clayton, Vic.
COLLINS BOOK DEPOT PTY. LTD. 363 Swanston Street, Melbourne, Vic.
THE UNIVERSITY BOOKSHOP, Nedlands, W.A.
UNIVERSITY BOOKROOM University of Melbourne, Parkville N.2, Vic.
UNIVERSITY CO-OPERATIVE BOOKSHOP LIMITED Manly Road, University of Sydney, N.S.W.
NOUVELLE-ZÉLANDE: GOVERNMENT PRINTING OFFICE Private Bag, Wellington (et Government Bookshops à Auckland, Christchurch et Dunedin).

Les publications de l'Organisation des Nations Unies peuvent être achetées ou commandées en librairie dans le monde entier et payées en monnaie locale. Pour plus amples renseignements, écrire à la Section des ventes, ONU, New York, N. Y. 10017, ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).